

Silence

N° 241
Fév 99
25 FF
150 FB
6 FS

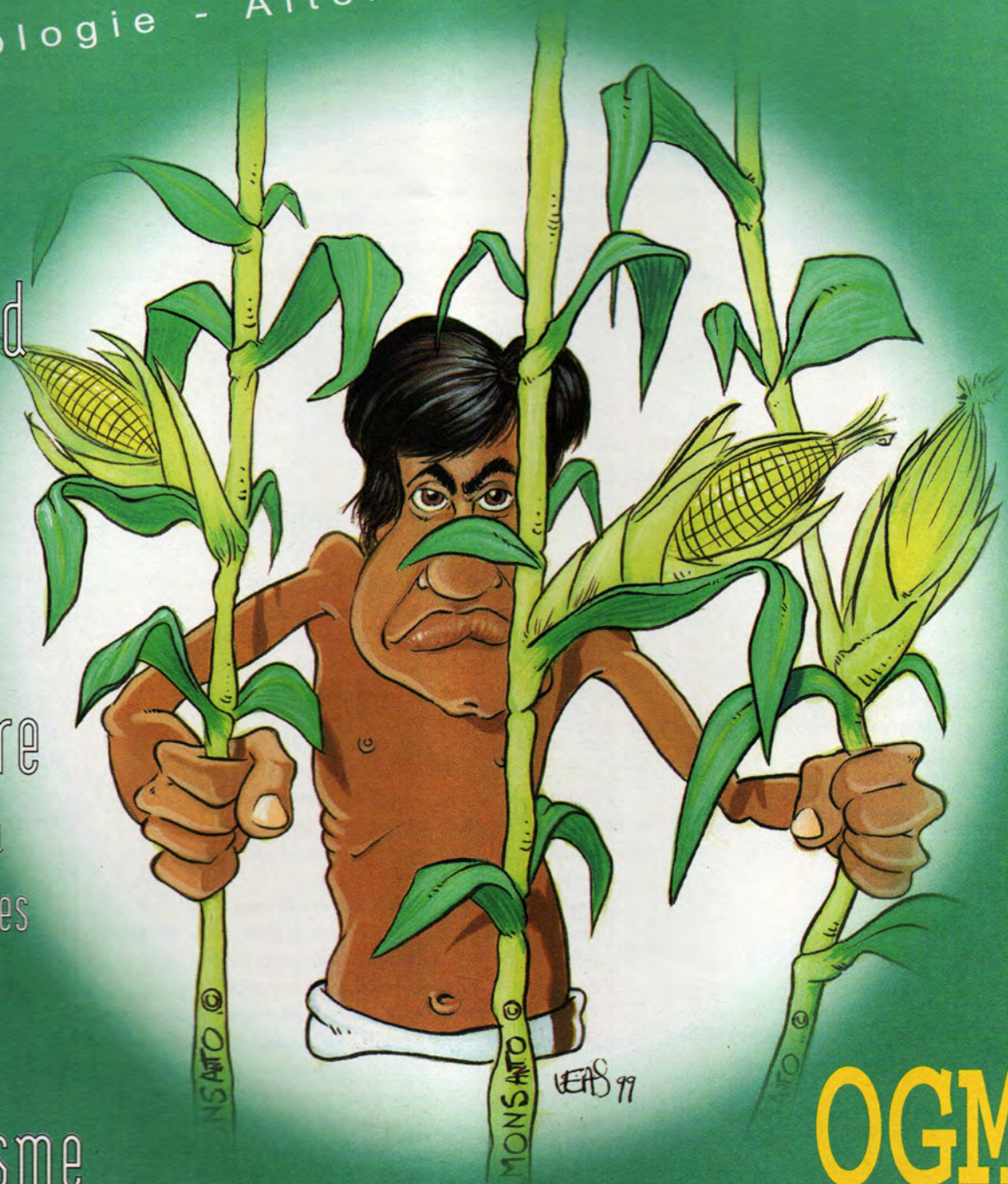
S!lence

Ecologie - Alternatives - Non-violence

Nord-Sud
La corne du
Rhinocéros

Nucléaire
Propagande à
tous les étages

Ecologisme
Des ruptures,
peu de banalisation



OGM
la mauvaise
réponse à la faim

Vu de l'intérieur...

Opération Découvrez Silence

4 Dossier : OGM

- La mauvaise réponse au problème de la faim
- Les dangers du génie génétique
de Arnaud Apoteker
- Faire du paysan un « pirate » et du citoyen un « récolteur »
de Jean-Pierre Berlan
- La faim, une arme stratégique
de Sylvie Brunel
- Sécurité alimentaire, commerce international et droits de l'homme
de Marc Dufumier

14 Environnement

- Chasse et droits de l'homme
- Vélo : nouveau code de conduite

16 Nord - Sud Energies

- Chauffage électrique

17 Nord - Sud : La corne du Rhinocéros

de Anil Agarwal

18 Femmes

- une assemblée de machos

19 Société

- Mc Do

20 Santé

- Jeunes en bonne santé
- Transgéniques

22 Alternatives

- Compagnonnage alternatif
- Biologie

24 Nucléaire

- Enfouissement des déchets

• Propagande à tous les étages

de Francis Vergier

26 Annonces

27 Paix

- 34 000 000 000 000 F

28 Politique

- Etats-Unis : et les droits de l'homme ?
- USA-Irak : conflit pour occuper les médias ?

30 Ecologisme : Des ruptures mais peu de banalisation

de Michel Bernard

34 Livres

38 Courrier

Les informations contenues dans ce numéro ont été arrêtées au 8 janvier 1999.

Pour sa troisième édition, le bilan de l'Opération Découvrez Silence est mitigé. Nous n'avons en effet collecté que 900 nouvelles adresses... mais en même temps plus de 200 abonnés supplémentaires. Lors de l'opération précédente, nous avons collecté près de 6000 adresses... pour un peu moins de 300 abonnés nouveaux. Il y avait deux différences majeures entre les deux : pour cette dernière édition, nous avons supprimé le côté ludique de la tombola que certains nous disaient être déplacé et nous offrons la possibilité aux lecteurs de prendre directement des abonnements au numéro spécimen. L'abandon du côté ludique a donc fait baisser considérablement le nombre d'adresses collectées, mais n'a par contre presque pas fait varier le nombre d'abonnements nouveaux. Dans l'immédiat, nous avons arrêté comme prévu cette opération au 31 décembre 1998, mais nous maintenons deux possibilités :

- l'abonnement-découverte à 100 F pour la première année.
- la possibilité d'offrir 5 abonnements découvertes à 100 F donnant alors droit à son réabonnement gratuit.

Ces deux mesures nous ont en effet fait gagner plus de 1000 abonnés en deux ans. Par ailleurs, on constate que ces nouveaux abonnés prennent ensuite un abonnement normal à hauteur de 50 %. Ce taux de réabonnement est plus faible que pour les abonnés plus anciens (80 %), mais est suffisant pour rendre l'opération financièrement supportable.

NOS LECTEURS ont la parole

A l'automne prochain, nous publierons le numéro 250 de la revue. A cette occasion, nous avons choisi de vous laisser la parole. Nous aimerions publier un numéro spécial regroupant vos contributions autour d'un thème très large : présenter une action positive qui donne du sens à votre vie.

Par action positive, nous entendons non pas le récit d'une lutte militante, même si son issue peut être heureuse, mais plutôt une démarche personnelle ou collective, quelque chose qui vous a aidé à vous construire, quelque chose qui vous a interpellé, qui a été source de réflexion pour vous et que vous souhaiteriez faire partager à d'autres.

Vous pouvez pour cela choisir la forme de votre choix : poésie, nouvelle, récit, photos (des originaux de préférence), BD, dessins, peinture, expression écrite, jeu, petites phrases, coupure de presse... du moment que cela peut être publié.

Vous pouvez évidemment envoyer plusieurs témoignages, sous des formes différentes. De même, ces expressions diverses peuvent être de votre plume ou vous pouvez les avoir trouvées ailleurs. Lorsque vous nous écrivez, précisez-nous bien l'origine de l'envoi, car lorsqu'il s'agit de textes ou d'illustrations d'autrui, nous devons obtenir les autorisations de publication des ayants-droit.

Enfin, pour distinguer dans le courrier, ce qui est destiné à une publication immédiate et ce qui est à réserver à ce numéro spécial, nous vous demandons de mettre sur l'enveloppe "Silence n°250".

Nous espérons que symboliquement nous pourrions présenter 250 de vos envois pour symboliser les 250 numéros parus.

SILENCE

Écologie, alternatives et associations

Yves Ternery, 71000 COC

Tel : 03 20 91 91 91 et 03 20 91 91 91

02 70 00 00 00

Distribution en Belgique

Breda-Écologie

Route de Bessines, 33

B 1380 GHAIN

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanc à 50% chlore

par Atelier 26 - Louvain - Tél : 04 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs.

La reproduction des textes est autorisée sous réserve

d'en indiquer la source et le nom des auteurs

(photos et dessins compris)

N° de commission paritaire : 64946

N°ISSN 0756-2640

Date de parution : 1er trimestre 1999

Tirage : 4 700 ex

Editeur : Association Silence

Président : Dominique Zanda Vices-présidents :

Sylviane Poulenard, Madeleine Nutchey

Tresorière : Myriam Cognard Vice-trésorier :

Jacques Caclin

Réalisation de la revue

Directeur de publication : Dominique Zanda Gestion et abonnements :

Michel Jarru Maquette et publicité :

Hervé Carrier Stands salons et fêtes : Raynald Rasse

Redaction : Michel Bernard, Alain-Claude Galtic,

René Hamu, Madeleine Nutchey, Sylviane

Poulenard, Dominique Zanda Conseillers scienti-

fiques : Roger Bernard, Richard Grantham, Jacques

Grinevald, Henri Persat, André Picot Dessinateurs :

Altho, Dédé, Lasserre, Lébre, Malhen, Mutio, Alexis

Nouaillat, Thiriet, Viesse Iconographie : Madeleine

Nutchey Correspondants : Chantal Grosmondard,

Raymond Vignal Expédition : Christiane Chapon,

Claude Crotet, David Devidal, Vincent Martin,

Olivier Montmagnon, Bernard Perez, Christian

Rony, Xavier Sérédine, Myriam Travostino, Suzanne

Vignal Correspondants : Georges David, José Oriá,

Mireille Oriá, Jean-Luc Thierry Et pour ce numéro :

Anil Agarwal, Agir pour l'Environnement, Amis de

la Terre, Arnaud Apoteker, Michel Balme, Yvette

Bailly, Christophe Béal, Jean-Pierre Berlan, Sylvie

Branel, CICA, CIEDEL, Confédération Paysanne,

CRID, Marc Dufumier, Ecoropa, Yvon Gradis,

GRDR, Greenpeace, IRAM, D. Levigoureux, Lidwine,

MADARA, Daniel Maunzury, Nature et progrès,

RAFOD, ROC, Samson, Solagrail, Virginie Symanic,

Terre des Hommes, Vétérinaire sans frontières.

Venez nous voir !

N°242 - Mars

Comité de clôture des articles

samedi 30 janvier à 14 h

(clôture brèves - vendredi 5 février à 12 h)

Expédition

vendredi 19 février à 18 h

N°243 - Avril

Comité de clôture des articles

samedi 20 février à 14 h

(clôture brèves - vendredi 5 mars à 14 h)

Expédition

vendredi 19 mars à 18 h

Cette revue est réalisée en grande partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Celles-ci sont suivies d'un repas à 21h30 offert par Silence.

Bulletin d'abonnement p 39

Le mois de LASSERPE

TERMINATOR

Vous êtes amateur de science-fiction ? La voilà à votre porte. Grâce au gène "terminator" déposé le 3 mars 1998, Monsanto dispose d'une arme alimentaire qui peut lui permettre de dominer le monde. Ce gène rend stérile les semences des plants achetés à la firme, mais mieux, il peut rendre stérile les champs voisins de la plante par sa grande capacité à se transmettre (1).

Elles sont ainsi quelques grosses firmes à vouloir s'appropriier le vivant, sans aucune précaution sur les conséquences possibles pour la nature et pour l'homme. Le profit, encore le profit, toujours le profit. Et tant pis si le monde en meurt.

Heureusement, tout ne se prévoit pas dans les salles des conseils d'administration de ces firmes. Sur le terrain, il y a de l'imprévu. Il y a des "indiens" qui résistent, au Nord comme au Sud (2).

La firme Monsanto avait inventé l'agent orange, une arme fournie à l'armée américaine pour exterminer les Viets. De la même façon que ces derniers ont fait mordre la poussière à l'impérialisme américain, l'ensemble des associations de consommateurs, d'environnement, de solidarité internationale et l'ensemble des citoyens doivent faire en sorte que la lutte contre les OGM soit le Viet-Nam de Monsanto, de Novartis et de quelques autres.

Il a fallu presque trente ans pour mettre l'industrie nucléaire à genoux, espérons que nous serons plus rapide dans notre lutte contre les OGM (3).

Francis Vergier ■

(1) Voir Silence n°239, p.50.

(2) Un projet de marche contre les multinationales est prévu en Europe en mai et juin prochain à l'initiative d'ONG du Sud.

(3) Sur ce sujet Silence a déjà publié de nombreux articles et brèves, voir en particulier le n°214 (12 pages), 229 (1 page), 230 (8 pages).



OGM

La mauvaise réponse au problème de la faim

L'industrie des biotechnologies, pour tenter de nous convaincre que les OGM sont une invention résolument favorable à l'homme et à l'environnement, prétend assurer, avec les cultures transgéniques, la sécurité alimentaire de la planète. C'est là pure propagande !

des subventions, soit sous forme d'aides directes à la production, soit sous forme indirecte par les primes à l'exportation.

Il est important de noter que le développement de l'agriculture et l'amélioration de la productivité sont très inégaux à l'intérieur des frontières d'un même pays. Ainsi, la pauvreté ou la riches-

Plusieurs associations écologistes et de solidarité internationale se sont regroupées pour dénoncer leurs craintes vis-à-vis des organismes génétiquement modifiés.

L'argument avancé est à la fois simpliste et erroné. Ni l'amélioration des rendements qu'autoriseraient les OGM — si cette amélioration était garantie —, ni la diminution marginale des coûts de production, ne suffiront à répondre aux besoins des 800 millions d'habitants de la planète qui souffrent de sous nutrition ou de malnutrition.

Les raisons de la faim

Le défaut de sécurité alimentaire est d'abord un problème de pauvreté. On constate que les richesses créées sont de plus en plus mal réparties entre des riches toujours plus riches et des pauvres, plus miséreux. Se nourrir impose toujours, soit de produire son alimentation, soit de l'acheter sur le marché. La pauvreté engendre la faim.

La production agricole des pays en développement est directement sous la contrainte des marchés internationaux. La productivité des paysans de Casamance, des plaines du Mékong ou des plateaux andins est cent fois inférieure à celle des producteurs nord-américains ou européens qui peuvent utiliser les engrais, bénéficient de la mécanisation et, en plus, perçoivent

se d'une nation ne peut être le seul indicateur de sécurité alimentaire. Le cas du Brésil est à ce titre exemplaire : ce grand pays est le quatrième exportateur mondial de produits agricoles. Pourtant 40 % de la population brésilienne souffre de sous alimentation.

De la même façon, la question de la répartition des ressources vivrières, à l'intérieur même des frontières des pays les plus pauvres et les plus exposés à la famine ne peut être ignorée. Bien souvent des groupes souffrent de sous nutrition par défaillance des infrastructures qui devraient permettre de transporter les produits vivriers des zones excédentaires vers les régions déficitaires, souvent séparées de quelques centaines de kilomètres.

Enfin, nous ne pouvons ignorer les conflits récurrents dans différentes régions du monde qui sont aussi l'origine de trop de souffrances, les belligérants hésitant rarement à utiliser l'arme alimentaire.

Pour toutes ces raisons, il est illusoire de penser que l'amélioration supposée de productivité par des plantes manipulées génétiquement permettra de combler le déficit de productivité ou de contrebalancer la précarisation croissante des populations exposées à la famine.



Les OGM ne peuvent pas être la réponse au problème de la faim

D'une part, les OGM qui sont aujourd'hui proposés par les multinationales sont, généralement, des produits de grandes cultures (maïs et soja) destinés à l'exportation ou à l'alimentation du bétail. Ce ne sont pas, en priorité, les produits vivriers du quotidien des paysans des Suds. La promotion de ces OGM n'améliore donc, en rien, la couverture des besoins alimentaires essentiels des populations les plus exposées à la faim.

D'autre part, avec l'introduction des OGM, les entreprises des biotechnologies renforcent la dépendance des producteurs vis à vis des semences qui restaient jusqu'à maintenant du domaine public. Non seulement, ces variétés transgéniques sont plus chères, mais elles anéantissent la souveraineté des producteurs qui sont contraints d'acheter de nouvelles semences pour chaque semaille désormais sous brevet. En effet, ces firmes prévoient d'introduire un gène (surnommé Terminator) qui stérilise la graine issue de culture transgénique.

Enfin, si certains OGM pourraient — peut-être — réduire la consommation de pesticides chimiques, la plupart des produits transgéniques sont conçus pour résister à des herbicides vendus par les mêmes multinationales. Globalement, la solution "biotech" impose donc un recours accru aux intrants. Cette orientation encourage la monoculture intensive et marginalise progressivement les petits paysans qui sont déjà les plus sensibles à la faim.

On avait déjà constaté ce phénomène dramatique de marginalisation au début de la première "révolution verte" dans les années 60 et 70. Des milliers de petits paysans avaient alors été exclus du secteur agricole et contraints de rejoindre les villes en quête d'un emploi. Ils sont aujourd'hui encore le cœur des masses miséreuses des mégapoles des tiers-mondes, foyers conséquents de malnutrition chronique.

Les seules politiques agricoles qui peuvent contribuer à la sécurité alimentaire sont celles qui créent des emplois et des revenus. Ce sont celles qui permettent d'adapter les productions à l'extrême diversité des écosystèmes, des attentes locales et des marchés de proximité pour la couverture des besoins essentiels. Les OGM imposent à

l'inverse des schémas de production standardisés et sous licence, qui ne peuvent répondre à cette diversité.

Enfin nous sommes particulièrement préoccupés de la main mise sur le vivant qui s'opère à travers la promotion des biotechnologies. Sous couvert de "préservation de la biodiversité" les entreprises semencières entreprennent l'inventaire des ressources vivantes utilisées en agriculture dans le monde entier ou présentes dans les écosystèmes les plus sauvages. Les végétaux, les micro organismes les plus intéressants sont aussi vite brevetés, génétiquement manipulés puis commercialisés. Ne reste aux populations des régions d'origine de ces êtres vivants qu'un joli catalogue des ressources qu'elles auraient pu, un jour, gérer et valoriser pour leur propre bénéfice. Il leur restera aussi à payer les royalties sur des cultivars qui ne leur appartiennent plus.



Ces manipulations génétiques sont particulièrement préjudiciables lorsqu'elles consistent à introduire sur des plantes-supports cultivées dans le monde occidental des gènes caractéristiques de produits dont les pays en voie de développement avaient l'exclusivité. Pour bon nombre de ces produits, la transgénèse signifie la fin de ce qu'on appelle "l'avantage comparatif". Un succédané d'huile de coprah peut déjà être produit à partir de colza ; il ruinera demain les producteurs tropicaux de cocotier et d'huile de palme. Les petits paysans qui vivent aujourd'hui encore de ces produits d'exportation particuliers, iront grossir les bidonvilles miséreux. Ils connaîtront bientôt le danger de la faim.

Pour toutes ces raisons, nous, organisations non gouvernementales œuvrant pour le développement, en charge d'aide d'urgence et militant pour la protection de l'environnement de notre planète, affirmons que, dans l'état actuel des connaissances scientifiques, des stratégies des entreprises des biotechnologies et des rapports de force qu'elles imposent avec les petits producteurs des pays les plus pauvres, les OGM loin d'être favorables à l'amélioration de la sécurité alimentaire mondiale sont un réel danger pour enrayer la lutte contre la faim dans le monde. ■

Premiers signataires

Greenpeace

Solagral, Solidarité agro-alimentaire

Vétérinaires Sans Frontières

Confédération paysanne

Ecoropa

Les Amis de la Terre

Fédération des Artisans du Monde

Nature et progrès

Agir Pour l'Environnement

Terre des Hommes France

MADERA, Mission d'aide au développement des économies rurales

CICDA, Centre international de coopération pour le développement agricole

CIEDEL, centre international d'études pour le développement local

RAFOD, réseau d'appui aux formations pour le développement

CRID, centre de recherche et d'information pour le développement

IRAM, institut de recherche et d'application des méthodes de développement

GRDR, groupe de recherche et de réalisation pour le développement rural.



Les dangers du génie génétique

Il y a un an, le gouvernement français annonçait sa décision d'autoriser la culture du maïs transgénétique de Novartis en France, première plante transgénétique à pouvoir être cultivée à

Les promoteurs de ce maïs transgénétique et les industries agrochimiques et semencières impliquées dans le génie génétique insistent sur la nécessité de développer les plantes transgéniques

ignorons presque tout des interactions entre le génome d'un organisme et son environnement cellulaire, la cellule et l'organisme, l'organisme et l'écosystème.

Au delà des dangers des OGM, ces nouvelles variétés de plantes ne feront qu'aggraver les inégalités économiques entre le Nord et le Sud.

l'échelle commerciale sur le sol européen. Les premières variétés de ce maïs, manipulé génétiquement pour résister contre un ravageur, la pyrale du maïs — dont les ravages sont modestes en France — sont destinées à l'alimentation animale des cheptels français et européens. L'autorisation française de cette culture est critiquée par de nombreux citoyens, les consommateurs, les associations de protection de l'environnement et une partie importante des agriculteurs. Elle est également examinée par le Conseil d'Etat, après un recours en annulation présenté par Greenpeace, Ecoropa, la Confédération Paysanne et les Amis de la Terre.

pour lutter contre la faim dans le monde à l'aube du troisième millénaire. Il est amusant de penser que la promotion par l'industrie, du rôle des plantes transgéniques dans l'alimentation mondiale et la sécurité alimentaire, se fasse, en premier lieu, autour d'une plante qui servira à nourrir les animaux pour les tables européennes, déjà abondamment garnies.

Il n'est pas inutile de rappeler que les disséminations de plantes transgéniques dans l'environnement comportent un certain nombre de dangers, suffisamment sérieux pour justifier les demandes de moratoires exprimées par des groupes de plus en plus nombreux. La sécurité alimentaire mondiale ne sera pas affectée si

l'on prend le temps d'évaluer soigneusement les conséquences de ces disséminations. En somme, le maïs transgénétique peut attendre.

Les risques écologiques de la dissémination

La science de la génétique est neuve et nous ne connaissons qu'une infime parcelle de la machinerie complexe de la vie. Nous

Nous sommes incapables de prévoir la cascade d'éléments qui se déclenchent avec l'introduction d'un organisme transgénétique dans l'environnement, depuis le gène jusqu'à l'écosystème. Les questions écologiques sont en effet les plus complexes qui soient et les phénomènes ont une échelle de temps plus longue que le calendrier de retour d'investissements des multinationales et des mandats électifs des responsables politiques. Les premières disséminations contrôlées datent d'une dizaine d'années, ce qui est bien trop court par rapport à la manifestation éventuelle de problèmes écologiques. Malgré cela, les disséminations commerciales ont débuté aux Etats-Unis en 1994, et couvrent déjà plus de vingt millions d'hectares.

Les essais en champ ne peuvent pas fournir les informations nécessaires pour les disséminations à grande échelle parce qu'ils ont été contrôlés bien plus rigoureusement que dans les circonstances probables de la production commerciale. Le confinement des OGM devient impossible lorsque l'organisme est produit commercialement à une échelle globale. C'est pour cette raison que l'évaluation des risques ne peut retenir le confinement comme stratégie de réduction des risques. Au contraire, elle devrait aborder le problème du risque d'invasion des gènes et des plantes transgéniques avec l'hypothèse qu'ils vont s'échapper du contexte agricole pour lequel ils ont été conçus.

Les organismes transgéniques sont des espèces nouvelles dans tous les écosystèmes où l'on veut les introduire. Créés en laboratoire, ils n'ont pas évolué avec les autres espèces de ces écosystèmes et n'ont pas de prédateurs naturels. Ils peuvent se comporter de manière imprévisible une fois replacés dans l'environnement, comme le font certains organismes exotiques dans un nouvel environnement.





Les flux de gènes

Les plantes cultivées échangent des gènes avec les variétés sauvages apparentées, dont elles sont issues. De nombreuses espèces à partir desquelles les plantes cultivées ont été sélectionnées continuent à vivre aujourd'hui dans la nature. En évoluant dans la nature, ces plantes sauvages apparentées sont soumises à des règles très différentes des plantes cultivées, qui conduisent à la survie des formes les plus adaptées en cas de stress écologique, capables de survivre à la sécheresse et aux inondations, à des chaleurs ou des froids extrêmes. Elles sont souvent devenues résistantes aux ravageurs, qui causent des dégâts si importants aux formes cultivées. C'est pourquoi ces plantes sauvages apparentées sont si précieuses pour l'agriculture.

Les plantes transgéniques portent des gènes d'autres organismes, susceptibles de se répandre dans les populations sauvages avec des conséquences inestimables pour la biodiversité et l'environnement. La diffusion des transgènes hors de la plante d'origine peut être qualifiée de "pollution génétique". Elle est irréversible, car elle porte sur des organismes vivants, capables de se reproduire et de se multiplier. Le caractère irréversible de la pollution génétique est une différence majeure par rapport aux autres types de pollution (chimique, radioactive) et devrait inciter à l'application la plus rigoureuse du principe de précaution.

Les effets en cascade de ces modifications génétiques sont largement ignorés : que se passera-t-il avec les plantes concurrentes, avec les insectes ravageurs ou pollinisateurs, avec leurs prédateurs (oiseaux, mammifères,...) ? Nous ne possédons même pas les outils méthodologiques qui nous permettraient d'appréhender la recherche sur ces thèmes.

Les risques sanitaires

Le génie génétique, parce qu'il permet des interventions techniques dans les produits alimentaires qui étaient impossibles auparavant, pose



des risques inédits pour la santé humaine ou animale. Des substances nouvelles peuvent être introduites dans nos aliments par le biais de plantes transgéniques, dont les effets à long terme sont inconnus. Il a fallu des millénaires de tâtonnements et d'expériences pour que l'homme fasse la part des plantes qu'il pouvait consommer et de celles qu'il fallait éviter.

Les allergies

L'allergie est déjà aujourd'hui un véritable risque alimentaire, il lui arrive de tuer et elle est en constante augmentation. La création ou l'aggravation d'allergies est un des risques les plus évidents de l'alimentation transgénique. Les allergies sont en effet causées par des protéines, et souvent celles qui sont impliquées dans la défense des plantes contre les ravageurs et les maladies. Or, la résistance des plantes aux insectes ou aux maladies est un des caractères le plus souvent introduits dans les plantes génétiquement manipulées.

Les sources alimentaires issues du génie génétique contiennent souvent des protéines, produits de l'expression du gène introduit ou modifié, qui peuvent représenter de nouveaux dangers pour la santé. Les nouvelles protéines d'origine virale, bactérienne, végétale et animale que le génie génétique se prépare à introduire dans notre alimentation n'ont souvent jamais fait partie de l'alimentation humaine et leur potentiel allergène est totalement inconnu.

Le risque d'augmentation des allergies est d'autant plus réel que les personnes sujettes à des al-

lergies alimentaires savent bien quels aliments éviter, mais qu'elles ne pourront pas savoir si elles sont allergiques aux aliments modifiés génétiquement, surtout dans le cas où les produits issus du génie génétique constituent des additifs alimentaires.

Résistance aux antibiotiques

De nombreuses plantes génétiquement manipulées contiennent des gènes de résistance aux antibiotiques. C'est le cas par exemple du maïs génétiquement modifié de Novartis. Ces gènes de résistance aux antibiotiques ne sont pas utiles pour la plante, ils ont été insérés en même temps que le gène d'intérêt et servent à déterminer les cellules qui ont intégré le nouveau gène. On les appelle des gènes marqueurs.

Par la suite, ces gènes, totalement inutiles, sont transmis aux générations suivantes et restent dans le patrimoine génétique de l'espèce et de toutes les futures variétés dont il sera à l'origine. Pourtant, il est techniquement possible de retirer ces gènes de résistance aux antibiotiques.

D'un point de vue sanitaire, il paraît inquiétant de disséminer dans l'environnement des gènes de résistance à des antibiotiques couramment utilisés en santé humaine et animale. Le développement de bactéries pathogènes résistantes à des antibiotiques communs devient un véritable problème de santé publique, et certaines maladies infectieuses deviennent extrêmement complexes à combattre.





Des risques imprévisibles

Les manipulations génétiques peuvent induire des changements inattendus dans les processus métaboliques des organismes génétiquement manipulés et provoquer la synthèse de nouvelles protéines ou de nouveaux composés, éventuellement toxiques.

En effet, les techniques de transfert de gènes ne permettent pas aujourd'hui de diriger l'insertion du gène étranger dans une position précise du génome. Or l'impact du gène inséré dépend du contexte spatial dans l'organisme récepteur. Le gène peut engendrer des phénomènes différents de ce que laisserait prévoir une simple addition d'éléments isolés. De tels phénomènes ne peuvent être exclus lors de l'introduction de gènes étrangers dans notre alimentation.

Les produits éventuellement toxiques, liés à un changement de métabolisme inattendu à la suite d'une opération de transgénèse, ne seront pas forcément décelés dans le produit alimentaire. Une analyse ne permet de trouver et éventuellement mesurer ce que l'on recherche et les effets inattendus ne pourront, par définition, être recherchés que lorsqu'ils se seront manifestés.

Les risques pour la sécurité alimentaire

L'expérience de la "Révolution verte" nous enseigne que ce n'est pas d'une révolution technique que viendra la victoire contre la malnutrition. Au contraire, la complexité des techniques mises en œuvre, leur degré de technicité et leur coût ne peuvent qu'accélérer la marginalisation des petits agriculteurs du monde entier.

Chaque élévation du degré de complexité des pratiques agricoles, avec la libéralisation mondiale des échanges, a provoqué des phénomènes de concentration de la production agricole, par lesquels les plus gros et les plus "modernes" des agriculteurs ont absorbé les exploitations plus petites, renvoyant des millions de ruraux grossir les mégalo-pôles.

La production agricole mondiale a augmenté de façon spectaculaire au cours des cinquante dernières années, grâce aux espèces à haut rendement de la révolution verte. L'impact écologique de ces monocultures à base de fertilisants, pesticides, irrigation et mécanisation est considérable et menace gravement la sécurité alimentaire. Les

cultures transgéniques sont développées à partir des variétés à haut rendement et risquent d'aggraver encore le problème de l'insécurité alimentaire, par le biais d'une technicité accrue, d'une augmentation des quantités d'herbicides totaux épandues, et d'une concentration encore plus grande des fournisseurs de semences et d'intrants. Elles sont promues par les mêmes compagnies agrochimiques à l'origine des pollutions agricoles que nous pourrions réduire, dis-ent-elles, grâce à l'utilisation des OGM.

La sécurité alimentaire à long terme ne repose pas sur l'intensification à tout crin de l'agriculture, mais sur la diversité biologique. Les études montrent que les communautés écologiques diversifiées sont plus résistantes à la sécheresse ou d'autres déséquilibres écologiques qui provoquent des variations de populations d'espèces individuelles. Ces principes de diversité et stabilité sont également utilisés dans les systèmes traditionnels d'agriculture. Une profusion de variétés et de races locales sont cultivées pour une meilleure adaptation aux conditions écologiques locales et une plus grande gamme de résistances à diverses maladies et parasites.

Le problème aujourd'hui n'est pas la production alimentaire, suffisante pour alimenter raisonnablement l'ensemble de la planète, mais sa distribution parmi les populations les plus nécessiteuses. Malgré les prix alimentaires les plus bas jamais enregistrés, plus de 800 millions de personnes souffrent de la faim et 82 pays, dont la moitié en Afrique, ne produisent pas assez pour leur population et n'ont pas les ressources pour importer. Aux Etats-Unis, première puissance exportatrice mondiale de produits agricoles et avocat principal de l'agriculture génétique, 30 millions de personnes se couchent le ventre vide.

Les relations Nord/Sud

Presque toute la recherche en génie génétique est effectuée par les multinationales du Nord et intégrée avec les conditions de production des pays industriels. Les thèmes de recherche portent en majorité sur des gains de productivité dans des systèmes de production agricole hautement sophistiqués et sur des cultures utilisées dans l'alimentation des citoyens du Nord. Les pays du Sud sont peu préparés, manquent de capacités scientifiques, techniques et économiques pour s'approprier la technologie du génie génétique et la développer en fonction de leurs besoins.

Quant aux autres aspects de la recherche en génie génétique pour l'agriculture, ils sont souvent

orientés vers des possibilités de transfert de ressources importantes des pays pauvres vers les usines agro-alimentaires des pays du Nord. De nombreux laboratoires préparent des arômes de vanille ou de cacao, qui seraient fabriqués par des plantes des pays tempérés.

Le génie génétique augmente également l'interchangeabilité potentielle des cultures pour la production de matière première entrant dans la fabrication d'aliments industriels (huile végétale de soja et colza, par exemple) ou d'autres applications industrielles. La production alimentaire ressemble de plus en plus à une usine d'assemblage. Les plantes cultivées en tant que telles ne sont plus la matière première, ce sont les produits



qu'elles contiennent qui sont importants et que l'on peut faire fabriquer par différentes plantes grâce au génie génétique. Dorénavant, les pêcheurs péruviens pour la farine de poisson, les producteurs brésiliens de soja et les usines des multinationales de l'agrochimie sont en compétition sur le marché mondial des protéines.

Les utilisateurs des matières premières, en particulier l'industrie agro-alimentaire, pourront ainsi choisir leurs sources d'approvisionnement, en fonction des cours des marchés, des progrès technologiques ou de la stabilité politique de la région de culture. Cela provoquera très probablement des baisses des prix des matières premières et un affaiblissement des positions de négociation des producteurs sur les prix.

Les victimes économiques en seront vraisemblablement les agriculteurs, de plus en plus réduits à l'état de "moléculeurs", fabricants de molécules en fonction des demandes du marché.

Arnaud APOTEKER ■

Greenpeace



Faire du paysan un «pirate» et du citoyen un receleur ?

Personne ne conteste qu'il est impossible de vendre à quiconque ce qu'il produit ou possède déjà à satiété. Personne ne conteste donc qu'il est impossible de vendre des "semences" tant que l'agriculteur peut mettre de côté une partie de sa récolte comme "semence".

Le vivant se re-produit et se multiplie dans le champ du paysan. Cette faculté fondamentale du vivant est à tout le monde — comme la lumière du soleil et l'air que nous respirons. Elle est fondatrice de notre existence individuelle et collective.

Par conséquent, personne ne conteste que l'objectif d'un "semencier" ne peut être que d'empêcher l'agriculteur de semer le grain qu'il récolte, particulièrement lorsqu'il s'agit de "semenciers" agro-chimiques-pharmaceutiques multinationaux qui dominent maintenant le secteur.

Personne ne conteste donc que pour que ces "semenciers" récupèrent le capital qu'ils ont investi, il faut qu'ils parviennent, par un moyen quelconque, juridique, réglementaire, biologique, économique, contractuel, à confisquer cette faculté.

Au nom du Progrès et de la Compétitivité — traduisons : des immenses profits qu'ouvre la privatisation de ce bien commun de l'humanité — nos sociétés sont en train de le confisquer et d'en faire le privilège de quelques grandes entreprises prétendant des "sciences de la vie". Ce privilège revient à nous faire condamner nos portes et fenêtres pour permettre aux marchands de chandelles de nous les vendre. Il fait du paysan un "pirate" et du citoyen un receleur.

Au delà des innombrables et insolubles problèmes scientifiques et techniques que posent les organismes et variétés génétiquement modifiés en agriculture, créer un tel privilège est un acte politique qui exige un débat de fond.

Voici quelques points à examiner :

1. Nous forcer à fermer nos portes et fenêtres pour que les marchands de chandelles génétiques nous les vendent, sert-il l'intérêt général ?
2. Comment empêcher un paysan de transgresser un tel privilège ? Avec des détectives privés,

comme c'est déjà le cas aux Etats-Unis ? Grâce à des dénonciations récompensées ? N'est-ce pas mettre en danger nos libertés individuelles et publiques ?

3. Pourquoi les gouvernements et la Commission Européenne n'expliquent-ils pas aux agriculteurs et aux citoyens que leur politique de rapprochement de la recherche publique et privée débouche nécessairement sur la confiscation du vivant ?

4. Pourquoi n'expliquent-ils pas au pays du Tiers-Monde qu'ils veulent confisquer les "ressources génétiques" — un patrimoine commun de l'humanité que les paysans du Tiers-Monde ont particulièrement contribué à construire ?

5. Le progrès historiquement inouï des rendements agricoles au cours des soixante dernières années repose sur la libre-circulation des connaissances et des ressources génétiques et une recherche publique active. Pourquoi entraver cette circulation ?

6. Ce progrès a été l'œuvre de la recherche publique, l'apport de la recherche privée étant presque toujours insignifiant. Pourquoi privatiser cette recherche publique ?

7. A-t-on réfléchi au coût historiquement exorbitant du "progrès génétique" privatisé ? Qui contrôlera le monopole que l'on s'apprête à confier à quelques firmes multinationales ?

8. Le pillage historique des ressources humaines, minières, agricoles du Tiers-Monde doit-il se poursuivre par le pillage de ses ressources génétiques ?

9. Est-il souhaitable de poursuivre la transformation de l'agriculteur en machine à produire ou au contraire développer son autonomie ?

10. Comment s'assurera-t-on que les choix techniques et scientifiques de l'avenir seront les plus utiles et non pas les plus profitables ?

11. A-t-on examiné la possibilité d'atteindre les grands objectifs de production agricole et de santé publique en Europe et dans le monde par des méthodes scientifiques et techniques moins coûteuses que celles que proposent les investisseurs multinationaux ?

Jean-Pierre BERLAN ■

INRA/CTESI





LA FAIM

une arme stratégique

Envrayer une famine est donc un acte aisé... à partir du moment où l'on peut agir. Les organisations humanitaires spécialisées "récupèrent" un enfant affamé en moins d'un mois. Seulement, il faut pouvoir agir à

La faim continue de frapper dans ce monde d'abondance parce qu'elle est devenue une arme. Pire encore : ce ne sont plus les peuples ennemis, les peuples à conquérir, qui sont affamés, mais les propres populations de ceux qui veulent capter à

tualité : l'arme de la faim n'existe pas seulement au sein des nouveaux conflits des pays pauvres, elle ressurgit aussi, de plus en plus, dans les relations Nord-Sud, avec la maîtrise des marchés mondiaux par une poignée de multinationales céréalières, la baisse des stocks de grain et leur privatisation, la dépendance croissante des pays du Sud à l'égard de leurs importations alimentaires, dont le Nord détient les clés.

Une nouvelle géopolitique de la faim se dessine ainsi à l'aube du XXI^e siècle, rendant plus urgente que jamais une réflexion sur l'éthique des rapports Nord-Sud, la mise en place d'une nouvelle coopération. Plus que jamais, le droit des peuples à se nourrir doit être défendu.

Sylvie BRUNEL ■

Maitre de conférence à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. A notamment publié *Ceux qui vont mourir de faim* (Seuil, 1997)

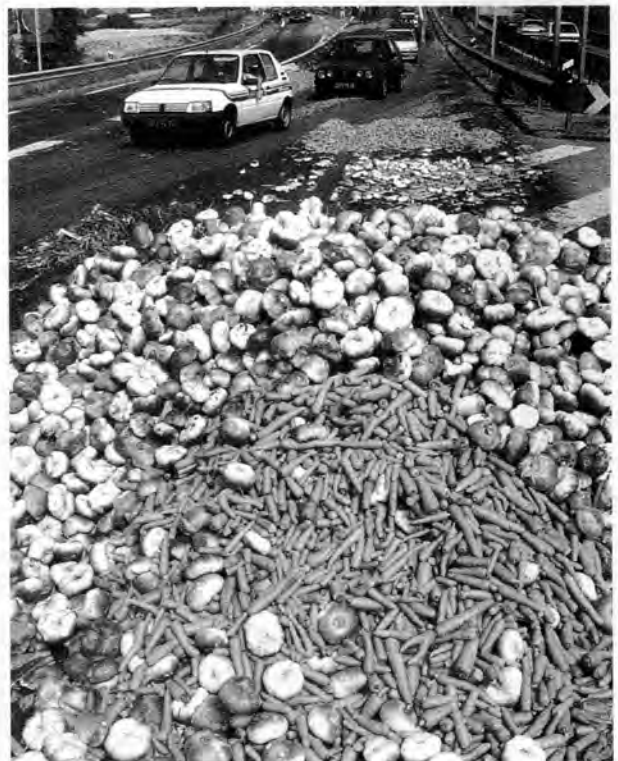
Plus que jamais aujourd'hui, la faim est politique. Les systèmes d'alerte précoce qui auscultent en permanence l'état de la planète, notamment grâce aux observations effectuées par satellite, devraient permettre de prévenir toutes les famines, d'empêcher que des sécheresses annoncées ne dégèrent en hécatombes, grâce à l'envoi de denrées, à des distributions alimentaires ciblées, à la mise en place de systèmes efficaces de prévention. La nourriture ne manque pas, en effet, sur la terre pour nourrir les 6 milliards d'hommes qu'elle porte.

temps, parvenir jusqu'aux victimes de la faim, qui s'identifient avec les groupes les plus vulnérables (minorités en premier lieu, femmes et enfants au sein de ces minorités), pouvoir agir en toute liberté en s'assurant que la nourriture parvient bien à ceux qui en ont besoin.

Si les famines continuent pourtant de décimer des populations entières, c'est parce que les trois conditions énumérées ci-dessus, pourtant tellement simples en apparence, sont rarement réunies. Nulle famine aujourd'hui, en effet, n'est fortuite. Lorsqu'un peuple meurt de faim, lorsque les secours ne parviennent pas à temps jusqu'à lui pour le sauver, il est trop simple d'accuser la fatalité, la violence de la crise climatique, les conséquences de la surpopulation, le manque de denrées, l'incompétence des autorités locales ou la déficience des infrastructures de transport. Certes, tous ces éléments ne facilitent pas le travail des secouristes et les empêchent parfois d'être aussi efficaces qu'ils ne le souhaiteraient. Mais ils ne sont jamais déterminants : chaque fois qu'on peut agir, l'hécatombe est évitée.

leur profit les nouvelles mannes des conflits que sont les projecteurs médiatiques et leur corollaire, le déchaînement de la compassion internationale, source inépuisable d'argent, de nourriture et de tribunes publiques pour exposer leurs revendications.

"Il ne suffit pas de produire des aliments. Il faut encore qu'ils puissent être achetés et consommés par les groupes humains qui en ont besoin" constatait Josué de Castro il y a cinquante ans. L'évolution de la donne alimentaire mondiale rend ces propos furieusement d'ac-





Sécurité alimentaire, commerce international & droits de l'homme

La sécurité alimentaire peut être considérée comme un des droits de l'homme les plus fondamentaux. Elle est maintes fois affirmée comme un objectif prioritaire des gouvernements dans les pays du "Tiers Monde". Mais force est de reconnaître que cette volonté affichée de résoudre la question alimentaire est souvent contrecarrée par d'autres considérations économiques et sociales, notamment :

Des conditions de productivités inégales

Les arguments avancés pour inciter les nations du "Tiers Monde" à ne pas protéger leurs marchés intérieurs et soumettre désormais leurs agricultures aux règles du "libre" échange peuvent apparaître séduisantes au prime abord. En laissant librement entrer les produits alimentaires en pro-

L'arrivée des organismes génétiquement modifiés, aux mains de puissantes multinationales, ne peut que constituer une nouvelle arme pour la domination du Sud par le Nord.

- Les conditions imposées par les bailleurs de fonds internationaux, dans le cadre des plans de stabilisation financière et les programmes d'ajustement structurel, à l'issue des négociations entreprises pour obtenir le rééchelonnement des dettes extérieures ;

- Le souci de drainer l'épargne d'origine agricole vers les autres secteurs d'activité et le besoin pressant d'avoir des devises étrangères de façon à pouvoir acquérir les équipements et les infrastructures nécessaires à l'industrialisation ;

- Le souhait de mettre à profit les "avantages comparatifs" dont bénéficierait chacun des pays sur le marché international en privilégiant le développement des activités agro-exportatrices ;

- Les intérêts des grands propriétaires fonciers pour qui l'intensification des systèmes de cultures vivrières ne génère pas nécessairement les taux de profit les plus élevés.

Les interventions, destinées à produire localement les vivres dont ont besoin les populations sans cesse croissantes du "Tiers Monde", se heurtent en effet à des difficultés majeures dont les causes proviennent pour l'essentiel des structures agraires souvent injustes et des conditions de concurrence particulièrement inégales sur les marchés internationaux.

venance des pays performants et en rétablissant ainsi la vérité des prix sur les marchés intérieurs, les gouvernements devraient pouvoir inciter les agriculteurs à spécialiser leurs systèmes de culture et d'élevage vers les productions pour lesquelles les régions tropicales présentent de relatifs avantages sur le marché international : café, cacao, caoutchouc, coton, bananes, épices.

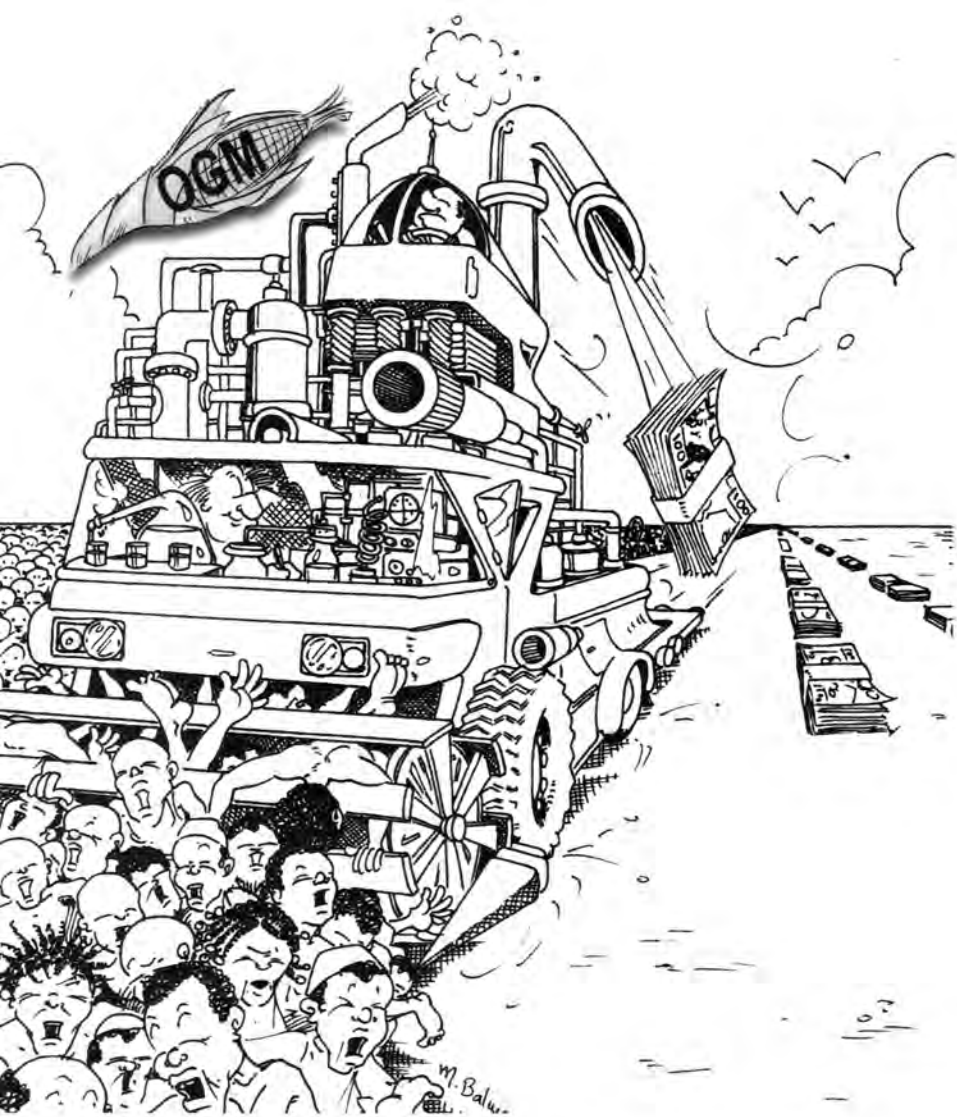
Les revenus dégagés par les cultures d'exportation devraient alors permettre aux nations du Sud, d'acheter les aliments dont elles ont besoin, à bas prix, sur le marché international. En produisant chacun ce pourquoi les milieux naturels présentent le plus d'avantages, tout le monde devrait pouvoir bénéficier des échanges internationaux. Mais la réalité est souvent différente. Les paysans du "Tiers-Monde" dont l'outillage est bien souvent manuel ou tiré par des animaux de trait ne peuvent résister à la concurrence des exploitants agricoles des pays industrialisés dont les systèmes de production sont déjà fortement mécanisés, motorisés et chimisés. Et rares sont les produits agricoles pour lesquels il n'existe pas aujourd'hui de telles différences dans les techniques de production entre le Nord et le Sud.

Avec un demi hectare de riz repiqué manuellement et un rendement jamais supérieur à deux



tonnes à l'hectare, le petit paysan de Casamance (Sénégal) ne parvient, au mieux, à produire qu'une tonne par actif et par an. Le grand farmer de Louisiane ou de Caroline du sud (USA) obtient, quant à lui, un rendement moyen de cinq tonnes sur une centaine d'hectares semés chaque année, soit une production totale de 500 tonnes par actif et par an ! Même si les quatre cinquièmes de cette production servent à couvrir les coûts en intrants et matériels, la productivité du travail n'en reste pas moins 100 fois supérieure (100 tonnes par hectare et par an) que celle du petit paysan sénégalais. Puisque les prix du riz vendu sur les marchés à Dakar sont sensiblement les mêmes, quelle que soit la provenance de ce riz, comment pourrait-il alors dégager des revenus suffisants pour satisfaire à la fois les besoins de sa famille et mieux équiper son exploitation ?

Telle est bien la situation d'une grande majorité de paysans du "Tiers Monde" qui ne disposent même plus de revenus suffisants pour modifier leurs systèmes de culture ou d'élevage en vue de produire des marchandises agricoles destinées à l'exportation. Les plantations de caféiers, cacaoyers et hévéas sont exiguës en capital et



leur rentabilité est différée. Les productions agricoles tropicales sont elles-mêmes de plus en plus souvent concurrencées par des marchandises de provenance des pays industrialisés : textile et caoutchouc synthétiques, édulcorants et arômes de synthèse, etc.

Transgéniques : risque d'aggravation

Les techniques dérivées du "génie génétique" et mises au point au sein de grandes firmes multinationales, pétrolières et pharmaceutiques, risquent d'aggraver encore davantage ces inégalités dans les conditions de concurrence. Ainsi, grâce aux nouvelles techniques de transgénèse, va-t-on être à même de produire prochainement aux Etats-Unis du colza génétiquement modifié auquel on a intégré un gène de laurier (porteur de la synthèse de l'acide laurique) et dont il sera désormais possible d'extraire de l'huile utilisable dans les savonneries, en concurrence directe avec celle issue du coprah. Etant donné les conditions de productivité qui prévalent dans les grandes exploitations productrices de colza aux USA, il est

à craindre que les paysans philippins soient dorénavant contraints de vendre leurs noix de coco à un prix beaucoup plus faible.

A quoi s'ajoute aussi le fait que les grandes puissances commerciales subventionnent souvent leurs exportations agricoles et alimentaires pour conquérir de nouveaux marchés ! Sans protection aucune de l'agriculture vivrière, les pays du "Tiers Monde" risquent d'être condamnés à la misère et les pays concernés ne pourront plus jamais parvenir à assurer leur propre sécurité alimentaire. Pourquoi les puissances industrielles seraient-elles les seules à avoir le droit de protéger leurs paysans de la concurrence étrangère ?

Exode rural, insécurité urbaine & migrations internationales

La ruine des paysans du "Tiers Monde" conduit rapidement ces derniers à l'exode rural, mais les activités urbaines ne parviennent plus désormais à fournir des emplois en quantité suffisante pour absorber cet afflux de main d'œuvre, massif et prématuré. Les chômeurs vivent dans des condi-

tions de précarité extrême au cœur d'immenses bidonvilles à la périphérie des grandes métropoles (Mexico, Rio de Janeiro, Manille, Calcutta, etc.). La misère et le désespoir engendrent inévitablement des troubles sociaux, à l'image des émeutes contre la faim dont les grandes villes indonésiennes ont été récemment le siège. L'insécurité urbaine devient telle aujourd'hui que les investisseurs nationaux et étrangers hésitent à créer de nouvelles entreprises dans les villes surpeuplées, même lorsque le coût de la force de travail y est très faible. Quel entrepreneur prendrait de nos jours le risque de réaliser des investissements à long terme dans la ville de Port au Prince ?

A défaut de pouvoir organiser le retour vers les campagnes de populations déjà urbanisées, il devient urgent de tout mettre en œuvre pour permettre aux agriculteurs de rester vivre et travailler décemment au "pays". Mais la garantie de pouvoir bénéficier de prix agricoles suffisamment rémunérateurs est une condition préalable pour que les paysans du "Tiers Monde" puissent acheter les moyens de production dont ils ont besoin pour accroître leurs productions et leurs revenus. Les techniques à promouvoir dans ces régions doivent viser prioritairement à élever les niveaux de production et accroître les revenus du plus grand nombre d'agriculteurs sans avoir à remplacer les hommes par des machines.

L'émigration devient malheureusement le dernier espoir pour les populations rurales paupérisées : les paysans du fleuve Sénégal tentent coûte que coûte de rejoindre la France, malgré l'accueil déplorable qui leur est souvent réservé. Les "mojados" mexicains et les "boat people" haïtiens s'efforcent tant bien que mal de s'établir aux Etats-Unis. Mais les nations les plus riches ne semblent guère désireuses de les accueillir à bras ouverts. Soucieux de promouvoir la "libre" exportation de leurs surplus agricoles en direction des pays du "Sud", les gouvernements des pays du "Nord" ne paraissent pas vraiment décidés, en retour, à permettre chez eux la "libre" immigration des étrangers les plus pauvres ! Le "libéralisme" serait-il donc à sens unique ?

Cultures illicites & déforestation

Faute de pouvoir s'établir en ville ou de migrer à l'étranger, nombreux sont les paysans pauvres qui réorientent leurs activités vers des cultures illicites. Brutalement intégrés aux échanges internationaux, les petits fellahs du Rif marocain n'ont



pas d'alternatives plus rentables que de cultiver du cannabis. Le pavot à opium est la culture pour laquelle les régions montagneuses du triangle d'or (aux confins de la Birmanie, du Laos et de la Thaïlande) présentent le plus "d'avantages comparatifs". Les petits paysans de l'altiplano andin qui ne parviennent plus à résister à la concurrence des céréales importées des Etats-Unis et ne peuvent plus espérer trouver un emploi à Lima sont condamnés à descendre vers les bas versants amazoniens pour y fouler ou y cultiver la coca. Mais les pays du "Nord" s'efforcent de fermer leurs frontières à l'importation des produits qui en dérivent. Est-il logique d'imposer la "libre" importation de nos marchandises aux populations à qui on déclare "illicite" la commercialisation de leurs produits ?

Les petits caboclos brésiliens qui migrent toujours plus en avant au cœur de la forêt amazonienne n'ont pour seuls outils que la houe et la machette. Ils sont soumis à la concurrence des céréales importées. Leurs systèmes de culture sont fondés sur la technique de l'abattis-brûlis. Après défrichage d'un pan de forêt dense ils parviennent à cultiver des céréales et des tubercules pendant une année ou deux sans trop craindre la concurrence de graminées adventices. Mais une fois que les champs exposés à la lumière commencent à être envahis par les "mauvaises herbes", la pratique du brûlis se révèle inopérante pour protéger les cultures de la concurrence des graminées. Avec les seuls outils manuels dont ils disposent et soumis à des prix faiblement rémunérateurs, ils ne peuvent obtenir des revenus suffisants pour dégager une épargne, investir dans l'achat de nouveaux moyens de production et accroître leur productivité. Il ne leur est pas possible, notamment, d'acquérir les charrues et la traction animale qui leur seraient nécessaires pour labourer et enfouir les mauvaises herbes, ni les ruminants qui leur permettraient de valoriser les espaces en voie de savanisation. Aussi sont-ils contraints de repartir en direction de la forêt dense pour y ouvrir de nouveaux essarts. Les parcelles enherbées sont alors cédées à des éleveurs de gros bétail qui agrandissent ainsi leurs exploitations aux moindres coûts. La déforestation de la forêt amazonienne se poursuivra sans doute au rythme de ces défrichements tant que les petits paysans ne pourront avoir accès à d'autres terres avec des prix agricoles suffisamment élevés.

Réformes agraires

Le besoin de procéder à des véritables réformes agraires est manifeste dans tous les pays où la concentration de la propriété foncière est à l'origine de systèmes de production agricole peu intensifs. Les grands propriétaires terriens qui disposent des moyens financiers nécessaires pour accroître la production agricole n'ont pas toujours intérêt à le faire car les opportunités de profit s'avèrent souvent plus avantageuses dans les autres secteurs d'activité : commerce, immobilier, industrie, etc.

Ces latifundiaires pour qui l'emploi de main d'œuvre salariée représente un coût monétaire



n'ont pas nécessairement intérêt à pratiquer des systèmes exigeants en force de travail et optent bien souvent pour des systèmes de production extensifs dans lesquels le recours à la mécanisation procure des taux de profit supérieurs. Parfois préfèrent-ils même céder leurs terres en fermage ou en métayage et encaisser la rente foncière sans avoir à investir dans l'achat de moyens de production.

À l'opposé, les paysans minifundiaires qui n'ont que de petits lopins pour survivre s'efforcent de travailler intensément leurs terres afin de maximiser les productions à l'unité de surface, mais sans disposer pour autant des intrants et matériels qui leur seraient nécessaires pour accroître leurs rendements. Les maigres revenus qu'ils parviennent à obtenir de l'exploitation de leurs petites par-

celles sont d'autant plus limités qu'il leur faut souvent payer une rente foncière aux grands propriétaires terriens. Il leur est alors impossible d'acheter de quoi intensifier leurs systèmes de culture et d'élevage.

Telle est bien la contradiction fondamentale dont l'inégale répartition des terres est à l'origine : ceux qui disposent des ressources nécessaires à l'intensification n'y ont pas vraiment intérêt, tandis que ceux pour qui c'est une condition essentielle de l'amélioration du niveau de vie n'en ont pas les moyens. Le binôme latifundium-minifundium empêche d'accroître la production agricole et alimentaire en ne permettant pas d'assurer le plein emploi de la force de travail paysanne.

Ici aussi, l'histoire montre qu'il serait vain d'espérer obtenir une redistribution plus juste et efficace des terres en soumettant le foncier aux seules lois du marché. Des interventions de l'Etat destinées à redistribuer les terres au profit des plus pauvres sont fréquemment indispensables, non seulement pour parvenir à une répartition plus juste des revenus, mais pour favoriser aussi l'émergence de moyennes exploitations familiales marchandes dans lesquelles les agriculteurs auront véritablement intérêt à intensifier leurs systèmes de production agricole avec les moyens nécessaires pour y parvenir. Les réformes agraires devraient donc logiquement s'imposer dans tous les pays du "tiers Monde" où prédominent encore de trop fortes concentrations foncières.

Justice sociale & efficacité économique

La grande majorité de la population mondiale a intérêt à ce que les paysans de toutes les nations puissent continuer de produire les aliments dont leurs pays ont besoin et ne pas être obligés de quitter leurs exploitations avant d'avoir trouvé de meilleures conditions de vie ailleurs. Il devient donc urgent d'abandonner les dogmes du "libre échange" et de reconnaître aux états le droit de protéger leurs paysannes de la concurrence internationale et de la spéculation foncière. Réformes agraires et protection des marchés agricoles peuvent en effet satisfaire simultanément les deux besoins de justice sociale et d'efficacité économique.

Marc DUFUMIER ■

Professeur à l'Institut National d'Agronomie (Paris Grignon) Spécialiste des systèmes agraires tropicaux

RECORD DE TEMPÉRATURE

Selon l'organisation météorologique mondiale, l'année 1998 a été la plus chaude depuis que l'on est en mesure de faire les calculs. La température moyenne de la Terre a été de 0,58°C supérieure à la moyenne des années 1961-1990. Les dix années les plus chaudes sont toutes postérieures à 1983. C'est la vingtième année consécutive que la normale est dépassée. Actuellement, la température moyenne du globe est de 0,7°C supérieure à celle du début du siècle. Seule exception au niveau du globe : la Sibérie se refroidit. Le mois de février a été le plus chaud jamais connu en France et en Grande-Bretagne.

(source : Libération, 2 janvier 1999)

Ozone LE TROU CONTINUE DE GRANDIR

Malgré l'interdiction théorique des gaz aux CFC, le trou de la couche d'ozone continue à grandir. Il a dépassé 21 millions de km² pendant quelques jours fin septembre 1998 et a dépassé 10 millions de km² pendant plus de 100 jours cet automne. Le temps de montée dans l'atmosphère des CFC étant de près de trente ans, les spécialistes prédisent que le trou devrait continuer à s'agrandir encore dans les premières années du prochain siècle.

Paris EFFET DE SERRE & CLIMAT

Une réunion débat sur le thème "gaz à effet de serre et menace sur le climat" se tiendra le 13 février à 14 heures à la salle Léon Jouhaux, 67, rue de Turbigo, Paris 3e. Plusieurs universitaires seront présents. Entrée libre.
Renseignements : Action Santé Environnement, 53 av Mathurin Moreau 75019 Paris
tél : 01 48 95 35 80.

Amérique centrale CYCLONE & DÉFORESTATION

Selon le Conseil centraméricain des forêts, la déforestation de l'Amérique centrale (plus de 400000 hectares par an) a pour beaucoup contribué à amplifier les dégâts provoqués par le cyclone Mitch cet automne. Les forêts, en pouvant absorber d'énormes quantités d'eau, régulent les cours d'eau et limitent les crues dévastatrices.



▲ CHASSE & DROITS DE L'HOMME

Le ROC, rassemblement des opposants à la chasse, a lancé une campagne, en novembre dernier, rappelant qu'actuellement dans 9200 communes de France, la déclaration universelle des droits de l'homme n'est pas respectée. En effet, la loi Verdeille de 1964 permet aux chasseurs d'entrer sur les terres de qui ils veulent pour pratiquer leur "sport". Une campagne de cartes postales adressées au 1er ministre est en cours.

On peut en demander à : ROC, BP 261, 02106 Saint-Quentin cédex, tél : 03 23 62 31 37.

Les causes de la déforestation sont en premier lieu les coupes faites par les multinationales (bois de construction, de meubles, papier), par les exploitations bananières industrielles et par les populations elles-mêmes qui à 60 % dans les villes et à 95 % dans les campagnes utilisent du bois pour la cuisson des aliments. Au rythme actuel, il n'y aura plus d'arbre dans cette région du monde dès 2020.

Déchets RETOUR À L'ENVOYEUR

Les conditions de traitement des déchets devenant strictes dans les pays du nord, certaines industries se décentralisent dans le Sud où les lois sont plus laxistes. Mais parfois, juste retour des choses, nous en payons le prix. En mars 1998, les services du contrôle sanitaire allemand mesurent des taux anormalement élevés de dioxines dans le lait des vaches du Bade-Wurtemberg. En cherchant l'origine de la contamination, on trouve que ce sont les aliments à base de pulpe d'orange (dénommés citrus) qui sont riches en dioxines. Ces pulpes sont importées du Brésil et sont arrivées à Amsterdam entre décembre 1997 et février 1998. Plus de 100 000 tonnes de cette pulpe ont depuis été bloquées dans les ports européens. Les autorités responsables ont décidé d'incinérer ces pulpes dans des incinérateurs spéciaux.
(source : Est Républicain du 21 décembre 1998)

Téhéran VILLE POLLUÉE

Téhéran, dix millions d'habitants, est située au pied d'une chaîne de montagnes qui limitent la circulation d'air. Elle est considérée comme l'une des villes les plus polluées de la planète avec Mexico, Bangkok et Jakarta. Le 14 décembre dernier, le gouvernement a décidé la fermeture des écoles primaires suite à une alerte à la pollution. Selon les autorités iraniennes, 65 à 70% de la pollution provient des véhicules privés. Le faible prix de l'essence (0,33 F le litre) est considéré comme une des causes principales de la pollution et le gouvernement a annoncé son intention de tripler le prix des carburants.

Suisse PRIORITÉ AU RAIL

Le 29 novembre 1998, 63,5 % des électeurs helvétiques ont approuvé le financement en quatre volets de la modernisation du rail, estimée à 30 milliards de FS (120 milliards de FF). Le vote concernait aussi bien la connexion du pays au réseau européen à grande vitesse que l'extension des lignes intérieures Intercity, des mesures anti-bruit ainsi que les deux nouvelles transversales ferroviaires alpines sous le Lötschberg (33 kilomètres) et le Saint-Gothard (57 kilomètres). Le premier entrera en service en 2007; le second sera le tunnel le plus long

au monde et permettra de relier à partir de 2012 Zurich à Milan en 2h10 au lieu de 4. Le Conseil fédéral consacrera à ces projets d'envvergure environ 45 % des recettes provenant de la redevance poids lourds liée aux prestations, acceptée à 57,3 % par le peuple en date du 27 septembre dernier (cf. Silence de décembre 1998). La Suisse offre ainsi à ses partenaires européens une liaison nord-sud particulièrement attrayante et espère contribuer à décharger les axes routiers d'une partie du transport des marchandises. Car si dans la Confédération 71 % du fret circule dans des wagons, au sein de l'UE la part de ceux-ci n'est que de 16%.
(correspondance René Hamm)

Abeille LE "GAUCHO" EN ACCUSATION

Plus de 500 apiculteurs ont manifesté à Paris le 17 décembre pour demander au gouvernement français l'interdiction d'un insecticide, "le gauchio", utilisé sur les cultures de tournesol. Ce produit est accusé de provoquer une perte d'orientation de l'abeille et les producteurs de miel constatent une chute de production qui peut aller jusqu'à 50%. Ils font remarquer qu'une directive européenne interdit les produits de traitement dont la durée de vie excède 180 jours, ce qui est le cas du "gauchio". La firme Bayer pour qui le "gauchio" est un produit phare fait actuellement des pieds et des mains pour éviter l'interdiction.



▲ Vélo NOUVEAU CODE DE CONDUITE

Depuis le 16 septembre dernier, un décret a modifié le code de la route en ce qui concerne les deux roues. Les principales modifications sont les suivantes : les cyclomoteurs ne peuvent plus emprunter les pistes cyclables, la possibilité de mettre en place des sas pour les vélos aux carrefours est légalisé mais pas obligatoire, les vélos doivent posséder un réflecteur blanc à l'avant, en ville, une voiture doit doubler à plus d'un mètre du vélo, à la campagne à plus d'un mètre cinquante. Les rues piétonnes sont autorisées aux cyclistes à condition que leur vitesse soit compatible avec celle des piétons. Les trottoirs sont autorisés aux cyclistes de moins de huit ans dans les mêmes conditions. La FUBICY, fédération des usagers de la bicyclette, regrette toutefois que certaines propositions n'aient pas été retenues comme la possibilité d'emprunter les passages pour piétons pour traverser au feu devant les voitures, qu'il soit toujours interdit de remonter une file de voitures par la droite, qu'il soit toujours interdit de tourner à droite à un feu rouge et que les éventuelles amendes en soient pas proportionnelles au danger que l'on fait encourir à autrui.

Contact : Fubicy, 4, rue Brûlée, 67000 Strasbourg.

Alsace 3600 SINGES, POUR QUOI FAIRE ?

Entre 6000 et 9000 singes sont utilisés chaque année en Europe pour faire des expériences médicales destinées à acquérir des connaissances sur de futurs médicaments.

Un projet d'élevage de ces singes est prévu à Holzheim, en Alsace, pour une capacité annuelle de production de 3600 bêtes. Les comparaisons entre le singe et l'homme ayant leurs limites, on constate une baisse de la demande en singes, partout en Europe... et l'on aurait pu penser que d'ici quelques années, ces expériences, peu fiables, auraient disparu. Alors pourquoi un tel élevage, et surtout d'une telle importance ?

Le comité scientifique Pro-Anima, qui regroupe des universitaires, des chercheurs, des membres du corps médical, émet comme hypothèse que des laboratoires envisageraient peut-être de travailler sur de nouveaux modèles pour la toxicologie, les maladies virales (SIDA, hépatites), les maladies type "vache folle", etc. Mais Pro Anima souligne que, par exemple, dans le cas des hépatites, les conséquences en matière de santé n'ont rien de comparable entre le singe

et l'homme. Pour les affections neurologiques comme la maladie de Parkinson, d'Alzheimer, les scléroses ou les épilepsies, il n'est pas possible de faire des comparaisons car les singes ne développent pas ces maladies.

Pour avoir des résultats fiables sur les singes, une possibilité serait d'"humaniser" les singes par des manipulations génétiques, ce qui semble techniquement possible aujourd'hui. Mais cela "consommerait" beaucoup de singes avant d'obtenir des résultats.

Dans tous les cas, cet élevage ne se justifie d'aucune manière et relève d'une mauvaise étude de marché. C'est pourquoi les scientifiques de Pro Anima appellent les populations locales à intervenir pour protester pendant l'enquête publique.

Contact :

- Pro-Anima, 16, rue Vézelay, 75008 Paris, tél : 01 45 63 10 89.
- Comité pour le respect de l'animal, maison des Associations, 1A, place des Orphelins, 67000 Strasbourg.
- Talis, 6, rue de Rome, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 60 64 06.

Bretagne TROP DE PORCS !

Les manifestations pour une eau pure en Bretagne se multiplient. La pollution des nappes par les infiltrations de lisiers (élevage de porcs) et par les pesticides (agriculture intensive) atteignent des records. Malgré cela, de nouvelles porcheries sont autorisées ! Les Verts ont écrit au préfet du département pour demander un rééquilibrage des frais de dépollution. Actuellement, le prix de l'eau est payé à 2 % par les agriculteurs et éleveurs, à 47 % par les industriels, à 51 % par les consommateurs. Or ces derniers ne sont responsables que d'une part extrêmement faible de la pollution. Pour en savoir plus : Verts-Bretagne, 67, rue de Gouédic, 22000 Saint-Brieuc.

AU LOUP ! AU LOUP !

A force de crier au loup, les éleveurs d'ovins dans les Alpes vont finir par attirer l'attention sur leurs drôles de pratiques. Ainsi, ils se plaignent que les loups leur mangent des brebis. Très bien, mais voyons quelles en sont les conséquences pour eux. Pour chaque brebis tuée, un éleveur touche 1125 F de prime + une indemnité de dérangement de 5 F par bête que compte le troupeau (lequel fait couramment de 1000 à 2000 bêtes), enfin l'Europe accorde une prime de 500 F soit un remboursement global de 6000 à 10 000 F... alors que le prix d'un agneau pour renouveler le troupeau est de l'ordre de 500 F. Bref, avec le loup, les éleveurs font du bénéfice... mais à long terme, car l'Etat prend du retard dans les remboursements.

Chaque année, environ 500 000 moutons meurent sur le terrain. Les loups, les ours et les lynx représentent seulement 700 à 800 bêtes dans ce total... contre 150 000 pour les seuls chiens errants !

Il n'y a qu'une vingtaine de loups en France contre 1500 à 2000 en Espagne et 400 à 500 en Italie où ils ne posent pas de problèmes... pourquoi en pose-t-il en France ? Surtout, parce qu'en France, les troupeaux sont moins surveillés.

Enfin, les loups sont une bénédiction pour les éleveurs car lorsque les troupeaux sont redescendus en plaine, les loups continuent à manger... et en Italie, on a mesuré que 30 % de son régime alimentaire est constitué... de chiens errants... le principal prédateur des troupeaux. Bref, l'agitation autour du loup est surtout un moyen pour les éleveurs d'essayer d'extorquer un peu plus d'argent facile aux différentes institutions.

(source : Rhône-Nature, novembre 1998)



Nord Sud

98 MARCHÉ DES PAYSANS DU SUD

Pour protester contre les conventions internationales imposées par les pays les plus puissants dans le cadre d'organisations internationales comme l'OMC, Organisation mondiale du commerce, un projet de marche est actuellement en train de se mettre en place à travers l'Europe. Les marcheurs permanents de cette marche seraient des paysans du Sud et déjà quelques centaines de paysans indiens (environ 500) se sont portés volontaires pour y participer. Ce groupe important comprendra des leaders paysans locaux, une dizaine de médecins, une dizaine de traducteurs anglophones. Le groupe devrait comprendre entre 50 et 100 femmes. Cette marche devrait se dérouler en Europe en mai et juin 1999. Les paysans du Sud es-

pèrent rencontrer les organisations paysannes du Nord, mais également les associations d'immigrés, ceux-ci étant comme eux les victimes des politiques économiques actuelles. Cette marche devrait se terminer à Cologne (Allemagne) à

l'occasion du prochain sommet du G8 qui regroupe les chefs d'Etat des sept plus grandes puissances et le président russe. La marche espère mobiliser avec elles les exclus du système afin qu'elle se termine par une grande manifestation à l'arrivée (le 18 juin).

En France, la Confédération paysanne et Droits Devants sont impliqués dans ce projet. Les organisations européennes ont la charge financière des actions qui se passeront en Europe, les groupes du Sud devant financer les voyages. Une plate-forme politique est actuellement en discussion dans les pays du Sud, animé par des organisations indiennes. L'itinéraire devrait être le suivant : départ de la marche à Amsterdam le 22 mai. Délégation au Royaume-Uni et en Scandinavie du 23 au 26 mai. Rencontre avec la mar-

che de For Mother Earth à Bruxelles, le 27 mai. Déplacement en Belgique jusqu'au 30 mai. Déplacement à Paris le 31 mai et débats sur place pendant trois jours, puis séparation en deux groupes : un en direction de l'Espagne (via Toulouse) et l'autre vers l'Italie (via Lyon). Le 8 juin, les deux branches se retrouvent à Genève puis la marche passe par Berne, Zurich, Bâle. Une branche de la marche pourrait alors passer par l'Autriche et la Pologne. Le 14 juin, arrivée à Cologne et installation d'un camp. Les 18 et 19 juin : manifestations diverses pendant le G8.



LIVRES POUR LE TCHAD

L'association Livre pour le Tchad collecte chaque année plus de 2000 manuels scolaires qu'elle envoie par conteneurs aux 20 lycées du Tchad. L'association cherche actuellement des personnes qui peuvent les aider à assurer la collecte entre les lycées français et leurs deux points de dépôts : l'un à Cherbourg, le deuxième à Saint-Quentin-en-Yvelines. Prendre contact avec : Livre pour le Tchad, 50440 Biville tél : 02 33 52 76 93.

Energies

Inde PARC ÉOLIEN

Le fabricant hollandais Lagerwey a déjà fourni 300 éoliennes de 250 kW (soit un potentiel total de 75 MW) à l'Inde. (source : Tam-Tam, décembre 1998)

Grande Bretagne CAMION RÉFRIGÉRANT SOLAIRE

La plus importante chaîne de magasins de Grande-Bretagne a mis au point un camion réfrigérant dont le toit est couvert de panneaux photovoltaïques permettant d'assurer, avec des batteries, une température maximum de -3°C à l'intérieur de la remorque, et ce jusqu'à des températures de +30°C en extérieur. Cette opération de prestige aurait gagné à être réalisée sur un wagon de chemin de fer ! (source : Tam-Tam, décembre 1998)

Chine ÉOLIENNES PRIVÉES

Le gouvernement chinois encourage de plus en plus les initiatives privées. La compagnie néerlandaise Nuon associée à des investisseurs locaux a ainsi construit sur l'île de Nan'au, près de Shantou, 40 éoliennes de 600 kW, soit un potentiel de 24 MW représentant actuellement un quart du potentiel éolien chinois. (source : Tam-Tam, décembre 1998)

Eoliennes LA FRANCE EN RETARD

Selon un classement de la puissance disponible par habitant en Europe, on obtient en première place le Danemark (223 W), puis l'Allemagne (25 W), la Hollande (22W), l'Espagne et la Suède (13 W)... la France arrive en queue avec 0,22 W... soit mille fois moins que le Danemark ! (source : Tam-Tam, janvier 1999)

Danemark 12 000 SALARIÉS

Fin 1998, le potentiel éolien du Danemark était de 7636 MW. 80 % des éoliennes sont la propriété de particuliers. 12 000 personnes sont salariées dans ce secteur. Au Danemark, non seulement le nucléaire est interdit, mais en plus toute nouvelle centrale au charbon est également interdite. (source : Le Moniteur, 4 déc 1998)

Chauffage électrique



COUP DE POUCE DU GOUVERNEMENT !

Une directive européenne impose aux Etats de baisser les taux de TVA sur les produits de première nécessité. Cette directive cite explicitement "électricité et gaz" mais ne cite pas la chaleur. Il n'en fallait pas plus au gouvernement pronucléaire pour trouver un moyen de venir en aide à EDF qui perd de plus en plus de terrain dans le domaine du chauffage électrique. Le 22 décembre dernier, en adoptant le budget 1999, les députés ont voté pour une baisse de la TVA à 5,5 % pour EDF et GDF mais pas pour les réseaux de chaleur ni pour le bois qui sont pourtant parmi les sources d'énergies les plus efficaces. Suite à des questions d'élués au niveau européen, la commission européenne annonce qu'elle précisera dans sa version 1999 que ce taux de TVA doit aussi intégrer ces deux sources d'énergie.

En attendant la nouvelle directive, EDF peut continuer à sucer le sang de ceux qui sont prisonniers du chauffage électrique.

EDF N'A PLUS D'ARGUMENT !

Dans un document interne à EDF transmis au Réseau sortit du nucléaire, les responsables de la communication indiquent aux agents d'EDF qui peuvent être interrogés sur le chauffage électrique que le problème soulevé par les antinucléaires et les associations de consommateurs est résolu grâce au "nouveau chauffage électrique"... lequel consiste en une sur-isolation des bâtiments ! Il est évident qu'en sur-isolant on peut économiser de l'électricité mais également n'importe quel autre mode de chauffage. Le chauffage électrique n'améliore en rien son rendement désastreux.

La corne du Rhinocéros

Entre les mains des grands, des forts et des riches, le commerce a toujours constitué une arme pour brutaliser les petits, les faibles et les pauvres. La convention sur le commerce inter-

coûts. Personne ne nie la nécessité d'un système international pour promouvoir une telle politique. Mais sa mise en œuvre n'est ni gratuite ni bon marché. Il faut bien que quelqu'un paie.

est sans doute habillée de beaux sentiments et de principes éthiques élevés, mais tout cela cache mal le grand jeu du rapport de forces. Les pionniers arrivés dans le "Wild West" comme on disait, décimèrent

espèces exotiques d'Afrique ou d'Asie, les Occidentaux doivent aujourd'hui accepter de lâcher des sous : donnant donnant.

Si les tigres, les rhinocéros et les éléphants "payaient leur pension", peut-être les Africains et les Asiatiques accepteraient-ils de veiller sur eux au nom de l'ensemble de la planète. Ce ne serait sans doute pas une situation idéale, mais elle serait plus morale que celle d'aujourd'hui.

L'Inde devrait chercher à obtenir la suppression de la CITES dans sa forme actuelle. Or 250 membres du parlement signent des déclarations pour que soient appliquées ses dispositions. Cela soulève quelques doutes sur leur compréhension des problèmes, et leur adhésion au principe de l'égalité des hommes. De toute évidence, ces personnes manquent de principes moraux car elles vont fournir aux Etats-Unis un instrument international pour aiguillonner les pauvres du monde "dans la bonne direction".

Anil Agarwal ■

Texte publié en éditorial dans la revue écologiste indienne "Down to Earth" dont une compilation est traduite en français et disponible auprès du CRISLA,
1, avenue de la Marne
56100 Lorient
tél : 02 97 64 64 32.

Il est bien beau de vouloir **sauver le tigre ou le rhinocéros...**
mais ceux qui le désirent sont-ils prêts à venir
dans les villages concernés pour assurer **la protection des enfants ?**

national des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) fait donc partie de la panoplie des pays industrialisés. Elle repose sur de fausses prémisses, surtout si l'on se place dans une perspective mondiale où tous les pays devraient être des partenaires égaux dans la lutte pour la préservation de l'environnement planétaire.

Cette convention, qui sert à discipliner les faibles et les sous-développés, est utilisée par des gens dont on peut mettre en doute les principes éthiques car ils ne semblent pas croire que tous les êtres humains sont égaux quelle que soit leur race, la couleur de leur peau, leur nationalité ou leurs revenus.

Pour être moralement justifiée, cette convention devrait aussi constituer, entre les mains des pauvres et des faibles, un instrument de défense contre les grands et les riches. Il faudrait pour cela en modifier considérablement les textes. Dans sa forme actuelle, elle donne aux Etats-Unis le droit de jouer au gendarme du monde et d'imposer des programmes de conservation à des pays surtout préoccupés de faire sortir leurs populations du marasme de la pauvreté et du sous-développement et d'avancer dans la voie du développement durable. Cette convention a-t-elle servi à quelque chose ? Le commerce illégal de la faune et de la flore sauvages existe toujours. Il tient la seconde place après le trafic de narcotics. Selon un rapport publié en 1994 par la Environmental Investigation Agency, cela représente un chiffre d'affaires annuel de 15 milliards de dollars. Etonnant ! Cela en dit long sur l'efficacité de la CITES.

Il est sans doute de bon ton, et c'est une chose louable, de militer pour la préservation de l'environnement dans les rencontres ou manifestations internationales. Mais les leaders mondiaux et les militants qui tiennent là-dessus des discours convenus omettent de parler des

Lorsque les "conservationnistes" européens se mettent en tête de sauver le tigre, il faut que le Bangladesh et l'Inde, qui sont des pays pauvres, financent des brigades de surveillance pour lutter contre le braconnage, il faut indemniser les agriculteurs pour les pertes infligées aux récoltes par les herbivores qui constituent la proie des tigres. Beaucoup de paysans vivent déjà la précarité. Faut-il que ce soit en plus sous la menace du tigre ?

Le citoyen américain ou européen désireux de sauver le tigre ou le rhinocéros accepterait-il de quitter la grande ville où il habite pour venir s'installer dans un village où ses enfants devront aller chercher du bois dans la forêt et jouer parfois à cache-cache avec des tigres ou des gardes forestiers qui obéissent à un seul mot d'ordre : conserver la forêt ? Il serait temps que les Américains et les Européens, s'ils veulent sauver les tigres, les rhinocéros ou les éléphants, songent à régler la facture plutôt que de se livrer à des parties de bras de fer avec des pays africains ou asiatiques. Puisqu'on parle des Etats-Unis, notons qu'ils n'ont pas hésité à menacer de sanctions économiques Taïwan, accusé de se livrer au trafic de cornes de rhinocéros. Dans le même temps, ils évitaient soigneusement de déranger, sous ce même chef d'accusation, la grande Chine qui, sur la scène internationale, n'hésite pas non plus à jouer les gros bras. Il est clair que, dans leur rôle de gendarme du monde en matière d'environnement, les Etats-Unis ne perdent pas de vue leurs intérêts économiques. La CITES

les buffles de la Prairie. Et aujourd'hui les Amérindiens sont aussi une espèce menacée, confinée

dans des réserves (qui rappellent crûment les réserves animales). Dans les bourgades européennes, on ne côtoie pas les grands carnivores et les éléphants ne viennent pas détruire les récoltes. S'ils veulent protéger les



MARCHE MONDIALE DE L'AN 2000

Des groupes féministes du monde entier discutent actuellement de l'organisation de marches de revendication pour les femmes en l'an 2000. Des réunions de préparation pour déterminer les actions dans chaque pays se tiennent actuellement. Pour en savoir plus : *Collectif national pour les droits des femmes, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, tél : 01 43 56 36 48.*

CRÉATIVITÉ DES FEMMES EN MILIEU RURAL

La Fondation Sommet mondial des femmes (FSMF) lance un appel à projets à l'occasion de la 6e édition du "prix pour la créativité des femmes en milieu rural". Ce prix récompense chaque année des femmes ou groupements féminins qui, dans le monde, ont fait preuve de créativité, courage et d'un engagement exceptionnel dans l'amélioration de la qualité de la vie dans leur communauté rurale et dans l'élimination de la pauvreté. Depuis le lancement de ce programme en 1994, 110 femmes ou groupements féminins autour du monde ont été honorés. Une trentaine de personnes sont récompensées chaque année et se partagent environ 100 000 FF. La limite des candidatures pour 1999 est fixée au 31 mars 1999.

Contact : FSMF, Ely Pradervand, BP 2001, CH 1211 Genève, Suisse, tél : 00 41 22 738 66 19.

RAS-LE-BOL DES SUPERWOMEN

Angela Browning, ancienne sous-secrétaire d'Etat, députée britannique, a démissionné de son poste cet été pour pouvoir s'occuper de son enfant de 26 ans malade. Tina Gaudoin, rédactrice en chef de la revue britannique branchée Frank a démissionné de son travail à la rentrée parce qu'elle n'arrivait plus à concilier sa vie de couple et son boulot. De nombreuses femmes ayant des postes de responsabilité font ainsi ce choix chaque année, souvent entre 30 et 40 ans, car elles ne trouvent pas d'autre solution... et parce que les maris refusent de réduire leur temps de travail pour s'occuper un peu plus de la famille. Mais les choses changent doucement : fin juillet, le premier ministre finlandais, Paavo Lipponen, a demandé à profiter des droits aux congés parentaux pendant une semaine pour la nais-

ce de sa fille. Deux députées socialistes suisses, Gaby Mächler et Sybille Schürch, âgées de 33 et 35 ans, ont proposé de se partager le poste de conseiller au sein du gouvernement du canton de Bâle, avec partage du titre, du travail et du (confortable) salaire. La classe politique a réagi négativement estimant impossible un tel "partage du pouvoir". Une unanimité que l'Hebdo, journal suisse, estime pour le moins suspecte.

FEMMES & TRANSPORTS

Selon un sondage réalisé par l'Institut Louis Harris pour le compte de l'association Femmes en mouvement, sur les femmes et les transports, il ressort que les femmes sont plus nombreuses que les hommes à souhaiter le développement des pistes cyclables, plus nombreuses à se dire prêtes à abandonner leur véhicule pour prendre les transports en commun, et plus nombreuses à souhaiter voir se développer les solutions de covoiturage. (source : *Environnement Magazine, octobre 1998*)

Suisse PRÉSIDENTE

Pour la première fois, depuis le 1er janvier, la Suisse a une femme comme présidente. Dans ce pays fédéral, le rôle de la présidence est plus symbolique qu'en France et les présidents y sont élus pour un an. La nouvelle présidente, socialiste genevoise, Ruth Dreifuss, 58 ans, conserve son poste de ministre de l'intérieur qu'elle occupe depuis 1992. Elle a souhaité profiter de sa présidence pour relancer le débat sur l'entrée de la Suisse dans l'Union européenne.

Equateur SENDAS

L'association Sendas est née en 1989 en Equateur avec le soutien d'une ONG belge Coopibo. Elle a pour but d'aider les groupes marginaux et en particulier les femmes. Elle anime différents secteurs : droit à la santé sexuelle et reproductive, droit à la communication, formation à l'agro-écologie, aide à la mise en place de systèmes de production d'artisanat. L'association a permis à des groupes de femmes de parler entre elles de sujets tabous jusqu'alors : menstruation, fertilité, infécondité, ménopause, fatigue liée à la double journée et contrôle des naissances.

Contact : Sendas, av. Guayas 6, 130 y Azuay, Equateur, tél : 593 7 816 059. (source : *Palabres, automne 1998*).

Assemblée nationale



UNE ASSEMBLÉE DE MACHOS

Si vous regardez à la télévision, les mercredis, cette cour de récréation où s'affrontent de grands enfants que l'on appelle nos députés, vous avez peut-être remarqué la qualité des réparties dans les débats. A Yvette Roudy qui demanda que l'on attribue des bourses scientifiques spécialement pour les femmes, Michel Charasse répondit : "voilà qu'on va mettre des bourses aux filles". L'expression qui revient le plus souvent lorsqu'une femme intervient est "à poil !" ou "dégage, t'es pas baisable !". Les hommes (91 % de l'Assemblée) répondent également en parlant des "belles jambes" de la députée ou encore en critiquant sur les questions de femmes "le cœur des vagins". Lors d'une intervention sur le viol, un député ne trouva rien de mieux que de crier "ce n'est pas à elle que ce serait arrivé". Toutes ces ré-

pliques figurent dans le Journal officiel ! Cela donne le niveau des débats. (source : *Evènement du Jeudi, 3 décembre 1998*)

UNE ASSEMBLÉE PARITAIRE ?

Le mercredi 17 décembre, l'Assemblée nationale a voté à l'unanimité un projet de modification de la constitution incluant la parité homme-femme à tous les niveaux de la politique. Les associations de femmes et plusieurs députées ont toutefois souligné que cela ne constituait qu'une porte ouverte, mais que cela ne changerait rien tant que chaque loi définissant le fonctionnement de nos "hommes" politiques n'aurait pas été amendée et revotée. Jospin a pour le moment indiqué qu'il n'envisageait pas d'ouvrir une réforme sur les lois concernant les prochaines élections.

RÉSEAU HOMMES

Le Réseau hommes permet à des hommes de se rencontrer et d'échanger autour de la nouvelle place de l'homme dans une société où la femme a repris une place plus égalitaire. Le Réseau-Homme organise une rencontre le week-end du vendredi 19 au soir au dimanche 21 mars, dans les Cévennes. Au programme : temps de partage, expression artistique et corporelle, mise en situation symbolique, danse en milieu naturel.

Renseignements : Réseau-Homme, Didier Rouchon, La Mine d'Or, Les Oulettes, 30160 Gagnières/Lieu, tél : 04 66 25 00 97.

Inde

QUOTA DE FEMMES

Actuellement seules 40 femmes siègent à New Delhi sur un total de 545 députés. Mi-décembre, le gouvernement indien a inscrit le débat sur un projet de loi prévoyant un quota de 33 % de femmes au minimum et ceci malgré l'opposition d'hommes de tous bords. Ce sont les nationalistes hindous qui sont les plus favorables à cette loi, mais rien n'indique qu'elle pourra être votée. Des bagarres entre députés hommes et femmes ont même eu lieu dans le Parlement et la presse locale a parlé de "guerre des sexes".

DROIT DE VOTE DES IMMIGRÉS

Depuis 1994, les étrangers européens ont le droit de vote en France aux élections municipales et européennes. Depuis cette date, *La lettre de la Citoyenneté* suit par des sondages l'évolution de l'opinion concernant la possibilité d'élargir ce droit de vote aux non-Européens. Depuis 1994, les personnes favorables à cet élargissement sont passées de 32 à 44 %, les défavorables passant de 63 à 51 %. (source : Rouge et Vert, 4 décembre 1998)

SANS-PAPIERS À L'HONNEUR EN ALLEMAGNE

Le 6 décembre à Berlin, la Ligue internationale des Droits de l'Homme a décerné la médaille Carl von Ossietzky. Ce dernier, journaliste et écrivain, pacifiste radical, avait obtenu en 1935, à la grande fureur d'Adolf Hitler, le prix Nobel de la Paix. Il est mort le 4 mai 1938, dans le camp de concentration de Papenburg-Esterwegen. Le prix 1998 a été remis à Madjiguène Cissé, d'origine sénégalaise, porte-parole des "sans-papiers" français. Pour Fanny-Michaela Reisin, la présidente de la Ligue, ils ont porté sur la place publique "l'illégalité" des réfugiés, "une des atteintes contemporaines les plus flagrantes à la dignité humaine universelle". Selon des estimations prudentes, environ 300000 personnes vivent sur le sol hexagonal sans autorisation de séjour sûre. Dans son discours de félicitations, Heribert Prantl, rédacteur du quotidien *Süddeutsche Zeitung*, lui-même un inlassable défenseur du multiculturalisme et de l'intégration harmonieuse des communautés étrangères au sein

de nos sociétés, a déclaré que les "sans-papiers" comptent parmi "les mouvements sociaux les plus importants politiquement en Europe". En 1997, l'ONU avait évalué à 130 millions le nombre d'individus (un habitant de la planète sur cinquante) fuyant la pauvreté et les persécutions.

(correspondance René Hamm)



SANS PAPIERS : SANS SOLUTION ?

Jean-Jacques Queyranne et/ou Chevènement ont adopté le même discours que celui du gouvernement (de droite) précédent. Moralité : les luttes des sans-papiers se répètent mois après mois : actions publiques, occupation de lieux symboliques (le plus souvent des églises), grève de la faim du désespoir, régularisation partielle pour diviser le mouvement, expulsion et alimentation de force quand les grévistes sont en danger de mort. Le gouvernement Jospin fait tout pour qu'il n'y ait pas de mort (du moins visible : ceux qui sont expulsés en Algérie ne sont pas sûrs de survivre longtemps). Il serait temps qu'un gouvernement qui se prétend "socialiste" ne considère plus une personne humaine comme une simple marchandise que l'on jette après usage.

Contact : Coordination nationale des sans-papiers 94, rue Jean-Pierre-Timbaud, 75011 Paris, tél : 01 49 23 15 43.

PUBLICITÉ

• **Manif à Beaubourg.** Le 20 mars est traditionnellement la "journée nettoyage" du Ministère de l'environnement. A cette occasion, les associations Paysages de France, Résistance à l'agression publicitaire et UFC Que Choisir (Quimper) ont décidé de mener une opération "nettoyage de paysage". Il vous donne pour cela rendez-vous le 20 mars à 15 h, devant le centre de Beaubourg où s'alignent sur les murs du chantier pas moins de 25 panneaux de 12 m².

Renseignements : RAP 61, rue Victor Hugo, 93500 Pantin tél : 01 43 28 39 21.

• **Boîtes aux lettres.** L'UFC-Que Choisir de Quimper diffuse un autocollant à mettre sur sa boîte aux

lettres et demandant de ne pas y mettre de publicités (6 F port compris). Contact : UFC-Quimper 3, allée de Roz Avel 29000 Quimper.

• **Publicité et consommation.** En 1997, en Europe, ce sont 822,6 milliards de francs qui ont été dépensés en publicité pour nous inciter à consommer plus. (source : Réseau pour l'abolition de la télévision, automne 98)

• **Retour à l'envoyeur.** De plus en plus, c'est la Poste qui distribue des dépliants publicitaires. Un moyen simple de contrer cela : tout remettre dans la boîte aux lettres de la Poste. Si on le fait à quelques milliers, cela devrait enclencher un débat. (suggestion d'Yvon Gradis).

Mc Do

Bougez avec la Poste

Ce slogan est plein d'actualité. Car après nous avoir pollué avec le mondial et son timbre rond, après nous avoir proposé des enveloppes X-Files et autres conneries, la Poste, soi-disant, service public, s'est associée à MacDo pour nous faire gagner des "repas" dans cette joyeuse fast-merderie. Plusieurs lecteurs nous ont écrit pour nous dire qu'ils ont envoyé le tract sur MacDo à leur direction financière et leur annoncer leur décision de fermer leur compte au bénéfice de la banque alternative la Nef. A Lyon, une pétition circule ouverte à tous ceux qui ont un compte pour demander des explications à la poste.

Renseignements :
Maison de l'Ecologie
4, rue Bodin, 69001 Lyon
tél : 04 78 27 29 82.

Enlèvement !

Dans la nuit du 18 au 19 octobre, une effigie de Ronald a disparu devant le MacDo de Carrefour-Boisseuil, à Limoges. L'enlèvement a été revendiqué par le Front de Libération de Ronald MacDonald - Canal Historique. Ce groupe demande des petits plats cuisinés et des vins pour nourrir leur otage, faute de quoi, ils se verront obliger de le laisser mourir de faim. (source : L'Echo du Centre, 20 octobre)

Non compatible

Des militants de la CNT, de Souriez vous êtes filmés et de Chiche ! se sont retrouvés le 16 octobre devant le MacDo de la Fontaine des Innocents à Paris pour y distribuer des tracts.

MacDo s'enrichit sur la TVA

La TVA lors d'une consommation sur place est de 20,6 %. Celle pour la vente à emporter est de 5,5 %. Pourtant, chez MacDo, que vous consommiez sur place ou que vous emportiez, vous payez le même prix. En regardant

les notes, on relève pourtant que les taux de TVA sont indiqués de manière distincte... ce qui veut dire que MacDo empoche la différence sur la vente à emporter soit 15,1 %.

Diffusion & rediffusion

Le groupe OCL, organisation communiste libertaire, de Reims a distribué à plusieurs reprises des tracts devant les MacDo de la commune. Il a également participé à une émission de radio d'une heure pendant laquelle ont pu être discutés des arguments anti fast-food. Une nouvelle distribution de tracts a eu lieu pour Noël.

Grosse diffusion

Alors qu'un MacDo devait ouvrir début décembre dans la commune de Bar-le-Duc, 6500 tracts ont été distribués fin novembre dans l'ensemble des boîtes aux lettres.

Presse jeune polluée

Dans le numéro de janvier 1999 de "J'aime Lire", revue destinée aux enfants de 8 à 12 ans, du groupe catholique "Bayard presse" on trouve un jeu Mac-Donald pour apprendre aux plus jeunes à bénéficier des charmes de la multinationale. Si vos enfants sont abonnés, vous pouvez protester en envoyant un exemplaire de notre tract et en demandant que les enfants soient informés autrement que par ce genre de parrainage douteux.

Manif

Une manifestation s'est tenue un samedi de novembre devant le nouveau Mac-crado de la commune d'Epinay-sur-Seine. Originalité : la manifestation était organisée par Christophe Terras, adjoint alternatif au maire et ancien employé de la firme. Cinquante personnes ont offert au public une paella géante qui a fait de nombreux émules. (Photo ci-dessous)



MIRKO BELJANSKI

Le docteur Mirko Beljanski est décédé le 28 octobre dernier, à l'âge de 75 ans. Mis au ban de l'Institut Pasteur il y a une quinzaine d'années, il avait essayé de poursuivre ses recherches au CNRS sur des médicaments anticancéreux. En 1989, le Pr Tesmin, prix Nobel, reconnaît dans Nature, qu'il a utilisé les travaux de Beljanski pour ses propres recherches. On apprendra que Mitterrand s'est soigné avec les produits Beljanski. Rien n'y fait : victime d'une guerre des laboratoires, dans laquelle il n'est sans doute pas neutre, il sera poursuivi par les autorités pour exercice illégal de la pharmacie. En 1986, son laboratoire financé par des fonds privés est assiégé par la police qui le met ensuite sous scellé. Alors que l'enquête financière n'a rien trouvé à lui reprocher et que son laboratoire avait été récemment autorisé à rouvrir, Beljanski meurt d'une leucémie. Un livre sur le sujet vient de paraître : "L'affaire Beljanski" de Jacques Lebeau, aux Ed. Jacques Grancher. (source : L'Impatient, décembre 1998)

HOMÉOPATHIE EN DANGER

Le 27 octobre dernier, l'agence du médicament a interdit pour au moins un an toute préparation médicale contenant des souches biologique d'origine humaine en évoquant le risque de transmettre ainsi le prion suspecté d'être responsable de la maladie de la vache folle. Cette décision interdit de fait certaines préparations homéopathiques. Les homéopathes craignent que cela ne soit une manière déguisée de lutter contre le succès grandissant de cette médecine. Une pétition pour demander la levée de cette interdiction a été lancée.

On peut se la procurer auprès de : Dr Louis Mathieu, INHF, 2, allée de Nargol, 74300 Cluses.

FLEURS DE BACH & ÉLIXIRS FLORAUX

Un congrès est organisé du 5 au 7 février au FIAP, à Paris, sur le thème "Des fleurs guérisseuses du Dr Bach aux élixirs floraux contem-

porains". Programme : *Flours Essence Harmonie, Myriam Rebmeister, 5, résidence la Source, 91240 Saint-Michel-sur-Orge, tél. : 01 69 01 57 26.*

VACHE FOLLE

La commission européenne a levé l'embargo sur la viande britannique le 23 novembre dernier. Pourtant l'épidémie de l'encéphalite spongiforme n'est pas endiguée. Après 8016 cas en Grande-Bretagne en 1996, on a encore eu 4311 cas en 1997 et 2018 cas de janvier à août 1998. Au total, depuis 1988, ce sont 173 455 vaches qui ont été touchées et seulement 40 cas de maladie de Creutzfeldt-Jacob ont été enregistrés chez l'homme. Le gouvernement allemand a protesté contre cette fin d'embargo en affirmant avoir les preuves qu'au moins 20 % des vaches malades n'étaient pas détectées.

VACCIN DE L'HÉPATITE B

● **Vente en baisse.** A la suite de l'annonce par Bernard Kouchner de la suspension des vaccinations en milieu scolaire, les ventes du vaccin contre l'hépatite B ont chuté : Pasteur-Mérieux annonce une baisse de 60 % en un mois et SmithKline Beecham, une baisse de 40 %. Cela suffira-t-il à ouvrir un débat sur l'utilité réelle des vaccins et leurs dangers ? (source : L'Impatient, décembre 1998)

● **OMS sous influence.** L'organisation mondiale de la santé, théoriquement dépendante de l'ONU, semble en fait sous le contrôle des lobbies. Elle a organisé début novembre un concert de soutien pour financer des campagnes publicitaires en faveur du vaccin de l'hépatite B dans les pays pauvres. Le Point du 31 octobre dernier révèle que cette action a été financée par 45 entreprises dont 9 sont directement intéressées par les ventes des vaccins. (source : L'Impatient, décembre 1998)

● **Nouveau lien de causalité reconnu.** Marie-Claude Cros, assistante maternelle souffre de polyarthrite rhumatoïde depuis qu'elle a été vaccinée contre l'hépatite B. Le 22 octobre dernier, le tribunal des affaires sociales de l'Ain a reconnu le lien de cause à effet. La direction générale de la santé a également reconnu le fait en lui allouant une indemnité. (source : L'Impatient, décembre 1998)

LES JEUNES, C'EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ



JEUNES EN BONNE SANTÉ

Selon une enquête menée par le Comité français d'éducation à la santé auprès de 4000 jeunes de 12 à 19 ans et rendue publique le 24 novembre, 87 % des jeunes ont utilisé un préservatif la première fois, soit 10 % de mieux que lors de l'enquête précédente de 1994. On note aussi une baisse spectaculaire de la consommation de tabac : elle ne touche plus que 25 % des jeunes contre 46 % en 1977. De plus, plus de la moitié des jeunes qui fument aujourd'hui désirent s'arrêter. Si 42 % des jeunes ont expérimenté le cannabis, plus de 80 % se déclarent opposés à sa mise en vente libre. L'ivresse est surtout un phénomène masculin : les garçons sont trois fois plus nombreux à s'être saoulés au moins une fois que les filles. Malgré le fait qu'ils se déclarent en bonne santé (95 %), plus de la moitié (55%) a consommé un médicament dans le mois précédant l'enquête, surtout pour lutter contre une douleur (37 %), mais également contre la nervosité (7%) et pour dormir (3,5%).

Des différences significatives interviennent entre les enfants de familles stables et celles recomposées. Dans ces dernières, ils sont plus nombreux à avoir tenté de se suicider (8 % contre 3,3 %), à être victimes de violences sexuelles (6,5 % contre 1,9 %), à être violents (13,2 % contre 7 %), à avoir pris des risques pour sa vie (22,1 % contre 14,7 %), à fumer (47,9 % contre 25 %), à avoir été ivres (41,9 % contre 25 %), à avoir consommé du cannabis (40 % contre 25 %).

VIAGRA : 123 MORTS !

Au cours de ses six premiers mois de commercialisation aux USA, la pilule Viagra (pour maintenir l'érection) a provoqué 123 décès, principalement chez ceux ayant des problèmes cardio-vasculaires. Malgré cela, elle est maintenant autorisée en Europe. (source : Médecines Douces, septembre 1008)

TABAC : C'EST UNE DROGUE !

Dans le cadre du procès qui oppose le fabricant Philip Morris et l'Etat du Minnesota aux USA, des documents internes ont été produits montrant que les industriels savaient depuis au moins 50 ans que la nicotine est une drogue qui

entraîne une dépendance et que la cigarette est son meilleur vecteur. Les mêmes documents montrent que la firme cherchait, dès 1954, à produire une cigarette avec nicotine ne provoquant pas le cancer. Lors de ce même procès, un médecin a eu cette image saisissante : "la cigarette aux Etats-Unis tue 400 000 personnes par an, c'est comme si chaque jour, trois Boeing 747 pleins s'écrasaient au sol". (source : Libération, 8 octobre 1998)

MÉDECINS DROGUÉS

Selon une étude du Lancet, revue médicale britannique, 60 % des médecins boivent trop et 10 % consomment de l'ecstasy ou des amphétamines. (source : Courrier International, 8 octobre 1998)



• Enquête du MEI

Le Mouvement écologiste indépendant a décidé de faire une recherche des parcelles expérimentales contenant des organismes génétiquement modifiés. Selon la loi, pour qu'une telle parcelle existe, il faut faire une demande à la commission du génie moléculaire, la CGB, et déposer une "fiche d'information destinée au public" dans les directions départementales de l'agriculture. Le MEI a donc écrit à toutes les DDA pour leur demander copie des fiches. Seuls 22 départements ont envoyé les fiches, 20 autres départements ont renvoyé à la commission nationale, les autres n'ont pas répondu. Cela en dit long sur la volonté de communiquer de ces fonctionnaires. La CGB n'a pas répondu. Le MEI est entré en possession d'un document provenant du Ministère de l'agriculture, daté du 27 juillet 1998, recommandant



de ne pas communiquer les fiches au public ! En totale contradiction avec la loi donc ! Le Ministère prétend s'appuyer sur la loi du 17 juillet 1978 portant sur le "secret industriel et commercial, la sécurité publique et le secret de la vie privée". On ne saurait mieux dire que les multinationales doivent être protégées du regard du public ! La Commission d'accès aux documents administratifs, la CADA a été saisie : elle n'a pas donné raison au MEI sous prétexte que "l'administration n'est pas tenue de faire des recherches lorsqu'elle est saisie d'une demande tendant à la communication de l'ensemble des documents qu'elle détient" ! Il faut donc demander petit morceau par petit morceau, avec deux mois de délai entre chaque avis de la CADA ! Le MEI rappelle que la CGB est sous la tutelle du ministère de l'agriculture et du ministère de l'environnement. Le MEI demande donc explicitement à Dominique Voynet de rendre publique la liste des parcelles contenant des OGM. Pour en savoir plus : Michel Laval, responsable sciences et techniques du MEI, tél : 01 45 11 82 11.

TRANSGÉNIQUES

• Gâteaux empoisonnés de Nestlé

En Italie, le Front de libération animale a injecté de la mort aux rats dans deux gâteaux de Nestlé puis les a envoyés à des journalistes, début décembre, en leur annonçant que d'autres gâteaux du même genre seraient mis dans des rayons de grands magasins tant que Nestlé ne renoncerait pas à l'utilisation du transgénique. Vent de panique dans les magasins ! Nestlé a publié des encarts publicitaires pour rassurer les consommateurs, et a même organisé une distribution gratuite à Rome et à Milan. Le président actuel de Nestlé, Yves

• Destruction de "The Ecologist"

La revue The Ecologist, revue anglaise distribuée dans le monde entier, est la revue de référence des écologistes. Elle avait décidé pour son numéro de septembre de faire un numéro entièrement consacré à la firme Monsanto qui inonde le monde avec sa propagande pour les organismes transgéniques. A la veille de la sortie du numéro, les rédacteurs de la revue apprenant que les exemplaires avaient été détruits par leur imprimeur, celui-ci évoquant la peur de poursuites judiciaires... Un nouvel imprimeur a

Barboux a annoncé que pour le moment la firme n'utilisait pas de produits transgéniques mais qu'à l'avenir ces produits seront intégrés "comme dans le reste de l'Europe, car cela fait partie du progrès". Le groupe alimentaire a annoncé que cette affaire lui a fait perdre 150 millions de francs. (source : Le Progrès, 14 décembre 1998)

• Le maïs mélangé...

Après la décision du Conseil d'Etat de suspendre l'autorisation d'utilisation des semences transgéniques de maïs, le gouvernement avait promis que les premières récoltes seraient faites cet automne de manière distincte. Après enquête dans les préfectures et dans les champs, la Confédération paysanne révèle que les préfets et les DDA n'ont reçu aucune consigne du gouvernement et que, sur place, les récoltes se sont faites sans distinction du type de maïs. Comme de plus, les stades de maturité étaient sensiblement les mêmes, les récoltes ont eu lieu en même temps. (source : Campagne Solidaire, décembre 1998)

été trouvé et le numéro est finalement sorti en octobre. Le numéro rappelle que cette firme s'était déjà rendu célèbre avant les OGM pour avoir commercialisé des PCB (famille des dioxines), l'Agent Orange (gaz toxique utilisé au Vietnam), les hormones de croissance bovine (interdites en Europe), le Roundup (pesticide réputé dangereux) et que l'on a du mal à croire qu'aujourd'hui cette même firme s'intéresse vraiment au sort de l'humanité. Après la réimpression à 16 000 exemplaires de son numéro spécial sur Monsanto, The Ecologist s'est trouvé confronté à un nouveau problème : les deux principaux distributeurs de presse en Grande-Bretagne ont refusé de l'acheminer vers les points de vente. Les lois britanniques prévoient en effet que tous les acteurs d'une publication peuvent être poursuivis.

Pour ceux qui lisent l'anglais, ce numéro est disponible contre 3,5 £ (35 FF) auprès de :

The Ecologist, Cissbury House, Furze View, Five Oaks Road, Slinford, W. Sussex RH13 7RH, UK.

jouvence
EDITIONS



Pierre Pradervand

un pionnier de la vie simple

Découvrir les vraies richesses

Pistes pour vivre plus simplement

Cet ouvrage passionnant indique avec clarté et humour qu'il existe des alternatives aux aberrations de la société de consommation. Sa lecture rend sa conclusion évidente :



il est possible de vivre mieux avec moins.

256 pages • 96 FF

Vivre sa spiritualité au quotidien



Pour Pierre Pradervand, la spiritualité authentique doit pouvoir se vivre au quotidien, dans le bureau ou à l'usine, le supermarché ou la cuisine, les conflits... et les joies. Il propose donc une spiritualité de tous les instants, qui peut s'exprimer et se vivre partout. Avec Le simple art de bénir, texte constituant l'âme de ce livre, il nous fait redécouvrir le sens originel de la bénédiction, en dehors de toute doctrine religieuse, et nous propose de poser un nouveau regard sur le monde.

144 pages • 85 FF

GRATUIT avec chaque livre, le poster A4 :
Le simple art de bénir
une invitation à donner et recevoir de l'amour !

EN CADEAU pour toute commande de 2 livres
"Le travail n'a de sens que s'il est partagé" de René Longel (Valeur 35 FF)

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code Postal :
Ville :
Je commande :

Frais de port : 25 FF
Paiement par chèque à la commande

A retourner à : Editions Jouvence - BP 7
F - 74161 St Julien-en-Genevois Cedex
Tél 04 50 43 28 60 • Fax 04 50 43 29 24

Jura

NOUVELLE STRUCTURE POUR LE BIOLOPIN



Comme nous l'avions indiqué dans notre article paru en janvier 1998, le Bio-Lopin était confronté à un problème relevant de l'histoire du lieu. Comme au départ, c'est un agriculteur, Alain Richard, qui a prêté ses terrains pour l'implantation de l'éco-village, il y avait un décalage entre les nouveaux arrivants et Alain Richard. Après une année de réflexions et de démarches administratives, un projet de SCI, société civile immobilière, vient de voir le jour. Toutes les personnes amies peuvent prendre des parts (à 1000 F) dans cette SCI. L'ancienne SCI mise en place sur seulement deux hectares de terrain où étaient prévues des constructions disparaît et la valeur du terrain est intégrée au sein de la nouvelle SCI. Alain Richard fait un apport en nature en mettant la totalité de ses terres au sein de la SCI. Ainsi, l'ensemble des lieux et des habitations sont propriété de la SCI. Cette SCI loue ensuite ses

terrains et habitations aux habitants de l'éco-village regroupés au sein de l'association Bio-Lopin Centre d'Alternatives Appliquées. Le montant des loyers est décidé par les porteurs de parts de la SCI. L'association Bio-Lopin CAA regroupait ainsi sous cette nouvelle formule, au début de l'année 1999 :

- un couple avec trois enfants qui ont repris l'activité agricole complétée par la table d'hôte et l'accueil à la ferme,
- un atelier de sculpture avec une adulte et sa fille,
- Spirale, société de promotion de l'habitat écologique, animée par deux adultes dont un avec un enfant.
- une activité d'apiculture animée par un couple avec deux enfants.

Pour en savoir plus : Bio-Lopin CAA, 39570 Saint-Maur
tél : 03 84 44 22 75.

Eco-villages FORMATION

Les rencontres entre réalisateurs d'éco-villages et de personnes en recherche ont mis en évidence le besoin d'une formation à la création d'éco-village. De telles formations ont déjà été mises en place en Allemagne, Angleterre, Danemark. Pour la première fois, une formation se tiendra en français. Ce sera du lundi 22 mars au vendredi 26 mars, avec au programme : gestion et organisation financière et juridique (sécurité individuelle dans le collectif), exemples adaptés aux situations française et belge ; acquisition collective de terres, problèmes écologiques à prendre en

compte (habitat, gestion des ressources, gestion des déchets, épuration des eaux usées, compost, gestion des espaces naturels...) ; organisation sociale : structure coopérative, non-propiété, consensus, etc.

Renseignements : Terre d'Enneille, Grande Enneille 102, B 6940 Durbuy tél : 00 32 86 32 34 56.

SYSTÈME D'ÉCHANGES ENTRE ÉCO-VILLAGES

De la même manière que se développent les SEL, systèmes d'échanges locaux, un groupe de réflexion s'est constitué au sein du Réseau français éco-villages pour essayer de mettre en place un sys-

tème d'échanges entre éco-villages. Ce groupe est demandeur de suggestions sur le sujet.
Ecrire à : Jean-Luc Girard
42, rue du Fbg Figuerolles
34000 Montpellier
e-mail : jlucgirard@infonie.fr.

Hongrie VILLAGES SOUTENABLES

Gömör est une région hongroise située dans une des dernières régions du pays où la nature n'a pas été saccagée. Depuis 1993, avec le soutien d'organisations écologistes européennes, des associations locales essaient de mettre en place un programme de développement soutenable dans les petits villages de cette région de collines : agriculture biologique, vie conviviale, artisanats traditionnels, tourisme respectueux des lieux, protection des sites naturels... Dans ce cadre, un stage en français sur le travail du feutre est organisé fin mars sur huit jours.

On peut en savoir plus en écrivant à : Erika Barna, Gömörszöllös, 3728 Kassai Ut 37-39 Hongrie.

Internet SITES ALTERNATIFS

A Toulouse, une équipe d'animateurs s'est mise en place pour publier une liste d'infos les plus diverses, dans un délai de seulement quelques heures : d'un appel urgent et local à la révolution mondiale. En s'inscrivant sur ce serveur, on peut s'exprimer et recevoir les infos de toute la liste : <http://altertern.org/nonmai>.

A Lyon, Alternet qui existait sur le minitel est maintenant sur internet : www.alternet.org. Ce serveur se veut une agence de communication et un catalogue des ressources.

TRAVAILLEURS VOLONTAIRES EN FERMES BIO

A l'image du réseau britannique WWOOF, un début de réseau a commencé à se mettre en place pour organiser l'aide de volontaires dans la filière bio. Renseignements : *Travailleurs volontaires en bio*, 24610 Montpeyroux.

Colmar PÉDAGOGIE STEINER

L'école Mathias Grünewald de Colmar est une école privée hors-contrat qui développe la pédagogie Steiner. Elle comprend un jardin d'enfants (70 enfants) et douze classes que fréquentent 360 élèves. Elle a un budget de fonc-

tionnement de 5 MF et ne bénéficie d'aucune subvention. Elle est installée depuis 1983 sur un terrain de 1,4 hectare. Elle envisage la construction d'un nouveau bâtiment permettant de mettre en place une cantine scolaire et d'ouvrir trois nouvelles classes. Ces bâtiments remplaceront en partie des préfabriqués actuels qui ne sont plus aux normes de sécurité. Pour cela, l'association immobilière qui gère les bâtiments de l'école, cherche à réunir un capital de 5,8 millions de francs. Sur cette somme, une partie proviendra de l'apport des parents, une partie des aides légales que l'on peut obtenir dans ce cadre-là. Reste à trouver environ 2 millions. L'association cherche des personnes qui acceptent de faire des versements automatiques (150 F par mois pendant 7 ans) ce qui permettrait d'emprunter à la NEF, la banque alternative, l'équivalent de la somme ainsi promise pour un prêt-relais.

Pour en savoir plus : Association immobilière de Colmar, Ecole Mathias Grünewald, 4, rue Herzog, 68124 Logelbach, tél : 03 89 41 52 91.

Aude RÉSERVE & HAMEAU BIOTIQUE

Afin d'acquiescer dans l'Aude une propriété de 30 hectares qui servira ensuite à développer un projet de hameau biotique réinsérant l'homme dans son milieu (biocentrique), une société civile immobilière a été mise en place pour un montant de 275 000 F en parts de 2500 F. Le projet prévoit l'installation de quatre familles avec comme approche commune l'écologie profonde et la simplicité volontaire. La culture de champignons sur bois dur, en milieu boisé, et l'accueil d'un tourisme vert devrait constituer les ressources financières.

Pour en savoir plus : SCI La Piche, Emilia Hazelip, BP214, 11306 Limoux, tél : 04 68 31 51 11.

Eco-villages RÉPERTOIRE EUROPÉEN

Depuis 95, un réseau intitulé Global Eco-village Network (GEN) s'est mis en place à l'initiative de quelques éco-villages existants dont le plus ancien, Findhorn, a 30 ans. Le secrétariat européen de GEN d'abord géré par l'éco-village allemand "Lebengarten" est assuré depuis 98 par l'éco-village belge Terre d'Enneille (voir Silence n°226-227). Une des premières réalisations de ce réseau a été de mettre au point un "répertoire des Eco-villages en Europe". Celui-ci qui recense en 184 pages 57 réalisations est disponible en anglais contre 30 DM (environ 100 FF) auprès de GEN, Ginterweg 5, 31595 Steyerberg, tél : 00 49 57 64 9 30 40.

Sarthe NOUVELLE COMMUNAUTÉ DE L'ARCHE

Les communautés de l'Arche existent depuis la fin de la dernière guerre et s'appuient sur une démarche issue de la pensée de Gandhi. Une nouvelle communauté de l'Arche vient de se créer à proximité du Mans : *Communauté de l'Arche, Vaujoubert, 72700 Rouillon.*

LE MONDE À L'ENVERS

Cette petite revue épisodique commence une nouvelle série avec un dossier sur les tremblements de terre liés aux essais nucléaires. Ce numéro est disponible contre 20 F auprès de : *Ressouvenances, 02600 Cœuvres.*

LES COURTISANS DE LA TERRE

Cette nouvelle revue s'intéresse à ceux qui veulent développer la "bi-culture agrilogique" et réhabiliter le métier de paysan. Le premier numéro peut être demandé à : *Les Courtisans de la Terre, 7, rue du Stade, 68970 Guémar.*

Lyon UN REGROUPEMENT ASSOCIATIF

Les pentes de la Croix-Rousse ont toujours été un foyer d'agitation associatif (voir le livre *Le rêve au quotidien* de Mimmo Pucciarelli). La Maison de l'Écologie est située dans une petite maison coincée entre de grands immeubles. Cette maison est occupée par des associations depuis les années 70 et elle a été achetée en viager au début des années 90, après un accord amiable avec le propriétaire, un artiste sympathisant. Des locaux proches sont en vente (600 m²) pour un prix modeste (1,2 million de francs). Sur cette surface, le tiers est tout de suite utilisable, le reste nécessiterait d'importants travaux. L'équipe qui pendant un an a animé le restaurant à prix libre Le Crève-lune serait intéressée pour participer dans ces lieux à la mise en place de structures associatives avec au centre une grande salle de réunion et un bar associatif. Un emprunt bancaire est possible... à condition d'avoir quand même une part importante de la somme nécessaire (au moins la moitié). Un appel à prise de parts dans une SCI, société civile immobilière (sur le même modèle que pour les locaux où Silence est avec d'autres associations) est en cours.

LES CHANTS DE LA LIBERTÉ

Vous pouvez en savoir plus en demandant une présentation du projet à : *Maison de l'Écologie 4, rue Bodin, 69001 Lyon tél : 04 78 27 29 82.*

C'est devenu une pratique courante dans les manifestations : on prend un chant connu et on recompose le texte en fonction de la cause défendue. Lors des grèves de 1995, de nombreux textes ont été ainsi adaptés et une association les a réunis dans un CD spécial qui est sorti début 1998. Ce CD est accompagné d'un texte de 28 pages qui explique l'origine de ces chants très contemporains. On peut se procurer le CD (contre 80 F + 10 F de port) auprès de : *Association pour l'art et l'expression libre, 8, chemin de Bagnolet, 31100 Toulouse, tél : 05 61 21 53 92.*

PETITES PHRASES

"Ils ne savaient pas que c'était impossible, alors ils l'ont fait"
Jean Cocteau.

"Conservez votre curiosité, respectez la vie, ne cessez jamais de vous émerveiller".
Théodore Monod.

"Nous avons tout à gagner de ne plus nous perdre jamais dans les filières du travail et de la rentabilité".
Raoul Vaneigem "Nous qui désirons sans fin".

COMPAGNONNAGE ALTERNATIF

Le REPAS, réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires, organise à partir de mars prochain un parcours pratique en entreprises destiné à des jeunes de 18 à 25 ans qui veulent s'investir dans un projet d'activité économique collective, qui pensent que la qualité de vie est plus importante que la fiche de paie, que faire un travail épanouissant est plus important que militer pour les 32 h, qui sont intéressés pour revivifier le milieu rural ou lutter contre la déshumanisation urbaine, qui veulent "faire" plutôt que discourir. Inscriptions avant le 15 février. Renseignements : *REPAS, Le Mat, 07120 Balazuc, tél : 04 75 37 73 80.*



l'envol

l'éducation autrement

Le journal des acteurs pour une autre éducation

N°2 • Hiver 1998/99 • 15 F

AU SOMMAIRE

- **Mouvement lycéen et crise de société**
- **Allègre ou la posture du magicien**
- **Ecoute et attitude éducative**
- **L'art dans la pédagogie Steiner**
- **Grande pauvreté, échec scolaire et exclusion sociale**
- **et d'autres thèmes à découvrir...**

Ce numéro peut être obtenu contre **20 F** (port compris) par chèque à l'ordre de :
L'ENVOL/EDA - BP 15 - 44640 St-Jean-de-Boiseau
Tél./Fax : 02 40 65 90 61

PROFITEZ DE L'OFFRE DÉCOUVERTE

RÉSERVÉE AUX LECTEURS DE SILENCE

Abonnement 5 n° = 60 F

Par chèque à l'ordre de L'ENVOL/EDA

PETITE PHRASE

"Aujourd'hui, le nucléaire n'attire plus grand monde : il est perçu comme une filière ringarde, qui appartient au passé. Plusieurs enquêtes dans les universités ont souligné cette perte d'intérêt (...)

Ce n'est plus un créneau porteur. Rares sont les polytechniciens, par exemple, qui s'engagent dans cette voie. Le nucléaire, aujourd'hui, c'est un peu la machine à vapeur". *Jean-Paul Schapira, directeur de recherche en physique nucléaire au CNRS, Science et Vie, novembre 1998.*

PETITE PHRASE (BIS)

Annonçant sa démission de secrétaire départemental de la Meuse, Jean-Paul Cantineaux termine sa lettre à Dominique Voynet ainsi : "Dans le sol de la Meuse, des milliers d'obus témoignent s'il en est besoin, que même enterré, le danger revient toujours à la surface".

Le lendemain, le magazine "Monitor" de l'ARD, la première chaîne allemande, a révélé le contenu des contrats signés par les compagnies d'électricité allemandes avec la Cogéma et la British Nuclear Fuels Limited quant au retraitement des déchets radioactifs. Dans ces documents qui n'avaient encore jamais été rendus publics figure la clause de "force majeure", laquelle exclut tout dédommagement financier lorsqu'un gouvernement ou un parlement décide d'abandonner la filière atomique. La Cogéma ne peut donc s'opposer à l'arrêt des contrats allemands. Pas plus que le gouvernement français.

Enfouissement des déchets VOYNET MAL À L'AISE !



Ah il fallait entendre crier les Verts quand un Lalonde ou une Lepage cédait sur un dossier lié au nucléaire ! Le 9 décembre, à la suite d'un conseil des ministres, le gouvernement annonçait la création de trois laboratoires d'études sur l'enfouissement des déchets. Le premier laboratoire (qui sera évidemment la porte ouverte à l'enfouissement dès 2006) devrait être construit à Bure, dans la Meuse. Un deuxième sur un site granitique à définir. Enfin, le troisième devrait voir le jour dans le Gard. Seule consolation pour Dominique Voynet, ce dernier étudiera la possibilité d'un enfouissement réversible à faible

profondeur. Michèle Rivasi, ancienne présidente de la CRII-Rad, députée apparentée PS, ne s'y est pas trompée. Elle a dénoncé publiquement ce faux pluralisme : la réversibilité n'a jamais été étudiée sérieusement et le rapport, remis en juin dernier par la Commission nationale d'évaluation, est clair sur le sujet : "la réversibilité devra maintenir des coûts qui assurent la compétitivité de l'industrie nucléaire". Compétitivité qui n'existe déjà que parce que le gouvernement subventionne outrageusement cette énergie. Voynet a reconnu le soir même "qu'elle était mal à l'aise". C'est vraiment la moindre des choses.

Belgique FIN DU RETRAITEMENT EN FRANCE

Le gouvernement belge a annoncé le 7 décembre dernier qu'il ne renouvelait pas ses contrats avec l'usine Cogéma de La Hague et qu'il achèverait seulement un contrat datant des années 70 concernant 650 tonnes de déchets et dont 98 % ont déjà été expédiés à La Hague. Ce retrait est un nouvel échec pour la politique nucléaire française.

(source : Réseau sortir du nucléaire, décembre 1998)

ALLÈGRE MENTEUR

Evoquant la décision allemande de sortie du nucléaire, Claude Allègre, pro-nucléaire notoire a déclaré, le 18 novembre dernier à Paris, dans un colloque sur le risque : "s'ils se mettent à refaire du charbon, je vous garantis que sur la France, nous aurons des pluies acides et que vous aurez intérêt à porter un chapeau à chaque fois qu'il pleuvra parce que sinon votre crâne sera piqué par de l'acide sulfurique" (...) "le charbon a tué beaucoup plus de monde que le nucléaire, Hiroshima et Nagasaki compris, et continue aujourd'hui, par ses coups de grisou à tuer énormément de monde". Nous ne savons pas avec quoi il a eu le crâne piqué, mais c'est quand même inquiétant de savoir que ce type a la responsabilité de l'éducation de nos enfants. Dans le même genre, Le Point du 14 novembre énonce le même genre d'idiotie en écrivant : "De 1970 à 1992, le travail dans les mines de charbon a provoqué 6418 morts. Le nucléaire 31 (Tchernobyl)". Rappelons à cette revue que l'Ukraine a publié en avril dernier une liste de 12 519 personnes mortes des suites de Tchernobyl et que le gouvernement biélorusse estime pour sa part que la seule catastrophe de Tchernobyl provoquera à terme 1 500 000 morts. Et il n'y a pas qu'à Tchernobyl que le nucléaire tue. Enfin, les anti-nucléaires ne prônent pas un retour au charbon, mais demandent l'utilisation du gaz à court terme, des économies d'énergie et enfin le recours aux énergies renouvelables.

La Hague COURRIERS AU PRÉFET

Une nouvelle enquête sur les rejets radioactifs de l'usine Cogéma de La Hague doit avoir lieu bientôt. Sans attendre, Greenpeace a lancé une campagne de courriers au préfet de la Manche lui demandant de respecter les engagements internationaux de la France dont celui concernant la protection de la mer interdit les rejets radioactifs en mer. On peut se procurer le modèle de lettre dans un groupe local de Greenpeace ou directement au niveau national : Greenpeace, 21, rue Godot-de-Mauroy, 75009 Paris, tél : 01 53 43 85 85.

Allemagne LA FRANCE ESSAIE DE FAIRE PRESSION

Alors que le ministre vert de l'environnement Juergen Trittin annonçait que le projet de loi visant à interdire le nucléaire sur le territoire allemand était prêt dès la mi-décembre, le conseil des Ministres du 16 décembre 1998 a décidé de repousser toute décision à la mi-janvier. Raison officielle : il faut d'abord négocier avec les exploitants et en particulier avec la Cogéma française pour éviter d'avoir à payer des dédommagements. C'est directement Dominique Strauss-Kahn qui dans une lettre à son homologue allemand avait menacé celui-ci de mesures de rétorsions.

Golfexh FUITE RADIOACTIVE

Le 28 novembre dernier, une fuite radioactive s'est produite dans un des réacteurs alors à l'arrêt. Cette fuite a contaminé légèrement 80 personnes... car pendant 4 heures la direction de la centrale a différé l'évacuation du bâtiment. (source : Réseau Sortir du nucléaire)

Propagande à tous les étages

Le lobby nucléaire essaie de maintenir la tête au-dessus de l'eau.

Tous les moyens sont bons.

Qui a eu le culot de se pointer à l'Assemblée nationale avec un petit objet cylindrique dans la main pour y déclarer : "Le volume n'est pas considérable. Je me suis permis de vous amener dans une petite boîte tout à fait étanche, quelque chose qui représente, en vitrifié, l'équivalent des déchets correspondant à la quantité d'uranium nécessaire pour fournir une famille moyenne française en électricité de 1956 à 2000" ? Et à la tribune en plus. Voyons, quelqu'un qui prend les députés pour des cons ? Non, non, pas le célèbre professeur Pélerin de feu le SCPRI (l'homme qui a repoussé le nuage de Tchernobyl à nos frontières). Non, pas Jean Syrota, qui a cumulé, un temps, la promotion du nucléaire et sa surveillance... C'était le 25 juin 1991 et c'était le ministre de l'Industrie de l'époque : Dominique Strauss-Kahn. Oui, oui, celui qui est assis juste à côté de Dominique Voynet aujourd'hui. La prochaine fois, promis, il vient avec les 60 000 tonnes de déchets produits chaque année dans nos réacteurs pour nous expliquer qu'on peut les enfouir dans son bureau.

Propagande dans les écoles

Le démarchage commercial est interdit dans les établissements de l'éducation nationale... sauf si vous bénéficiez de la couverture d'un service public. Sous prétexte d'informer sur le sommet de Buenos Aires et sur l'effet de serre, le CEA, la Cogéma, EDF et Framatome se sont associés pour distribuer dans les écoles un jeu de 45 questions-réponses dont le titre est "énergie et effet de serre". Exemple : "quel est le principal atout de l'électricité?" "la propreté, la consommation d'électricité ne génère aucune pollution au stade de l'utilisation". L'enfant comprendra-t-il qu'il en génère au stade de la production ? "Vrai ou faux : d'ici à 2020, la consommation d'énergie dans le monde sera identique à celle d'aujourd'hui". "Faux, elle augmentera au moins de 50 % d'ici 2050". L'enfant notera-t-il que ceci est pure spéculation et que l'on parle dans la question de 2020, dans la réponse de 2050 ? "Quelles sont les trois grandes ressources mondiales d'énergie ?" "Le charbon, l'uranium et les hydrocarbures". L'énergie solaire qui produit le vent, le bois,

et plus lentement le charbon et les hydrocarbures est éliminé. "Le charbon est-il une énergie fossile ou renouvelable". Réponse : "une source fossile comme le pétrole et le gaz". Alors que l'uranium est aussi un matériau non renouvelable, il n'apparaît pas, ce qui laisse sous-entendre que lui n'est pas limité. Etc. Goerhing, responsable de la propagande nazie, disait : "répétez suffisamment de fois une idée fausse et elle deviendra vraie".

Et comme cela ne suffit pas, un directeur d'école primaire nous envoie un catalogue "d'outils pédagogiques" reçu avant Noël dans son école : on y trouve des jeux fournis par le CEA, Gaz de France, le centre d'informations pétrolières, l'ANDRA, aux côtés de France-Télécom, les producteurs de jus de fruits, l'ONF, des assureurs, les producteurs de semences (d'OGM?) et même Médecins sans frontière. Tout ceci est parfaitement illégal, mais Allègre s'en moque sans doute allègrement. Allègre n'a-t-il pas travaillé, en tant que géologue, sur le dossier de l'enfouissement des déchets ?

Propagande dans les médias

Depuis le 7 janvier, la Cogéma a commencé une nouvelle campagne de publicité pour promouvoir "le recyclage des déchets nucléaires". Cette campagne est une réponse à la décision allemande d'arrêter le nucléaire et au gouvernement belge de ne plus retraiter. Mais les arguments sont un peu gros : selon la Cogéma, comme pour le verre ou l'aluminium, recycler le plutonium permet de faire des économies, de moins polluer... Ce qu'elle oublie de dire c'est que lorsque l'on recycle du verre ou de l'aluminium, on ne produit pas de sous-produits toxiques comme c'est inévitablement le cas avec un produit instable comme le plutonium. Il faut aussi rappeler que l'ingestion ou l'inhalation d'une particule de plutonium suffit pour déclencher un cancer, ce qui n'est pas le cas des autres matériaux. EDF dispose d'un budget annuel de 2,5 milliards de francs pour assurer sa promotion. Pourquoi un tel budget dans un service public ? Et combien dépensent Framatome, le CEA, la Cogéma ? Et comment expliquer que chaque semaine dans une salle du ministère de l'Industrie, se réunissent tous les chargés de communication aussi bien du lobby du nucléaire que des services "indépendants" chargés de les surveiller ? Vous avez dit "mafia". Mamma mia !

Francis VERGIER ■



Nogent-sur-Seine MESURES SECRÈTES

La lecture du budget de la ville de Paris indique que celle-ci dépense 2620 F pour participer au financement du contrôle de la radioactivité dans les eaux de la Seine, contrôle assuré par le CRECEP qui dispose d'un budget total de 655 230 F. Cela prouve au moins que l'accident n'est pas exclu par les autorités. Mais lorsque des citoyens demandent les résultats des mesures, personne ne donne de réponses : ni le CRECEP, ni la mairie. Laure Schneider, élue du Mouvement écologiste indépendant, est intervenue pendant le vote du budget, cet automne, pour s'étonner qu'elle ne puisse avoir accès à ces chiffres. On attend toujours la réponse de la mairie.

Civaux ARRÊT PROLONGÉ

Suite à la panne relativement grave intervenue en mai 1998, EDF avait annoncé un redémarrage de la nouvelle centrale de Civaux, près de Poitiers, en janvier 1999. Le 4 novembre, elle annonçait une nouvelle date : mars 1999. Malheureusement, la découverte d'une perte de fluide dans le réacteur, début décembre, fait que de nouvelles inspections sont en route aussi bien à Civaux qu'à Chooz pour étudier ces nouveaux défauts... et EDF ne donne maintenant plus aucune date pour le redémarrage. Civaux prend un chemin qui ressemble curieusement à celui de Superphénix.

Superphénix DÉCRET POUR L'ARRÊT DÉFINITIF

Le décret pour l'arrêt définitif de Superphénix a enfin été publié par le gouvernement le jeudi 31 décembre au Journal Officiel. Ce texte autorise "le déchargement du cœur du réacteur, la vidange du sodium et le démontage d'installations non-nucléaires définitivement mises hors service". L'exploitant de la centrale, la NERSA (EDF à 51%) est chargé de diriger les opérations. Selon la NERSA, le déchargement du cœur pourrait démarrer pendant l'été 1999 et être fini au printemps 2001. La vidange du sodium commencera après. Les derniers pro-surgénérateur ont engagé divers recours devant le Conseil d'Etat estimant que le gouvernement ne pouvait pas prendre de telles décisions.

Emplois

● Le CNIID, centre national indépendant d'information sur les déchets, offre deux emplois-jeunes sur une durée de cinq ans avec la perspective d'une embauche définitive. Un premier poste concerne la communication du CNIID : promotion, recherche de financement, campagne d'adhésion, participation à des salons écolos, à des conférences, organisation de groupes locaux... ; le deuxième poste est destiné au développement de la coordination nationale contre l'importation, l'exportation et l'incinération des déchets (qui regroupe aujourd'hui 250 associations) avec gestion d'un annuaire, de réunions de travail, des ateliers thématiques, organisation de rencontres, mise en place d'une documentation accessible sur Internet... Les candidat-e-s doivent avoir un projet d'investissement dans ce domaine sur le long terme, le sens des responsabilités, le sens de la rigueur. Les emplois sont postés à Paris. Formation informatique assurée. Un engagement militant dans le domaine des déchets est un plus. Envoyer CV et lettre de motivation à : CNIID, 26, rue d'Annam, 75020 Paris, tél : 01 43 58 68 65.

● Commerce multiple en Périgord à reprendre et à réanimer, dans jolie bastide. Seul commerce de la commune et "parlement du peuple" : bar, restaurant, gaz, tabac, journaux, épicerie, gîte. Contact : 05 53 63 18 69.

● Vivre avec les Indiens ? Roberta Blackgoat, présidente de la nation Dineh (Navajo) cherche un berger autonome pour garder moutons et chèvres en Arizona. Pour en savoir plus : AIDEX, 30126 Mars, tél : 04 67 82 05 16.

● L'ARPE, association rurale de propositions et d'échanges, 38118 Saint-Baudille-de-la-Tour, développe une dynamique avec des exploitations agricoles alternatives et un réseau d'adhérents organisés en relais dans le Nord Isère afin de développer un autre rapport à la consommation. L'ARPE cherche une personne motivée pour s'installer en milieu rural et soutenir ses activités (emploi jeune). Le travail consistera en maintien et transmission des savoir-faire ruraux, accueil et animation de groupes à partir d'activités de jardinage biologique, de soins aux animaux, de fabrication de pain et de fromages... tâches administratives autour des activités de l'association. Envoyer lettre de candidature, photo, CV.

Vivre ensemble

● Dans un petit village ardéchois, entre Privas et Aubenas, je loue un F2 et un F4 dans une grande maison de 350 m² entièrement rénovée. Grand terrain en bordure de rivière. Possibilité pour le F4 de co-gérer 2/3 gîtes/chambres d'hôtes avec tables d'hôtes + petit camping 6 emplacements, mais ce n'est pas obligatoire. Chiens non acceptés du fait de la présence de nombreux

autres animaux domestiques. Renseignements au 04 75 94 26 28 de préférence entre 18 et 21 h.

● Couple musiciens écolos, futurs parents, cherche lieu de vie avec terrain (plusieurs hectares), et personnes esprit Silence pour vie communautaire, tendances autonomie (potager, verger, poules...), artistique (musique...) et artisanale. Tél : 04 50 40 15 49 ou écrire à David Maurer, Les Hauts de Magny, 01280 Preressin.

● Cherche artisans potiers, menuisiers, charpentiers, agriculteurs biologiques, en France et à l'étranger, associations ou ONG de soutien à l'artisanat et/ou l'agriculture bio ayant besoin d'une main d'œuvre bénévole pour quelques jours/semaines/mois en échange de l'hébergement. Je suis qualifiée en poterie, maçonnerie, jardinage, animation, j'ai des notions de cuisine, agriculture bio, biodynamisme, herboristerie, massage, couture et tous travaux de construction. Ecrire : Chloé Dequekek, Poste restante, Peyreladas, 23480 Ars.

● La Valensolette, oasis d'Emmaüs, 04410 Puimisson, tél : 04 92 74 72 76 vous propose de vous accueillir soit en vacances ou en stages (payant) soit pour participer aux tâches quotidiennes (gratuit).

Logement demandes

● Cherche à louer logement à petit prix, avec cour ou jardin, région Céret et Le Boulou (Pyrénées orientales), tél : Axel, 06 86 33 77 09.

● La Fédération Artisans du Monde, association de solidarité internationale, cherche des locaux (bureaux) de 120 m² minimum, libres au 1er février 1999 sur Paris ou proche banlieue. Merci de contacter Coralie Hermeloup, Fédération Artisans du Monde, tél : 01 49 29 95 15.

● Maman de lhoo (3 ans) et Serena (19 mois), ayant pour projet d'entrer à l'école de sage-femme de Nantes dans le but d'exercer en libérale, cherche sous-, co- ou location ou site communautaire dans la grande périphérie de Nantes (40 km), offrant environnement favorable aux enfants (nature, proximité école sympa ou "différente", autres enfants...). Toute proposition bienvenue. Aiderait aux divers travaux. Magalie Christophe, 194, rue de Mazureau, 49410 Le Marillais, tél : 06 10 03 39 30.

● Je cherche toujours un F3 esprit Silence, à la campagne, entre Lentilly, Ste Consoise, Pollionnay et Vaugneray, tél : 04 74 70 83 67 le soir.

● Couple de Chalon (71) cherche hébergement gratuit à Lyon pour nuits du 26 et 27 février, cause salon Primevère. Tél : 03 85 48 44 07.

● JH sérieux cherche chambre ou petit appartement meublé à louer à la campagne (dpts 30 ou 34), au calme. De préférence dans ferme bio ou éco-village. Dans ce cas, accepterais volontiers de travailler à mi-temps sur le lieu en échange d'un loyer réduit. Etudie toute autre proposition du même genre. Laisser message au 06 85 25 74 21.

Logement offres

● offre deux chambres à louer dans une maison partagée avec jardin, à Campigny-sur-Marne, grand salon avec cheminée, terrasse, jardin, garage. Esprit Silence bienvenu, enfant aussi. RER A Champigny, 1800 FF + charges/chambre. Renseignements : 01 48 81 17 31.

● Dordogne Est Lalinde : chambre d'hôtes tout confort, grand parc, jardin, site calme sur hauteur, promenades, idéal pour repos, convalescence, toutes saisons, petit déjeuner compris avec ou sans dîner, cuisine végétarienne bio. Ecrire à Yvette Naal, La Bergerie, Millac, 24150 Mauzac et Grand Castang, tél : 05 53 22 52 41.

● Située dans le Val-de-Loire, en pleine nature, à 8 mn de la gare de Saumur, notre maison spacieuse en pierre de tuffeau nous permet d'accueillir une personne H ou F ou un couple (de + de 60 ans) dans un cadre calme et agréable : chambre + sanitaires + douche sur 32 m². Entrées de plein pied. Famille d'accueil agréée. Cela vous garantit un service et une qualité de vie, valorisés en sus par une cuisine saine tirée essentiellement de notre jardin (+ verger + basse-cour) conduit en biodynamie depuis mai 1990. La durée d'un séjour peut être d'un à trois mois, susceptible d'être reconduit. Kochert Fernand, Les Pruniers, 49160 Saint-Martin de la Place, tél : 02 41 38 43 27 le soir.

Recherches

● JF, 28 ans, cherche hébergement contre aide jardin bio, plantes médicinales, apiculture, respect de la nature et de l'homme... tél : 02 47 27 86 02.

● Passionné par l'apithérapie, je souhaite communiquer avec ceux qui auraient cette même passion pour les antibiotiques fabriqués par les abeilles, et ainsi partager notre savoir à cet égard (surtout en ce qui concerne le venin et la propolis). Jean Coulon, Le Tal, 63390 Saint-Gervais-d'Auvergne.

● Cherche livres, articles sur l'histoire, les idées, les actions d'Action Directe. Ecrire à : A. Croisian, 1, place de la Cathédrale, 37000 Tours.

● Cherche hameau sur le point de disparaître en Finistère ou Côte d'Armor afin de faire un projet d'installation en milieu rural. Cherche également des personnes travaillant sur un tel projet. Dominique Reverdy, 6, Bd de la Méditerranée, 31400 Toulouse.

● Existe-t-il une pétition concernant l'utilisation du numéro de sécurité sociale par le fisc ? Yann Glémot, 28, rue Clémenceau, 35400 Saint-Malo.

● Cherche couches coton lavable (une vingtaine) pour bébé de 10 kg et plus, avec ou sans culottes plastiques (type Indispensables ou Bébés écolos). Possibilité d'échange. Faire offre au 00 32 69 85 92 71 ou écrire à M. Detourmay, 21 rue E. Boyer, 7642 Antoine (Belgique).

Rencontres

● Réf. 241.1 Campagne normande, écologiste silencieux, paysan à l'écoute de la nature féconde, autonome et passionné, 49 ans, accueille avec joie compagne d'amour et de vie. Ecrire à la revue qui transmettra.

● Réf. 241.2 J.F. 33 ans, simple, sociable, aimant nature, alimentation bio, souhaiterait entrer en contact avec personnes domiciliées dans les départements 02, 59, 80. Ecrire à la revue qui transmettra.

● Cherche à entrer en contact avec lecteurs-trices de Silence dans les environs de Bayonne. Tél : Jean, 05 59 63 87 13.

● Cherche compagnon de voyage, homme ou femme, 20-45 ans, courageux, motivé pour travailler pour le soutien à l'artisanat et l'agriculture bio, de préférence non-fumeur, végétarien. Je peux aider financièrement aux frais de voyage. Ecrire : Chloé Dequekek, Poste restante, Peyreladas, 23480 Ars.

● Christian Pechet, La Proue 2, 6 Bd François Blancho, 44200 Nantes, tél : 02 40 12 47 95 après 19h, 31 ans, cherche à rencontrer des personnes esprit Silence de la région ouest.

Echange

● Echange un filtre à eau Filopur d'une valeur de 1500 F contre une semaine en gîte ou autre pendant vacances scolaires. Maurice Langlois, Martigné, 35133 Le Chatelier.

A vendre

● Vends d'occasion les ouvrages suivants (port compris) : L'universalisme (D Kessouf, 40 F), Résister (Adret, 5 F), Récits de Christiana (JM Traimond, 40 F), Guide pratique de l'écologiste (L. Samuel, 50 F), Les métiers de l'écologie (Silence HS, 40 F), Le manuel de la vie sauvage (A. Saury, 110 F). Possibilité d'échanger contre d'autres livres. Franck Buendia, 18, rue de Normandie, 41100 Vendôme.

● Vends maison ancienne et/ou bâtiments à restaurer dans hameau, 1 h ouest de Toulouse avec terrain en biologie (jusqu'à 10 ha). Belle situation isolée. Tél le soir : 05 62 66 54 40.

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés.

Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois.

Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement

Domiciliées : Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 30 F en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.

Sélection : Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

34 000 000 000 000 F

Trente quatre mille milliards de francs, soit environ 30 ans du budget de la France, c'est ce qu'a coûté aux Etats-Unis la course aux armements entre 1940 et 1996. C'est le résultat d'une vaste enquête rendue publique en juin dernier aux Etats-Unis et résumée dans *La Recherche* de décembre 1998. Ce sont au total 7000 engins nucléaires, selon 65 modèles et 116 types de vecteurs, qui ont été construits. Jusqu'à maintenant, le gouvernement ne donnait au public que le chiffre du coût de conception et de fabrication des armes nucléaires. Or ce chiffre ne représente en fait que 7 % du total. Le reste est composé de la gestion des déchets (6,3 %), le démantèlement (0,5 %), les systèmes de défense (16,1 %), le suivi des armes ennemies (14,3 %)... mais surtout, ce qui coûte cher c'est le déploiement des armes (55,7 %). Non seulement ces armes n'ont servi qu'à rassurer la population américaine, mais les auteurs s'interrogent en constatant que malgré l'effondrement du bloc soviétique, les dépenses continuent de croître aujourd'hui car il faut encore gérer 10 000 têtes nucléaires représentant 120 000 fois la bombe d'Hiroshima.



NUCLÉAIRE MILITAIRE SANS FIN

Selon une étude publiée lors du 13e Congrès mondial des Médecins internationaux pour la prévention de la guerre atomique/Médecins responsables socialement, IPPNW, le 7 décembre à Melbourne, les essais nucléaires américains ont provoqué un cancer de la

thyroïde chez 212 000 personnes. Alors que la proportion d'iode dégagée lors d'un "fall-out" ne représente que 3 %, il y a tout lieu de craindre une quantité énorme de tumeurs générées par d'autres substances libérées lors des 1030 tirs. Autour de Semipalatinsk (Kazakhstan), les 470 des 715 explosions de l'ex-URSS ont irradié 1,2 million d'individus. Entre le 16 juillet 1945 et le 28 mai 1998, le total mondial des "expériences" se

chiffre à 2052 (dont 210 pour la patrie des Droits de l'Homme !...). La puissance des déflagrations se situe autour de 510 mégatonnes et correspond à 34 000 bombes d'Hiroshima. Selon l'IPPNW, sur les 36000 ogives encore existantes, "5.000 restent en état d'alerte permanente". L'organisation requiert des "négociations immédiates en vue du démantèlement de toutes les armes atomiques".
(correspondance René Hamm)

Inde CAPACITÉ NUCLÉAIRE

Si le gouvernement indien a annoncé qu'il ne ferait pas d'autre essai nucléaire, il n'a par contre pris aucun engagement sur la fabrication d'armes nucléaires. Selon l'Institut d'études sur la défense de Delhi, l'Inde dispose actuellement d'un stock de 250 kg de plutonium, de quoi équiper une cinquantaine de têtes nucléaires. (source : *Down to Earth*, compilation 1997)

FORMATIONS À LA NON-VIOLENCE

L'association Cap Nature de Genève organise des formations : "affirmation de soi, le 24 avril, et "introduction à la communication non-violente", les 5 et 6 juin. Ces stages sont destinés en priorité à de futurs animateurs de camps de vacances. Renseignements : Cap Nature, 3, rue Hoffmann, CH 1202 Genève, tél : 022 733 63 64.

Pays-Bas / Belgique MARCHÉ POUR LE DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE

Une marche non-violente partira devant la cour internationale de justice de La Haye le samedi 15 mai pour rejoindre Bruxelles où un camp de paix se tiendra du 28 au 30 mai devant le siège de l'OTAN. Les étapes seront de 20 à 25 km. Nourriture végétarienne avec un prix en fonction du niveau de vie du pays d'origine des marcheurs. L'objectif de marche est de demander à l'OTAN d'appliquer le verdict de la cour internationale de justice qui en 1996 a déclaré l'usage des armes nucléaires illégal. La marche est coordonnée par l'association For Mother Earth et est relayée dans chaque pays par des individus chargés de constituer des groupes d'affinités. L'objectif est de trouver 2000 marcheurs venus d'un maximum de pays différents. En France, le coordinateur est : Serge Levilayer, centre Thomas Hélye, 50440 Biville, tél : 02 33 52 76 93.

ESSAIS NUCLÉAIRES EN POLYNÉSIE : BILAN & PROPOSITIONS

Le centre de documentation et de recherche sur la paix et les conflits, CDRPC, organise le samedi 20 février, à l'Assemblée nationale, rue de l'Université, Paris 7e, un colloque intitulé : "la fin des essais nucléaires en Polynésie, bilans et propositions pour l'avenir". Il donnera la parole à des experts indépendants de la métropole comme de Polynésie. Ils compareront ce qu'a fait la France et les Etats-Unis et feront des propositions en direction des élus. Intervenants : Vincent Jaubert (Nouvel Obs), Marie-Hélène Aubert (Verts), Yves Cochet (Verts), Bruno Barrillot (CDRPC), Corine Castanier (CRIL-Rad), Abraham Behar (AMFPGN), Roland Oldham (Hiti Tau), Hiro Tefaarere (élu polynésien), Jean-Luc Thierry (Greenpeace), Mgr Aram, (président du conseil œcuménique des Eglises) et sous réserve Christian Bataille (PS), Michèle Rivasi (apparentée PS), Gabriel Tetiarahi (Hiti Tau), Jacky Bryant (Vert polynésien), Bany de Brum (Iles Marshall, îles des essais US), Jean-Yves Le Déault (UDF), Dominique Voynet. Programme complet : CDRPC, 187, montée de Choulans, 69005 Lyon, tél : 04 78 36 93 03.



Défense PROTESTATIONS DES VERTS

Alors que le programme du PS prévoyait une remise en cause de certains programmes militaires, le budget 1999 voté le 6 novembre dernier passe de 238,3 à 243,5 milliards de francs. Les Verts et le PC ont voté contre. Yves Cochet, pour les Verts, a essayé d'obtenir que le PS tienne une promesse de son programme : l'abandon du programme Laser Mégajoule : "Une de nos critiques vise le programme de simulation Laser Mégajoule, dont nous proposons par l'amendement 54 de supprimer les crédits. Certains responsables socialistes ne disaient-ils pas l'an dernier que ce programme est inutile et dispendieux ? Il relance en effet la course à de nouvelles armes nucléaires en contradiction avec les engagements internationaux de la France relatifs à l'arrêt des essais nucléaires. Plutôt que de nous lancer en avant dans ce programme, notre pays devrait mettre ses capacités au service du contrôle du désarmement nucléaire". Le PS a fait voter son budget avec le soutien de la droite.

PETITES PHRASES

«Le plus grand danger est de se retrouver coincé dans une spirale de déclin écologique, de pauvreté et de troubles, menant à l'effondrement social, économique et environnemental». Extrait d'une déclaration signée par 1600 scientifiques dont 102 Prix Nobel, au moment du sommet de la Terre à Rio en 1992.

«L'Etat ne doit donc pas être le seul à investir et il faut arriver à de véritables joint-ventures avec les entreprises. Naturellement, l'entreprise participerait aussi à la définition des contenus de l'enseignement, contrairement à ce que nous disions en 1968».

Daniel Cohn-Bendit, «Une envie de politique», 1998, à propos de sa vision de l'éducation. Le patronat demande exactement la même chose.



«En France, la consommation de médicaments est particulièrement forte. Pour freiner cette consommation, on demande une participation au malade. C'est un principe acceptable si l'on tient compte des maladies et des situations sociales».

Daniel Cohn-Bendit, «Une envie de politique», 1998, à propos de l'assurance-maladie privée. Il ne parle pas des moyens écologiques de résorber le trou de la sécu : faire que les gens restent en bonne santé. Ce qui suppose de fermer les usines polluantes... comme celles de l'industrie pharmaceutique par exemple.

«Cohn-Bendit, c'est comme le paté aux alouettes : une alouette de libertaire, un cheval de libéralisme». Communiqué de Jean-Pierre Chevènement, décembre 1998.

DÉCHETS TOXIQUES & DROITS DE L'HOMME

Un groupe de pays africains a posé la question à l'ONU de savoir si l'exportation clandestine de déchets toxiques vers d'autres pays, au risque d'y provoquer la mort des gens, n'était pas une violation des droits de l'homme. L'algérienne Fatma-Zohra Ksentini a été chargée de rassembler les éléments d'enquête nécessaires. Seuls 18 pays sur 185 membres de l'ONU ont répondu à ses questions. Les principaux accusés sont les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Australie, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas.

Autre question soulevée à l'ONU : l'exploitation des forêts des pays du sud par des compagnies étrangères n'est-elle pas une violation des droits de l'homme. Le pillage des forêts provoque en effet le déplacement des populations, la stérilisation des sols par érosion éolienne et ruissellement et donc l'entassement de personnes dans des bidonvilles ou des camps de réfugiés.

(source : *Courrier International* du 10 décembre 1998)

Allemagne POGROM

Le 10 avril 1970, die Gesellschaft für bedrohte Völker, la Société pour les peuples menacés (anciennement comité "Action d'aide au Biafra" créé en 1968), publia le premier numéro de sa revue *Pogrom*. Au sommaire de cette édition figuraient notamment une interview de Bernard Kouchner sur "l'échec de la gauche au Biafra" et un texte de Jean-Paul Sartre, "la domination mondiale des gangsters". Le numéro 200, paru en novembre 1998, dresse le bilan de 29 années au service des minorités et des Droits de l'Homme partout dans le monde. La GfbV, qui jouit depuis août 1993 d'un statut d'experte accréditée auprès du Conseil économique et social de l'ONU, offre une "voix aux victimes". Elle œuvre en liens étroits avec l'Unrepresented Nations and Peoples Organization. Le bimestriel *Pogrom*, tiré à 7.000 exemplaires, contient des articles de fond et des reportages d'une remarquable teneur. Source d'informations de première main, il constitue un outil extrêmement précieux pour tout... germanophone concerné par la défense de la dignité et des prérogatives de nos semblables.

Contact : Gesellschaft für bedrohte Völker, Postfach 2024, D 37010 Göttingen, tél : 00 49 551 499 060, fax : 00 49 551 58 028. Abonnement à *Pogrom* : 180 F pour six numéros. (correspondance René Hamm)

ATTAC AU PROFIT DE QUI ?

Depuis maintenant un an, à l'initiative du Monde Diplomatique, l'association ATTAC (action pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens) multiplie les conférences pour demander la mise en place d'une taxation sur les échanges boursiers et que le produit ainsi récolté soit utilisé à la lutte contre les inégalités et la misère. Aujourd'hui, l'association revendique 5500 membres et une centaine de relais locaux. Cette campagne n'a pas notre soutien et nous nous en expliquons : est-il éthique de ne prélever que 0,5 % du montant des valeurs spéculées et donc de laisser aux financiers 99,5 % de leur bénéfice ? La taxation à 20,6 % (via la TVA) des ventes d'armes limite-t-elle les ventes d'armes ? ou les ventes de centrales nucléaires ? A-t-on déjà vu une taxe servir à empêcher un phénomène détestable ? Cela ne nous semble pas une solution. D'autant plus que le phénomène étant par définition international, quelle instance sera chargée de redistribuer l'argent ? Sous le contrôle de qui ? Du FMI ? de la Banque mondiale. Il ne faut pas

redistribuer l'argent... il faut l'empêcher de se concentrer. Les buts de l'association Attac ne le permettent pas. On vous donne quand même leurs coordonnées : Attac, 9 bis, rue de Valence, 75005 Paris.

ANARCHISME : UNE PENSÉE EN DEVENIR ?

Différents groupes libertaires organisent fin octobre 1999 à Toulouse, un colloque international sur le thème : «l'anarchisme, une histoire de femmes et d'hommes, une pensée en devenir ?». Un appel à contribution est lancé. Contact : Renaud de Bellefon, Colloque anarchisme, Université Toulouse-Le Mirail, Maison de la recherche, 5, allée A. Machado, 31058 Toulouse cédex, tél : 05 62 95 54 51, e-mail : jfsoulet@wanadoo.fr.

VERTS ET OUVERTS ?

Depuis que les Verts présentent des listes aux élections européennes, la tradition voulait qu'une place sur quatre de la liste soit offerte à des représentants du mouvement associatif. Les enjeux de pouvoir sont tels aujourd'hui que pour la première fois, la liste européenne sera entièrement verte.

Etats-Unis ET LES DROITS DE L'HOMME ?

Les Etats-Unis ont mis quarante ans à ratifier la convention sur le génocide, vingt-huit ans pour la convention sur l'élimination de la discrimination raciale, vingt-six ans pour le pacte des droits civils et politiques. Plus de 160 Etats ont ratifié la convention bannissant la discrimination contre les femmes : pas les Etats-Unis. Seuls deux pays n'ont pas signé celle sur le droit des enfants : les Etats-Unis et la Somalie. C'est le seul pays à s'opposer à la mise en place d'un tribunal international permanent approuvé par 120 Etats de l'ONU. C'est aujourd'hui le premier à passer outre l'ONU en attaquant l'Irak unilatéralement. Le principe est simple : faire appliquer le droit international chez les autres tout en refusant de l'appliquer chez soi.

(source : *The Economist*, repris dans *Courrier International* du 10 décembre 1998)



USA - Irak

CONFLIT POUR OCCUPER LES MÉDIAS ?

Depuis la chute du mur en 1989, les USA n'ont plus de bouc émissaire, ce qui est bien gênant pour mener des opérations de prestige, faire vibrer la fibre patriotique, bref, éloigner les citoyens des vraies questions politiques. Alors, comme nous l'avions déjà signalé à l'époque, un émissaire US va inciter le Koweït à provoquer l'Irak. La guerre du Golfe éclate ainsi en 1991 et le feuilleton se poursuit aujourd'hui. Saddam Hussein est devenu l'ennemi à abattre et à chaque fois qu'un problème surgit aux USA, on envoie un porte-avion dans le Golfe pour renouveler la suspense.

Nous exagérons ? Sachez alors que l'Irak, malgré l'embargo, malgré le discours officiel, reste indéfectiblement l'un des principaux fournisseurs de pétrole des USA. Selon les statistiques officielles

US, en août 1998, l'Irak était le deuxième fournisseur des USA, avec 22,1 millions de barils, derrière l'Arabie Saoudite (45,5 millions) et devant le Koweït (8,5 millions). Et ceci ne concerne que les ventes directes. L'essentiel passe par d'autres biais, les compagnies américaines telles Chevron ou Esso ont pris l'habitude d'acheter leur pétrole à l'Irak en passant par exemple, par des licences russes. Quant à Bagdad, l'entourage de Saddam se satisfait de l'embargo qui lui permet de recueillir l'aide alimentaire de multiples organisations humanitaires et de contrôler la population irakienne par le biais de multiples contrebandes, spéculations... Bref, les dirigeants des deux bords sont satisfaits.

(source : *Courrier International*, 19 novembre 1998)



VÉRITÉ SANTÉ PRATIQUE

Dans notre liste de revues publiée cet été, nous signalions *Vérité santé pratique*. Un de nos lecteurs nous signale que cette revue a été fondée par Alain Dumait sur le même modèle que *Les 4 vérités hebdo*, géré par la même personne. Or, cet Alain Dumait, ancien UDF, a créé début 1998 le *Parti pour la liberté, PPL*, avec le soutien, entre autres, de Pierre Lance, animateur de la revue *Ere Nouvelle*. Le PPL a rejoint le CNI au mois d'octobre 1998 et Alain Dumait en est devenu vice-président. Le CNI se situe politiquement entre le RPR et le FN en se présentant comme «*la droite dure face à la droite molle*» (le Monde du 6 octobre 1998). Toutes ces revues sont donc dans la mouvance alter-native... de l'extrême-droite.

«AVENIR DE LA CULTURE» CONTRE LE PACS

Avenir de la Culture est l'un des principaux groupes lobbyistes contre le PACS, pacte civil de solidarité. Il est apparu en 1986, en lançant une campagne de lettres contre le CUS, contrat d'union civile, ancien nom du PACS. Des dizaines de milliers de lettres ont été diffusées avec une prose du genre : «*voulez-vous que demain, à la porte de votre école, un couple d'homosexuels regarde sortir vos enfants ou vos petits-enfants ? Les sodomites et les adeptes de*

l'amour libre comptent sur votre inertie». Ce groupe revendique la pétition des 12000 maires contre le mariage homosexuel présenté à l'origine comme l'initiative personnelle d'un maire de la Creuse, Michel Pinton.

Avenir de la Culture procède par carte-postale pétition que les gens reçoivent chez eux et n'ont plus qu'à retourner signées à Maignon. Parmi les dernières campagnes de cette association qui se revendique proche du Vatican, des campagnes contre les messageries roses dans les «gratuits», ou contre l'éducation sexuelle à la télévision (campagne pour les préservatifs du printemps 89, dessin animé «Le bonheur de la vie» en 91-92 suspendue après que France3 ait reçu 600 000 lettres). Les éditeurs du livre «Sex» de Madonna sont traînés en justice... sans succès. Les organisateurs de la Gay Pride font l'objet de pressions.

L'association a annoncé avoir envoyé 1,2 million de lettres dès la première année en bénéficiant de l'aide de groupes anti-avortement ou de radios catholiques (comme Radio-Courtoisie, proche du FN). Elle revendique aujourd'hui 250000 sympathisants. Ces derniers reçoivent progressivement des documents d'un autre groupe dénommé Tradition, Famille et Propriété (TFP). TFP se présente comme «*le mouvement de catholiques anticommunistes le plus important dans le monde*» (droit de réponse publié dans Le Monde - Radio-Télévision du 3-4 mai 1992). On retrouve ce groupe, créé en 1960, lié aux coups d'Etats brésiliens de 1964 et chilien de 1973. Il défend en Amérique du Sud, les grands propriétaires terriens. TFP-France fondé en 1975 s'est fait connaître au public par deux pages de publi-

cité dans la revue d'extrême-droite *Minute* en 1982. L'ADFI, association de défense de la famille et de l'individu, classe TFP comme «une secte pseudo-catholique».

GREENPEACE : UNE SIMPLE MARQUE ?

Une des critiques faites à Greenpeace est de fonctionner plus comme une entreprise que comme une association. Une critique qui prend son sens quand on découvre cette annonce passée dans le *Courrier International*, du 26 novembre 1998 : «*CTI commercialise du linge de maison et des produits accessoires en grande distribution et en VPC (licence Disney, Barbie, Bonne nuit les petits, Zorro, Greenpeace...).* CTI recherche... ». Etonnant.

LES RICHES VOTENT POUR VOYNET !

Réuni à Davos chaque année, le gratin ultra-libéral des firmes multinationales avait déjà placé l'année dernière Dominique Voynet dans les politiques qui compteront au siècle prochain. Dans son numéro de décembre 1998, la revue *Worldlink*, organisatrice des rencontres, a composé le gouvernement de rêve vu par ces patrons. Le premier ministre serait Tony Blair et la ministre de l'environnement Dominique Voynet. Ces deux-là ne font pas peur au grand capital. (source : *La Lettre d'écologie sociale*, n°3)

Montpellier

JOURNÉES LIBERTAIRES

Les journées libertaires de Montpellier se tiendront du 13 au 16 mai sur le thème «l'écologie sociale et la cité : d'Elisée Reclus à Patrick Geddes, les idées et les actions, 1899-1999». Des émissions de préparation aux débats se tiendront sur Radio Clapas, 93.5 Mhz, à 22 h 30, les mercredi 27 janvier, 24 février, 24 mars, 28 avril et 12 mai. Programme complet : *Journées libertaires, BP11, 34830 Clapiers*.

Rhône-Alpes MILLON DÉJUGÉ

Suite à un recours d'Etienne Tête, conseiller régional Vert, le Conseil d'Etat a dû se pencher sur les conditions dans lesquelles Charles Millon a réussi à se faire élire à la tête de la région Rhône-Alpes. En effet, la loi interdit les négociations entre les tours d'élection de la présidence, ce qui n'a manifestement pas été respecté. Millon a également fauté sur le mode de désignation des vice-présidences. Le 10 décembre, le Conseil d'Etat a annulé toutes les élections de l'exécutif de la région. Depuis neuf mois, la région est restée bloquée sur de nombreux sujets. En particulier dans le milieu culturel et universitaire où la résistance a été effective. Le 7 et 8 janvier, la salle du Conseil régional était pleine... de journalistes. Il aura fallu deux jours de débats pour nommer Anne-Marie Comparini (UDF) qui a bénéficié des voix de la «gauche plurielle» au dernier tour d'élection.

Des ruptures mais peu de banalisation

Le colloque organisé par Silence et le département de sociologie de l'université Grenoble II s'est tenu fin novembre devant une centaine de personnes. Le public se répartissant en nombre sensiblement égal entre chercheurs et militants. Les interventions comme les débats ont été riches et constituent un réel événement tant ce genre de réflexions sur le fond se fait rare dans la mouvance écolo.

Si un colloque n'est pas une œuvre révolutionnaire, c'est quand même le moyen de s'apercevoir qu'aussi bien universitaires que militants ont encore de nombreux débats à mener pour mieux cerner ce qu'est la mouvance écologiste.

L'intervention de **Philippe Lebreton**, auteur de plusieurs livres sur l'écologisme, a permis de saisir comment l'écologie scientifique a pu donner naissance à un mouvement politique. L'observation de la nature — phénomène indépendant de notre espèce — et de l'environnement — ce que nous avons modifié — permet de remettre en cause des questions philosophiques : ainsi, l'effet de serre nous rappelle que l'homme est toujours dans la nature. Les modèles antérieurs plaçaient l'homme au centre du monde ; mais après s'être interrogé sur l'âme des femmes, celle des indiens, on s'interroge aujourd'hui sur celle des animaux et des plantes. La vue de la Terre par satellite a fait prendre conscience que notre monde est fini. Enfin, la science nous apprend que, comme toute espèce, l'homme est mortel. Ceci fait que les écologistes mettent en avant un principe de *syntèse* — le holisme — qui s'oppose à la vision mécanique des choses : le tout est plus que l'ensemble

des parties ; un principe de *modestie* : nous devons arrêter notre colonialisme destructeur de la nature ; un principe de *précaution* : il faut savoir attendre de connaître un sujet, ses causes et ses conséquences avant de prendre une décision. Cette dernière notion, qui repose sur une autre approche du *temps* se heurte à notre fonctionnement politique actuel.

Daniel Cérezuelle, philosophe et sociologue, a ensuite essayé de montrer quelle sont les remises en cause du travail qui sont nées de la réflexion écologiste — et pas seulement d'elle. Si le travail a pour but de répondre à un besoin, il a également un rôle sur la place de l'individu dans la société, rôle réel ou imaginaire, car le travail permet de participer à un collectif. Le travail autonome s'oppose au travail d'échange, ce dernier étant progressivement devenu monétaire. Celui-ci, s'il crée du lien social détruit également du lien privé. Le travail peut être libérateur pour celui qui, comme l'ont été longtemps les femmes, souffre au sein du clan familial, mais il est également aliénant dans la mesure où il nous met à la merci d'autres maîtres. L'erreur des penseurs de la gauche et de la droite est de considérer le travail uniquement comme une valeur d'échange. Or, il a bien d'autres rôles. Le travail privé (les tâches ménagères) a par exemple un rôle fondamental dans la transmission des savoir-faire, dans l'éducation. Le travail doit être aussi considéré sous un aspect qualitatif (produire quoi, pour qui, comment), il doit favoriser la créativité, ce que ne permettent pas toujours les machines sensées libérer l'hom-

A gauche : **Jean-Guy Vaillancourt, Dominique Allan-Michaud**
et à droite : **Eric Pététin**



me. Le robot conduit le plus souvent à l'uniformité. Le développement du travail salarié a conduit à une perte d'autonomie et de responsabilisation et crée une dépendance qui explique le désarroi des chômeurs actuels. Actuellement, les solutions apportées à la question du travail exportent les problèmes dans le *temps* (dégradations de la planète à gérer dans le futur) et dans l'*espace* (délocalisation des travaux durs et des déchets). Ce problème est le résultat d'un décalage entre l'accélération du temps des techniques et l'évolution lente des sociétés et des écosystèmes.

Jean-Paul Bozonnet, sociologue, a présenté tout un ensemble de sondages faits au niveau européen sur un large échantillon de population. Ces sondages font ressortir le décalage important entre la sensibilisation aux questions environnementales (souvent plus de 90 % des gens ont conscience d'un problème comme par exemple la pollution de l'air) l'engagement écologique au quotidien (les gestes verts) et l'engagement politique (quelques % de la population). Très peu de gens sont opposés à la promotion des idées écologistes et si les écologistes désignent volontiers l'extrême-droite comme l'ennemi politique à combattre, ces études montrent que ce sont surtout ceux qui ont une pratique religieuse qui s'opposent aux idées écologistes.

Dominique Allan-Michaud, sociologue, est intervenu sur la question de la position des écologistes vis-à-vis de l'Etat. Depuis 1974 qu'il étudie la pensée écologiste, il a pu tout lire sur la question : de l'Etat-minimum repris par les plus libertaires à l'Etat-maximum qui transparaît chez les conservateurs qui demandent toujours plus de lois et de règlements. D'autres Etats sont apparus dans les discours : «seule une écologie socialiste» plaidait René Dumont, alors qu'Yves Cochet, en un temps, prônait un «Etat-mutuel» où ne seraient maintenus que les formes de solidarité et de services publics. Ces divergences s'expliquent par le flou idéologique des écologistes à leur naissance comme mouvement social dans les années 70 : certaines idées ont été importées de la gauche socialiste par l'intermédiaire d'une revue comme *Le Sauvage*, d'autres par le courant libertaire via *La Gueule Ouverte* née dans le giron de Charlie-Hebdo. Enfin, les idées de droite ont eu leur expression à travers une revue comme *Pollu-Stop*. Si la *dialectique est inachevée*, cela est avant tout dû à un engagement électoral précoce qui a bloqué de fait la progression théorique (surtout en France, mais aussi à un degré moindre ailleurs). Si certains axes sont communs depuis le début — la lutte anti-nucléaire — d'autres divisent profondément — la démographie par exemple. L'idée de société *alternative* a le mérite d'éviter de fermer le débat idéologique, confronte l'engagement personnel au discours, permet de tester à petite échelle des idées qu'on voudrait voir à plus grande échelle. Ce concept est né d'une volonté anti-hiérarchique et anti-autoritaire dans l'après-68. Les alternatives sont tiraillées entre les oppositions économie/social et commercial/politique. Elles ont bénéficié d'un Etat conciliant qui y voit avant tout la possibilité de canaliser les énergies militantes dans une action positive qui recrée du lien social. L'absence d'études suivies sur le sujet laisse un grand flou sur l'importance de ces initiatives alternatives. Avant 1980, les estimations oscillaient entre 1000 et 10 000 pour la France. Une étude des années 80 les estime à plus de 1000. Aujourd'hui, personne n'en sait rien, mais on a probablement un tassement de ces initiatives.

Ce passage du débat théorique du début des années 70 aux initiatives alternatives en parallèle avec la démarche électorale pose des questions : cela peut-il déboucher sur une force sociale comme l'a été le mouvement coopératif du XIXe siècle ou va-t-on vers la même coupure pratiques alternatives/écologisme que coopératives/socialisme ?

André Micoud, sociologue, dirige une équipe de recherche qui s'intéresse aux acteurs des conflits environnementaux. Après une introduction sur la



En haut : **Jean-Guy Vaillancourt**

En bas, de gauche à droite : **Touveron, Dominique Allan-Michaud, Louise Lassonde, Sylviane Poulenard**

conception même du colloque (relation entre les observateurs et les observés), il a essayé de distinguer ce qu'il a appelé les écologistes, les écolos, les écologistes. Les premiers sont des scientifiques, les deuxièmes des praticiens dans leur vie quotidienne, les derniers sont des militants. Chacun d'entre nous est alors un mélange de ces trois genres, ce qui le conduit à parler d'*experts-militants* qui, en prenant leur corps comme sujet d'expérimentation, en «changeant leur vie», essaient d'animer un débat politique afin d'influer sur les choix de société.

Jean-Guy Vaillancourt, sociologue québécois, a montré comment les idées écologistes ont pénétré toutes les sphères de la société. Il a comparé cela à une *galaxie en expansion*, qui va de la manif à la concertation. Selon lui, la mouvance verte est en voie d'institutionnalisation, ce qui a été contesté dans la salle : si un groupe donné semble presque inévitablement suivre ce chemin, il semble que le centre de la galaxie ne soit pas un trou noir et que

chaque nouvelle génération renouvelle les ruptures avec la société.

Du fait de la défection d'un intervenant, **Dominique Bourg**, philosophe, s'est retrouvé avec un long temps de débat avec la salle. Il a exposé ce que sont, selon lui, les dérives possibles du discours écologiste. Si la grande majorité des écologistes se retrouve au sein d'un courant démocratique avec de nombreuses variantes, il existe sur les bords de celui-ci la *deep ecology* (ou écologie profonde), un courant surtout anglo-saxon, qui rejette la modernité et la notion d'humanisme actuel. Il définit la modernité comme une idéologie économique qui fait que les individus s'intègrent dans la société en tant que producteurs. Cette modernité a été conçue effectivement en dehors de l'idée de nature du fait de son héritage judéo-chrétien. Celui-ci nous indique que le monde a été créé ex-nihilo, que l'humain est étranger à la nature, que chacun peut avoir une relation à Dieu. Le libéralisme comme le marxisme sont au sein de cette idéologie laquelle supposait que les ressources sont gratuites et inépuisables (Jean-Baptiste Say).

Aujourd'hui, si cela ne tient plus, la critique de la *Deep Ecology* représentée par les écrits d'Arne Ness, philosophe norvégien, pose problème : en refusant l'homme au centre du monde, on trouve des textes qui en arrivent presque à souhaiter la mort de l'humanité pour laisser la nature en paix. Les écrits de Hans Jonas proposent une dérive autoritaire de la critique de cette modernité en proposant la création d'une «tyrannie bienveillante» d'experts. Dominique Bourg a également signalé une possible dérive d'écologie de marché qui voudrait faire croire que tout peut se résoudre dans la modernité actuelle.

Le débat qui a suivi son intervention a montré qu'aussi bien sociologues que militants contestent son analyse. Ainsi Dominique Allan-Michaud lui a demandé quels liens pouvait-il y avoir entre un discours philosophique réel et un mouvement social qui, au moins en Europe, est quasiment imperceptible : selon lui, ce serait plutôt l'excès de démocratie qui serait une spécificité du mouvement écologiste. Pierre Jacquot, qui étudie les militants en France et en Allemagne, a également signalé l'inexistence de cette mouvance autoritaire.

Les écologistes présents ont plus critiqué l'expression médiatique de l'auteur sur le sujet. Si celui-ci dit qu'il a été souvent interrogé sur cette question par les médias et qu'on ne choisit pas ce qu'on y reprend, il lui a été signalé que



En haut, de gauche à droite : Jean-Paul Bozonnet, Dominique Bourg, Mimmo Pucciarelli
En bas : André Micoud

dans ces écrits, il oublie toujours de dire que cette dérive ne représente qu'une petite minorité d'écologistes. La question des «éco-guerriers» de Fontainebleau a été évoquée : s'ils emploient des méthodes proches de la *deep ecology*, ils ne sont pas suspectés pour autant d'une dérive autoritaire. De même, s'il existe autour de Waechter une tendance «hors-gauche» de l'écologie, celle-ci ne remet en cause ni la démocratie, ni l'humanisme.

En dehors de ces interventions en séance plénière, les ateliers ont permis un débat plus actif en petits groupes.

Au cours de celui sur l'écologie et le féminisme, **Solange Fernex**, ancienne députée des Verts, très impliquée dans les mouvements pacifistes féminins, a expliqué comment depuis les écrits de Françoise d'Eaubonne sur l'éco-féminisme, une réflexion s'est engagée sur la perception différente des femmes vis-à-vis des questions écologiques. En particulier comment le patriarcat a donné le monde hiérarchique actuel. Exploitation de la nature et exploitation de la femme relèvent du même mode de pensée. Elle pose la question du rôle de la maternité : alors que durant leurs grossesses, les femmes consacrent un *temps* important à réfléchir sur l'avenir de leurs enfants, leur fragilité, et ainsi à réfléchir sur le sens de la vie, les hommes n'ont pas ce temps de réflexion. Ils continuent le plus souvent à travailler, et s'occupent assez peu de l'éducation et de la santé de leurs enfants. Le fait de ne pas enfanter peut expliquer leur besoin de créer autrement. Cela peut se traduire par une course à la croissance destructrice de la nature, mais également par la production de textes théoriques et la prise de parole dans les groupes politiques, y compris chez les écologistes. Si le féminisme des années 80 a

été tourné sur la revendication de l'égalité, l'approche écologiste fait qu'aujourd'hui le féminisme se tourne plus vers la revendication du droit à la *différence*.

Dans un atelier consacré aux initiatives collectives alternatives, **Michel Bernard** de Silence a précisé ce qui selon lui distingue le militant de l'alternatif. Le premier est confronté à l'*urgence* et doit se battre sans arrêt *contre*, alors que le second fait le choix de s'engager dans la *durée* et de construire *pour*. Beaucoup d'écologistes sont à la fois militants et alternatifs. Les alternatives collectives où l'on retrouve les écologistes — mais pas seulement eux — sont, par ordre d'implication croissant, les SEL, systèmes d'échanges locaux, les coopératives comme les Biocoop, les entreprises alternatives (Ambiance

Bois, Ardelaine...), les éco-villages et les communautés. L'alternative peut porter sur son mode de vie, sur son mode de travail, sur la mise en commun de moyens. Les communautés (ou collectifs) sont celles qui tentent le saut global dans un projet utopique. Globalement l'ensemble de ces initiatives représente entre 25 000 et 50 000 personnes. On constate que plus l'engagement — l'écart avec la société dominante — est grand, moins il est étudié. Et même si aujourd'hui il existe au moins une centaine d'initiatives communautaires, on ne sait pratiquement rien sur ceux qui y habitent. Mais comme l'a fait remarquer un participant à l'atelier, peut-être n'a-t-on pas besoin de «flicologues» pour poursuivre des expériences.

Mimmo Pucciarelli, auteur de l'étude «Qui sont les écologistes» a essayé de présenter sa démarche au début de son atelier : essayer d'introduire une sociologie des nuances qui évite la trop grande classification chère aux sociologues, mais également développer une démarche libertaire en essayant de faire en sorte que les groupes observés soient eux-mêmes les acteurs de leur observation. L'atelier n'a permis qu'une présentation rapide des résultats tant la matière était abondante (voir numéro de janvier).

Michel Hastings a montré que l'écologie en tant qu'idée est aujourd'hui pris en compte dans tous les partis politiques. C'est l'apparition des Verts qui a poussé à cela. En introduisant des notions comme la biodiversité, la démocratie directe, l'écologie a introduit un désordre qui apparaît comme une menace pour les partis établis, de gauche comme de droite. Les partis anciens ont donc dans un premier temps cherché à lui dénier toute légitimité, allant même jusqu'à les accuser d'être une nouvelle forme de fascisme. Ceci n'ayant pas réussi à endiguer la montée en force des idées écologistes, les partis politiques ont alors adopté une nouvelle attitude : placer l'écologie dans un domaine réservé, une sorte d'assignation à résidence. Pour cela, les partis traditionnels ont tous parlé de «leur» écologie, qui est la seule «vraie» puisque la seule compatible avec leur vision du monde. L'arrivée au gouvernement des Verts a encore modifié la vision des partis : les partis espèrent ainsi que les écologistes vont enfin «entrer dans le moule». Reste que l'écologie, en diffusant un nouvel imaginaire est loin de se limiter à un programme électoral : la plupart de ceux qui se disent écolos ne sont membres d'aucun parti (écolo ou autre) ce qui fait penser que l'écologie ne peut pas être récupérée par les partis.

Hervé Ott, du Cun du Larzac, a montré comment la guerre a des origines écologiques : contrôle des ressources énergétiques, des matières premières, de l'eau... Même si les deux concepts s'intéressent à des problèmes internationaux, dans les faits, les mouvements anti-guerres et écologistes coopèrent assez peu : pour ces derniers, les questions de défense et les alternatives à l'armée semblent des questions trop complexes. A l'inverse, les premiers ne comprennent pas toujours les enjeux qui peuvent lier le refus des plantes transgéniques et les conflits armés. Aux grandes questions internationales, les deux peuvent pourtant se retrouver au niveau d'une démarche citoyenne : par exemple par le contrôle de sa consommation.

Joël Jakubec, théologien, a mis l'accent sur la vision du temps. Prendre conscience que certains phénomènes sont irréversibles (du fait de l'entropie) et que les ressources sont limitées introduit une vision nouvelle au sein de la spiritualité : alors que les grandes religions appuient leurs espérances sur de grands cycles («l'éternel retour»), l'écologie nous indique que le déroulement du temps est linéaire. De nouvelles formes de spiritualité devraient voir le jour, mais pour le moment, elles sont difficilement perceptibles.

Pierre Jacquot a montré les différentes actions que mènent les associations écologistes pour influencer l'opinion publique et les décisions des institutions. Il mène un travail de comparaison entre les groupes français et al-



Pierre Jacquot

lemands (CRII-Rad et Öko-institut, Greenpeace France et Allemagne, France-Nature-Environnement et BUND allemand). A tous les niveaux, les groupes allemands sont plus puissants. Cette puissance peut s'expliquer par le fait qu'en Allemagne, les associations ont mieux réussi à faire passer l'environnement comme un sujet central de société, d'où plus de gens actifs, plus de moyens financiers. Cet enracinement puissant est dû à l'apparition dans les années 60 des *bürgerinitiative* (comités de citoyens) groupes qui ont travaillé en continu en particulier dans le domaine de la lutte antinucléaire, les associations équivalentes en France s'essouffant beaucoup plus rapidement. Autre différence notable : le rôle de l'Eglise, lié à l'Etat en Allemagne, qui a provoqué des débats éthiques faisant prendre conscience de ce qu'apportait l'écologie dans ce domaine.

Roland Desbordes, de la CRII-Rad, et **Frédérique Resche-Rigon**, de la FRAPNA, ont essayé de montrer comment face à des peurs irrationnelles, certains militants en sont arrivés à faire le choix d'être des contre-experts pour se placer sur le même plan que les «officiels». Un pari difficile car les moyens financiers ne sont pas les mêmes. Mais un enjeu fondamental car de là peut naître une nouvelle forme d'éducation.

Louise Lassonde, a montré comment les entreprises essaient de tirer profit du discours écologiste. Elle a ainsi cité deux entreprises qui se vantent dans leur communication de recycler entièrement leurs produits. De plus en plus d'entreprises vont ainsi plus loin que ce qu'imposent les lois, espérant en tirer une bonne image auprès du public. Mais les exemples cités ont montré les limites de ce concept : aucune activité n'est neutre et toute consommation pollue.

En conclusion du colloque, Jean-Paul Bozonnet a conclu que nous avons répondu à la question posée : si d'année en année, il y a une compréhension meilleure des idées écologistes et inévitablement une tentative de récupération de ces idées par les idéologies préexistantes, les ruptures dans le débat politique introduites par l'écologie n'ont pas été banalisées aujourd'hui et le mouvement écologique reste une donnée sociale bien vivante, ce qui laisse place à de nombreux débats futurs. Il a notamment relevé que la plupart des intervenants ont parlé de la notion du temps, de la durée et qu'il y avait là une idée qui semble centrale dans l'imaginaire écologiste.

Michel Bernard ■

(avec des compléments de Sylviane Poulenard et Madeleine Nutchey)

La supplication Tchernobyl : chroniques d'un monde après l'apocalypse

de Svetlana Alexiévitch
Ed. Lattès
1998 - 267 p. - 119 F

Dans la supplication, hommes, femmes, enfants témoignent d'un monde que nous ne connaissons pas, où l'air, l'eau, la terre et même le temps sont empoisonnés. «*Je voyageais, je parlais, je notais* écrit Svetlana Alexiévitch. *Ces gens ont été les premiers à voir ce que nous soupçonnons seulement. Ce qui est encore un mystère pour tous.*». Il n'y a aucune centrale nucléaire en Biélorussie. Mais lorsque le 26 avril 1986, le quatrième réacteur de Tchernobyl explose, les vents soufflent vers le nord. «*Parmi les millions de radionucléides propulsés dans l'atmosphère, 70 % retombent sur le sol de Biélorussie.*», 2,1 millions de personnes furent contaminées.

La Supplication n'est pas un nouveau recueil de statistiques. Avec Tchernobyl, une nouvelle histoire des sens a commencé. Le monde de l'après-Tchernobyl est un monde différent où le «*chagrin a été éparpillé à travers le monde.*». «*Achetez mes pommes*» crie une Ukrainienne sur un marché «*des bonnes pommes de Tchernobyl.*». Quelqu'un lui donne un conseil : «*Ne dis pas que ces pommes viennent de Tchernobyl ! Personne ne va les acheter — Ne crois pas cela ! On les achète ! Certains en ont besoin pour la belle-mère, d'autres pour un supérieur !.*».

La Biélorussie «*n'est plus une terre*» écrit Svetlana Alexiévitch «*mais un laboratoire*» : «*Nous sommes comme des 'boîtes noires', les enregistreurs de vol des avions... Des 'hommes-boîtes'... Nous pensons vivre, parler, marcher, manger, faire l'amour... En fait, nous enregistrons l'information !.*».

Les pestiférés modernes s'appellent les Tchernobyliens. Vivants, ce sont des curiosités ambulantes. C'est l'histoire de cette petite fille surnommée «*la luciole*», que les amateurs d'une colonie de vacances obligent à rester la nuit dans une cour, devant tout le monde, pour voir si elle brille. Morts, ils sont enterrés dans des cercueils bardés de plomb, en cachette, sous un mètre et demi de béton, «*comme des visiteurs de l'espace.*».

Avant la catastrophe, les journaux écrivaient «*Nos centrales nucléaires ne présentent aucun risque. On pourrait les construire même sur la place Rouge. Elles sont plus sûres que des samovars.*». Au temps de la catastrophe, «*nous demandions des instructions, que fallait-il faire ? Mais tout ce qu'on*

nous répondait c'était 'continuez les mesures et regardez la télé'. A la télé, Gorbatchev était rassurant : 'Des mesures d'urgence ont été prises'. J'y croyais explique Marat Philipovitch, ancien ingénieur en chef de l'Institut de l'énergie nucléaire de l'Académie des sciences de Biélorussie. *Nous avions l'habitude d'y croire.*

«*Dix ans ont passé... Tchernobyl est devenu une métaphore, un symbole. Et même une histoire.*». Les conséquences de ce qui restera dans les mémoires comme une des plus grandes catastrophes technologiques du XXe siècle dépassent l'entendement du commun des mortels. «*Il s'est produit un événement pour lequel nous n'avons ni système de représentation, ni analogies, ni expérience.*». Pour le comprendre, Svetlana donne la parole à la Biélorussie du silence : «*Je vais me souvenir de tout, pour vous...*» dit Zinaïda, une résidente de la zone, sans autorisation. Les avions, l'évacuation, les soldats, les gens qui s'enferment à clé, le bétail qui hurle, les enfants qui pleurent, le soleil qui brille, les femmes qui implorent à genoux, les insultes. «*On criait, on criait. On criait très fort. Puis plus rien. Le silence (...)* Et toi, ma petite, as-tu compris ma tristesse ? Tu vas la porter aux gens, mais je ne serai peut-être plus là. On me trouvera sous la terre...».

Virginie Symaniec

L'idéologie humanitaire

de Bernard Hours
Ed. L'Harmattan
1998 - 174 p.

Sous prétexte d'aide aux plus démunis, de «développement», l'auteur s'interroge pour savoir dans quelle mesure les ONG sont le prétexte démocratique à la mondialisation, dans quelle mesure il ne s'agit tout simplement pas de bouts de sparadrap de notre bonne conscience destinés à nous faire oublier les pratiques sanglantes de l'exploitation économique mondiale. Ancien animateur d'une ONG médicale, il a pu observer sur le terrain les multiples équivoques que développe l'aide humanitaire... et craint que tout cela ne mène à l'exclusion planétaire programmée. Bref, l'humanitaire est partie prenante de l'idéologie dominante qui vise à la concentration des richesses. Et pourquoi cela marche ? Parce que le médecin, habilement mis en valeur par les médias trouve en des populations démunies des malades prêts à se confier aveuglément à lui. L'auteur pose la question : ne faudrait-il pas mieux s'interroger sur les origines des maladies, des famines et traiter préventivement ? Le sommet est atteint par Bioforce, force armée qui écoule dans des campagnes de

vaccination massive les produits de nos industries pharmaceutiques. L'auteur, après de nombreux autres spécialistes du sujet, l'affirme ici : le sujet de l'autre n'est qu'un prétexte à de sombres menées idéologiques. Les mercenaires des ONG se transforment en gardiens des ghettos. Bref, le «nouvel humanitaire» qui a supplanté les ONG de développement dans les années 80 est aujourd'hui un instrument de reconquête de l'Occident sur ses colonies perdues. Excellente réflexion. **FV.**

Une histoire de la ville Pour repenser la société

de Paul Blanquart
Ed. La Découverte-Essais
1997 - 190 p. - 89 F

Paul Blanquart, brillant philosophe et sociologue contemporain, nous propose un véritable voyage dans le temps et dans l'espace, parcourus agréablement et fort instructif. C'est l'histoire de la ville de l'antiquité à nos jours. La conception et la construction des villes sont liées intrinsèquement au type d'organisation de la société et au mode de pensée de l'époque. L'analyse des différents types de ville qui se sont succédés nous renseigne sur les «raisons» qui les ont habitées et construites.

Dans l'histoire humaine, on peut distinguer quatre types successifs d'espace : celui de la terre, du territoire, des marchandises et de la communication. Ces quatre éléments symbolisant leur époque structurent la pensée, la société, la ville. A la terre correspond l'espace primitif, le cosmos et aussi le sacré. L'identité est le lignage, le clan, l'ancêtre, la mentalité est symbolico-religieuse. C'est l'ère des cercles centrés. Ensuite, c'est bien un territoire que construit le pouvoir politique d'abord sous la forme de la dépendance des religieux puis en prenant le dessus sur lui. La forme pyramidale organise la société à castes et les villages antiques. Quelques siècles plus tard, la ville impériale et royale s'inscrit dans l'ordre cartésien, hiérarchisé, mécanisé sur un sol géométriquement découpé et administré. L'âge des marchandises renvoie à la primauté de l'économie, la ville devient industrielle, centrée sur le travail. La structuration de la ville du XIXe siècle est conçue sur le mode d'organisation des classes sociales. Aujourd'hui, c'est la communication, l'information, qui définissent l'espace de la société monde. Nos villes sont traversées par des systèmes d'échanges complexes. Le développement urbain ne se fait plus de façon concentrique mais en rubans, en couloirs, en filaments évoquant étrangement des réseaux de neurones. Habiter aujourd'hui, s'installer c'est se brancher aux dif-

férents réseaux : gaz, électricité, eau, téléphone, téléinformatique, fax... Les flux financiers sont plus rapides et plus rentables que ceux du capital industriel et au niveau social, il y a les maîtres des flux et les «flués» qui sont bien souvent floués.

Comment faire ville aujourd'hui, c'est-à-dire comment faire société ? On ne peut plus définir l'espace urbain comme une centralité et une juxtaposition de fonctions. La ville peut être mouvement d'innovation et production d'intelligence si la complexité relationnelle des individus qui la composent s'appuie en même temps sur la singularisation et la socialisation. Dans l'organisation de l'espace, dans les relations sociales, dans l'élaboration de la pensée, il s'agit de développer la notion d'«inter», c'est-à-dire de liens, de réseaux, d'enrichissement mutuel à partir de la spécificité de chacun, de chaque système. Il s'agit de s'inspirer du monde du vivant aux frontières poreuses et aux membranes osmotiques. De ces flux, de ce flou peut émerger un homme nouveau qui, en lien avec les autres, sera capable de produire de la ville, de la vie, de l'intelligence. L'enjeu est de taille.

Yvette Bailly

Entretiens avec Chomsky

de David Barsamian
Ed. Ecosociété
(diffusion Silence)
1998 - 170 p. - 65 F

Noam Chomsky est écrivain, professeur de linguistique au Massachusetts Institute of Technology. Militant politique proche des libertaires, ce livre retranscrit des entretiens donnés en 1995 à David Barsamian, journaliste connu aux USA.

Parmi les divers sujets abordés, il dénonce le cynisme des pays industrialisés, comme par exemple celui de l'Australie vis-à-vis du Timor depuis la deuxième guerre mondiale jusqu'à aujourd'hui. Ses travaux ont été fortement influencés par Alex Carey qui a porté à l'attention du public «*qu'il y a trois phénomènes principaux au cours du vingtième siècle en ce qui concerne la démocratie. Le premier est l'élargissement du droit de vote, qui est considérable. Le deuxième est la croissance des entreprises. Le troisième, ce sont les tentatives des entreprises pour saper la démocratie... c'est pour cela qu'il y a une industrie des relations publiques. Elle a été mise sur pied à peu près à l'époque où les entreprises ont acquis leur forme actuelle, au début du siècle. Elle a été créée, comme le disaient les dirigeants d'entreprise, pour 'contrôler l'esprit du public', car ils se rendaient compte que l'esprit du public*

Nous avons également reçu

Guide-annuaire des écoles différentes 1999 de Roger Auffrand

Ed. AIE, 29, rue Davy, 75017 Paris
1998 - 332 p. - 145 F (+20 F de port)

La 17^e édition de ce guide recense les écoles publiques expérimentales, les écoles privées des pédagogies Decroly, Freinet, Oury, Cousinet, Montessori, Steiner, etc... et publie quelques réflexions d'actualité. La sélection est faite à partir d'un questionnaire précis sur le projet pédagogique, ce qui exclut de fait des écoles pittoresques mais sans contrôle possible de ce qui s'y passe.

Calendrier lunaire 1999

Calendrier Lunaire, 39120 Chêne Bernard
1998 - 72 p. - 46 F franco.

Pour les amateurs de jardinage qui pensent que l'influence de la lune est prépondérante dans la manière de cultiver. Un classique, tout en couleur et pas cher.

Oser le combat non-violent de Hildegard Goss-Mayr

Ed. Cerf
1998 - 250 p. - 110 F

Hildegard Goss-Mayr et son mari Jean Goss, décédé en 1991, ont été des militants infatigables du mouvement international de la réconciliation, un mouvement qui associe étroitement la croyance religieuse à la non-violence. Si les actions et campagnes non-violentes entreprises depuis plus de trente ans par ce couple sont tout à fait remarquables, le non-croyant aura du mal à suivre un itinéraire entièrement cadré par les théories de l'Évangile.

Pomme de reinette et pomme d'Api

de Tran Ky, Jean-Michel Guilbert & Michèle Didou
Ed. La Vague Verte (80460 Woignarue)
1998 - 210 p. - 130 F

Ce fruit mythique a subi bien des transformations à travers les âges. Ses vertus sont multiples pour notre santé... Mais malheureusement, avec la production intensive, quelques variétés font disparaître les milliers de sortes de pommes de nos ancêtres. Si vous voulez manger de bonnes pommes, achetez-en cueillies mûres chez un producteur voisin - celles vendues en magasin

peuvent avoir séjourné plus d'un an dans un frigo. Un livre fort agréable à découvrir.

Le lac Baïkal de Laurent Touchart

Ed. L'Harmattan
1998 - 240 p.
Le lac Baïkal au milieu de la Sibérie est la plus grande réserve d'eau douce du Globe. Ce lac est aussi grand que la Belgique. Il est le plus profond et le plus vieux. Il est l'une des zones naturelles la plus intéressante du monde. Une étude géographique très complète et richement illustrée de ce lac naturellement riche.

Au delà de la nature, l'environnement

de Bernard Kalaora
Ed. L'Harmattan
1998 - 200 p.

La crise de l'environnement a fait passer la nature d'une fonction utilitaire ou de loisir à une nature écologique regroupant des milieux vivants et dynamiques. Cela a créé un nouvel imaginaire social de la nature et là, la problématique n'est pas facile : comment concilier le besoin de « penser globalement » (notion de biosphère) avec « l'agir localement » (notion de citoyenneté, dimension plus habituelle du sociologue) ? L'auteur nous met en garde contre un risque totalitaire... Risque qui existe bien puisque dans cet ouvrage le citoyen n'est jamais présent : aucune référence à des associations de protection de l'environnement, aucune référence à de la presse environnementale, bref un livre écrit sans aucun contact sur le terrain. Vous avez dit sociologie ?

Enquête de justice de Pierre Lumbroso

Ed. Gammaprim
1998 - 160 p. - 69 F

Un cri lancé par un jeune avocat concernant l'inhumanité de notre système d'incarcération, totalement ignoré du grand public. La hausse des suicides en prison (+30 % en un an), la hausse des récidives sont là pour nous rappeler l'inefficacité de la « justice ». L'auteur se penche sur les différentes procédures et démontre le mythe de l'égalité : vous ne serez pas jugé de la même façon selon que vous êtes profession libérale, sans-papier ou terroriste. Malheureusement, au delà du témoignage, pas beaucoup de propositions.

serait le principal obstacle auquel ils auraient à faire face et avaient compris que la démocratie constitue une menace réelle pour la tyrannie privée, tout comme elle représente une menace pour la tyrannie de l'Etat.

Noam Chomsky décrit les structures de la société américaine organisée au profit des « riches » qui n'hésitent pas à réclamer un Etat plus puissant qui intervienne massivement en leur faveur.

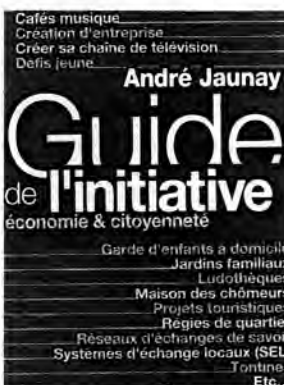
Des exemples précis illustrent ce point de vue au niveau de la ville de New-York, du gouvernement américain, des relations internationales. Il encourage à l'action et à ceux qui lui disent « c'est terrible, c'est épouvantable et ça s'aggrave, que devons-nous faire ? », il répond : « mettez-vous au travail ».

Les domaines abordés dans cet ouvrage sont vastes mais la présentation, du fait du style choisi, est hachée. Tout cela donne un ensemble assez superficiel. Il présente cependant l'avantage de pointer les bases du système dominant actuel et d'être un ouvrage assez facile à lire et qui donne envie d'aller plus loin.

SP.

Guide de l'alternative économie et citoyenneté

d'André Jaunay
Ed. Syros
1998 - 270 p. - 95 F



Voici un livre qui recense un grand nombre d'initiatives sans que soient bien visibles les raisons de citer ou non telle ou telle action. On va ainsi des jeunes entrepreneurs aux SEL, des actions municipales aux entreprises alternatives, de la pédagogie Freinet au mécénat d'entreprise. Cela fait un peu inventaire à la Prévert. Il faut attendre le chapitre « enjeux » (p.181) pour connaître les motivations de l'auteur : « toutes les expériences que nous venons de présenter témoignent de la capacité d'action et de réaction de la société ». Il met alors en avant comme points communs une redistribution des responsabilités, une valorisation des res-

sources locales, et l'intérêt de redescendre le plus près du citoyen pour prendre des décisions économiques. Si l'ouvrage comprend quelques centaines d'adresses et de contacts, on est loin de la qualité d'un travail comme le *Catalogue des Ressources* (1994) ou de la richesse du *Guide des Alternatives* (qui vient de publier une édition 1999 réactualisée). Ce manque de « sens » de l'ouvrage provient peut-être de la vision réformiste de la société de l'auteur qui fait qu'il a complètement négligé des pans entiers de l'alternative (les écoles différentes, l'agriculture biologique, les énergies renouvelables, les éco-villages, les collectifs urbains, les communautés rurales...). Un choix d'initiatives restrictif et mystérieux.

MB.

Le livre noir du capitalisme

ouvrage collectif
Ed. Le temps des Cerises
1998 - 425 p. - 140 F

Si le livre noir du communisme peut presque aujourd'hui faire un bilan (contesté) des méfaits de ce mode de gestion politique, vouloir faire un livre noir du capitalisme est une œuvre forcément inachevée car celui-ci continue aujourd'hui, jour après jour, à écraser de sa doctrine les hommes, les cultures et l'environnement. Gilles Perrault, Philippe Paraire, Maurice Rajsfus, François Chesnais, Jean Ziegler, Yves Frémion et beaucoup d'autres essaient ici de montrer les conséquences de ce monde censé être d'opulence. Comme le rappelle en conclusion l'éditeur, si le communisme a tué quelques dizaines de millions de personnes, le capitalisme tue aujourd'hui, chaque année, par la faim, au moins 6 millions de personnes ; on comptait 40 millions de réfugiés en 1997, cinq millions et demi de personnes sont mortes dans des conflits liés à la guerre économique entre 1990 et 1995. Des textes bien argumentés. Un livre percutant. Y a-t-il une issue ?

MB.

Face au Front National

de P.A. Taguieff et Michèle Tribalat
Ed. La Découverte
1998 - 140 p. - 42 F

Ce livre se décompose en deux parties. Dans un premier temps Michèle Tribalat démonte, de façon un peu ardue, mais persuasive, un rapport pseudo-scientifique du FN, le rapport Milloz. Ce texte, portant le nom de son rédacteur membre du FN, surestime entre autres le nombre d'immigrés, et les coûts de l'immigration. Il sert malheureusement de caution scientifique aux

leaders du parti d'extrême droite. L'auteur reprend ici, point par point, les principaux arguments de Milloz pour conclure qu'ils n'ont rien de statistique, ni rien de scientifique, et ne peuvent donc pas servir de référence.

Ensuite, P.A. Taguieff développe ses raisonnements pour combattre efficacement le FN. Dans d'autres ouvrages plus volumineux, il avait déjà parlé des «faiblesses» de certaines stratégies utilisées pour contrer le FN. Il les aborde de nouveau ici de façon plus succincte. Il termine son propos pas une sorte d'appel à agir plutôt sur les causes sociales politiques et civiques. Pour lui, «le véritable adversaire du lepénisme, c'est le civisme actif dans une démocratie forte». L'ouvrage est somme toute très intellectuel, mais nécessaire dans la mobilisation contre le FN.

MJ.

La place de l'environnement dans les médias

de Claude-Marie Vadrot et Marianne Dejouet
Ed. Victoire
1998 - 166 p. - 120 F

L'association JNE, journalistes-écrivains pour la nature et l'écologie, fêtera ses 30 ans cette année. A cette occasion, elle publie ce livre qui regroupe plusieurs enquêtes : comment les journalistes adhérents



de l'association vivent leur rôle et comment ils voient l'évolution de leur profession : comment les thèmes environnementaux sont abordés dans les grands médias ; et enfin, quels sont les sujets que les lecteurs ou spectateurs de ces médias souhaitent voir plus ou moins abordés. Le croisement entre ces trois enquêtes permet de sentir où se font sentir les «filtres» au niveau des rédactions. Ainsi, le thème de la chasse est classé ultra-sensible. La question du nucléaire, pourtant fort bien alimentée par les dépêches de l'AFP est reprise de manière fort différente selon les médias. La télévision, ce n'est pas un scoop, fait dans le

sensationnel et souffre du poids de la publicité. Autre moyen de modifier l'information : la communication de plus en plus élaborée des grandes entreprises qui vont jusqu'à citer partiellement les positions des associations opposantes en mettant en avant les arguments alternatifs qui peuvent servir de repoussoir. On regrettera à ce sujet que l'analyse par thème des sujets abordés dans les médias ne distingue pas entre les articles plutôt pro- ou anti-écologie car si, par exemple, *Le Point* apparaît comme l'hebdo qui parle le plus d'environnement... c'est souvent pour défendre la position des industriels (il affirmait encore récemment que Tchernobyl a tué seulement 31 personnes !)

Concernant la télévision, mieux vaut regarder la télévision suisse ou même sénégalaise pour se faire une juste opinion sur les questions d'environnement. Des interviews permettent d'aborder des questions plus politiques. Ainsi Alain Bougrain-Dubourg explique que «les thèmes environnementaux remettent constamment en cause l'économie de marché dans laquelle nous vivons, les corporations, les lobbies. Autant de raisons pour éclipser ce thème essentiel». On y apprend que Jean-Pierre Elkabach est à la tête d'une société de distribution de films industriels... et qu'il aurait comme client la COGEMA, ce qui explique certaines émissions récentes sur France 2. Ce lien entre journalisme et plume au service de l'industrie est d'ailleurs une critique récurrente dans l'ouvrage.

On dénoncera par contre le côté méprisant de la presse écologiste. A en croire les auteurs (p.114) : «c'est la disparition progressive, après leurs flamboiements, des revues et magazines consacrés à l'écologie». Et d'argumenter qu'il est impossible aujourd'hui de faire une revue qui associe le nucléaire, l'environnement, les éoliennes... Ils annoncent également dans un commentaire (p.132) «le chiffre maximum a été atteint vers la fin de 1976 avec une soixantaine de titres. Ils ont ensuite peu à peu disparu». Si effectivement, on ne compte plus de grand tirage comme *La Gueule Ouverte* (35 000 ex) ou *le Sauvage* (50 000 ex), et si un renouvellement de la presse écologiste s'est fait au début des années 80 (après l'arrivée de la gauche), l'arrivée de la micro-informatique a provoqué une explosion de titres (nous avons donné les coordonnées de plus de 300 d'entre eux dans le numéro d'été 1998) dont certains ont quand même des tirages respectables : *Les Quatre saisons du Jardinage* (25000 ex), *L'Impatient*, *Greenpeace Magazine*, ou même *Silence* sont dans la droite suite des revues des années 70. Alors pourquoi cette négation répétée de multiples fois dans l'ouvrage ? Parce qu'on n'adhère pas à JNE ? On n'ose y croire !

MB.

L'index 1998 de la revue SILENCE est disponible contre 10 F en timbres.

Les index depuis 1992 sont disponibles au même prix.

Etre autonome A l'écoute de ses vrais besoins

d'Olivier Nunge et Simonne Mortera
Ed. Jouvence
(CH 1212 Grand-Lancy)
1998 - 96 p. - 29 FF

L'autonomie repose sur la capacité des individus à faire des choix. Cela ne signifie pas se passer des autres car nous avons tous besoin des autres. Nos besoins vont de la sécurité physique à l'amour (relation avec les autres), la reconnaissance de soi, la réalisation de soi et le sens de la vie. Pour être autonome, il faut donc bien appréhender ces besoins. Alternant présentation théorique, exemple concret et exercice, les auteurs de ce petit livre, psychothérapeutes, vous aident à faire ces fameux choix qui conduisent à plus d'autonomie. FV.



UN AMOUR DE CITRON

Un aliment miracle



Éditions Jouvence

Un amour de citron

de Régine Durbec
Ed. Jouvence
(CH 1212 Grand-Lancy)
1998 - 96 p. - 29 FF

Ce petit livre qui donne la parole au citron lui-même, vous présente dans une première partie ses origines, sa vie, son œuvre (contrairement à ce qu'on croit souvent, il ne provoque pas d'acidité dans l'estomac mais y provoque au contraire la formation de bicarbonate de calcium qui calme rapidement les brûlures d'estomac). L'aspect encyclopédique est complété par une partie gourmande avec de multiples recettes mettant en scène ce fruit aux multiples propriétés. FV.

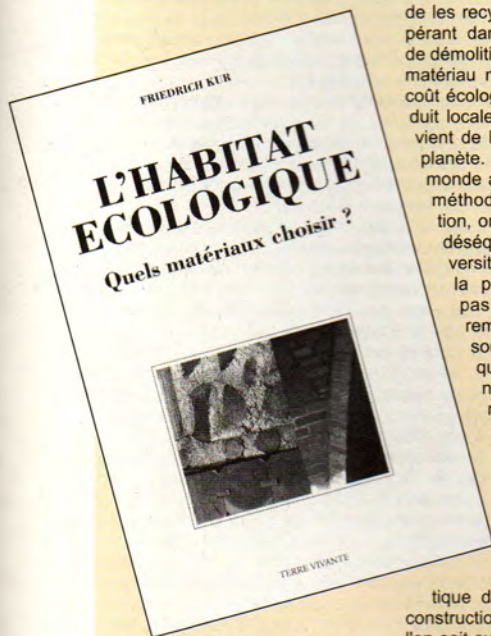
Le livre du mois

L'habitat Ecologique

Quels matériaux choisir ?

de Friedrich Kur

Ed. Terre Vivante - 1998 - 192 p. - 98 F



Nous sommes nombreux à rêver d'avoir notre propre maison, et, si possible, la plus écologique possible. Mais qu'est-ce qui est écologique ? L'auteur, allemand, explique ici, dans une première partie, quels sont les critères à prendre en compte, l'état des connaissances, les questionnements (il y en a encore beaucoup), et les précautions utiles. Il laisse les options ouvertes : ce sera à vous de choisir ensuite. Ainsi, il ne condamne pas les fenêtres en aluminium, car si elles coûtent 100 fois plus d'énergie pour leur fabrication, on peut aussi essayer

de les recycler en les récupérant dans des chantiers de démolition. De même, un matériau n'a pas le même coût écologique s'il est produit localement ou s'il provient de l'autre bout de la planète. Enfin, si tout le monde adoptait la même méthode de construction, on assisterait à un déséquilibre de la diversité biologique de la planète qui n'est pas souhaitable. Il remet également à son juste niveau ce qui est "naturel" ou non : un béton n'est pas forcément condamnable en soi.

La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée à une présentation alphabétique des matériaux de construction et de ce que l'on sait sur eux. La dernière partie est constituée de conseils utiles pour bien appréhender l'ensemble des problèmes à résoudre avant de se lancer dans la construction. D'un ton très pédagogique et sans prosélytisme, ce livre est fort agréable à lire. Les exemples de l'auteur sont souvent situés en Allemagne — traduction oblige —, heureusement une abondante liste d'adresses en France a été élaborée par les éditeurs. Des données de base indispensables, que vous songiez à être autoconstructeur ou à passer par un architecte.

MB.

salon VIVRE & travailler autrement

nouvelles formes de travail
alimentation bio
beauté et santé au naturel
tourisme vert, jardinage

18 - 22 MARS
1999

ESPACE AUTEUIL
PARIS 16^{ÈME}

11h - 19h30
nocturne 21h le 19 mars

SPAS organisation - 86 rue de Lille 75007 Paris
tél 01 45 56 09 09 - fax 01 44 18 99 00
e mail SPAS @ wanadoo.fr

Pourquoi opposer l'espéranto à l'anglais ?



Pourquoi opposer l'espéranto à l'anglais ? Ou à toute autre langue ? La situation du monde d'aujourd'hui fait que certains continents ayant été colonisés par les langues européennes, leurs peuples autochtones, en plus de leur langue, doivent communiquer aussi en espagnol (Amérique du Sud, Amérique centrale et même Amérique du Nord), en français (une bonne partie de l'Afrique) ou en anglais (une autre partie de l'Afrique, l'Amérique du Nord...).

L'anglais permet, comme le français, de communiquer entre une multitude d'ethnies. L'espéranto est plus facile à

apprendre... pour un occidental, mais qu'en est-il pour un Chinois, un Pygmée ou un Amazonien ? L'espéranto sera aussi difficile à apprendre que l'anglais, ou plus.

Je n'ai pas pu apprendre ma langue natale, le catalan, car à l'époque de ma naissance, Franco punissait de la peine de mort ceux qui la parlaient. L'espagnol a donc été ma première langue. J'ai appris le français à partir de sept ans dans une école de Madrid... où l'espagnol était banni. J'ai appris l'anglais à 20 ans en allant aux Etats-Unis. L'espéranto, je n'ai pas eu l'occasion, la situation ou la nécessité de l'apprendre. J'adhère complètement à la motivation d'une langue unique, neutre, sans sang ni drapeau. Mais l'anglais permet de communiquer avec beaucoup de monde l'ayant comme deuxième ou troisième langue.

Il y a énormément de publications et informations circulant en anglais qui ne sont pas traduites dans d'autres langues. Cela devient donc très facile de censurer en évitant de traduire ce qui dérange... à nous de dépasser cet obstacle en sachant l'anglais.

C'est l'anglais, langue celtique, européenne, qui domine le monde économique actuel, pas le latin, alors ?

Il me semble que le plus urgent que nous ayons à faire est de trouver des positions, des stratégies intelligentes pour mieux mettre nos compétences en commun. Créer des antagonismes, des compétitions, c'est perpétuer ce que notre système sait si bien faire : diviser pour régner.

En utilisant l'anglais, nous utilisons un outil de communication, cela n'implique en rien que "la culture anglosaxonne" nous colonise (...).

Emilia HAZELIP
Aude.

Silence : si les racines de l'espéranto sont souvent européennes, les déclinaisons sont, elles, proches de l'esprit oriental... ce qui explique leur succès dans les pays asiatiques. L'espéranto par contre est très peu développé en Amérique Latine... car l'espagnol y est considéré comme la langue internationale. Sur l'apprentissage, on ne peut pas comparer une langue sans exception avec une langue comme l'anglais qui en compte des centaines, sans parler des accents toniques. Enfin, croire que la culture anglosaxonne (nord-américaine serait plus juste) ne nous atteint pas est étonnant. Même Silence fait des brain-storming le week-end.

Langue minoritaire

Très bon dossier sur l'espéranto.

A mon avis les espérantistes se sont trompés de stratégie : le premier objectif est que les familles et les étudiants qui le souhaitent obtiennent l'enseignement de l'espéranto à l'école, dans les collèges, les lycées et les universités.

Ce qu'il faut revendiquer, c'est donc le statut de langue minoritaire, même si ça blesse l'amour-propre des militants qui sont tellement heureux de répéter qu'ils sont porteurs d'un projet universel. C'est vrai, mais tactiquement, il faut d'abord dire : nous avons le droit d'étudier la langue de notre choix.

Cela suppose que l'espéranto soit éligible comme langue vivante "étrangère" aux examens.

En outre, les cours d'espéranto sont parfois parfaitement rasoir, alors qu'ils devraient être systématiquement basés sur une correspondance avec un groupe dans un pays de langue différente.

Jacques JOUBERT
Gard

concept certainement limpide pour des anglophones, mais plutôt obscur pour les autres. Le premier numéro était rédigé majoritairement en anglais mais on y trouvait aussi des articles en français et en allemand, ainsi que des résumés en espagnol, en russe et en espéranto. Sans consulter ses lecteurs, la revue a supprimé l'espéranto dès son deuxième numéro à la suite d'un débat de l'organisation qui publie la revue lors de sa rencontre Eurotopia, à Berlin, l'été dernier. La majorité des présents ont voté contre la présence de l'espéranto. Cette décision appelle quelques commentaires sur la forme et sur le fond.

Tout d'abord le débat s'est déroulé en anglais et les non-anglophones ne pouvaient évidemment pas y participer. La revue estime que ce débat convoqué en anglais, débattu en anglais, est démocratique et qu'il n'y a pas lieu de demander l'avis des lecteurs. Elle refuse de même de publier un courrier sur le sujet. Cela laisse rêver sur la démocratie entre ceux

qui maîtrisent une langue et les autres.

Dans ce contexte, si la culture du tout-bagnole est celle du dollar qui s'exprime en anglo-américain, trop favoriser l'anglais au détriment des autres langues, c'est favoriser précisément le développement de cette culture à la planète entière. Ne risque-t-on pas de développer ainsi le culte automobile au lieu de le combattre ?

L'espéranto a toute sa place dans une revue qui se veut internationale. Je voudrais citer, pour finir, une anecdote représentative de l'acuité des problèmes démocratico-linguistiques que je viens d'évoquer. Lors d'une rencontre internationale inter-SEL (LETS) qui a eu lieu à Amsterdam, la langue de travail était l'anglais. Les organisateurs conscients que ce choix donnait un gros avantage aux Britanniques... les ont exclus de la discussion !

Je n'ai rien contre la langue anglaise, mais il me paraît évident que son adoption comme langue internationale n'est pas la solution à un problème de communication qu'on ne pourra pas toujours occulter, surtout si on prétend construire l'Europe ou si on se sent citoyen du monde. Chacun est libre de ses opinions, mais il vaut mieux s'informer correctement avant de formuler celles-ci.

Christophe LANIER
Rhône.

Émulation positive

Je pense que les débats sur les différentes stratégies possibles pour l'écologie politique sont nécessaires. Je regrette qu'on y trouve de plus en plus d'intolérance, de suspicions a priori, de polémiques stériles. Tout ceci n'est-il pas contraire à l'éthique écologiste (qui se prétend différente) ? Economisons notre énergie pour des combats plus utiles et plus importants : ils ne manquent pas. Et au lieu de voir ceux d'en face comme des traîtres, de voir cette division entre «gouvernementaux» et «indépendants» comme purement négative, utilisons les aspects positifs de cette division pour en faire une chance et une richesse (émulation, agir dedans/agir dehors, complémentarité réflexion/action, etc.).

Jean-Bernard FORESTIER
Haut-Rhin

Energie libre

Jean-Luc Perrier, professeur au lycée technique d'Angers faisait rouler gratuitement sa Simca 1000 dès la fin des années 70 selon le principe suivant : des photopiles solaires fournissent de l'énergie électrique lui permet l'électrolyse de l'eau qui produit de l'hydrogène qui forme le carburant de son moteur. Jean-Luc Perrier faisait à l'époque des conférences et des démonstrations. Brutalement, il disparaît dans un accident de la route... comme Coluche !

René Jean GINISTY
Paris

Silence : il existe de nombreuses voitures alimentées directement par des batteries chargées par des photopiles (il s'en commercialise même en Suisse). Il existe aussi, au niveau expérimental des voitures roulant à l'hydrogène fourni comme vous l'expliquez. Si cela ne se développe pas, ce n'est pas pour cause d'une sombre manipulation politique, mais simplement parce que le rendement est très faible et les photopiles très chères. Une voiture électrique ne sera jamais une voiture économique du fait des pertes de rendement.

Virage nouvelle droite ?

Dans le numéro de décembre 1998, la revue Silence semble annoncer un tournant particulièrement inquiétant. On tourne la page 29, ornée de l'habituel coup de griffe contre les Verts ("Verts : le virage libéral"), et il s'agit d'un habile montage de citations d'un livre de Cohn-Bendit), et, stupéfaction, l'habituel article de fond "politique" est ce mois-ci confié à Laurent Ozon, directeur du Recours aux forêts. Cette revue est l'annexe idéologique de la galaxie Nouvelle Droite d'Alain de Benoist, qui s'est fait une spécialité, depuis quelques années, de recoder en langage "radical" le discours de la droite extrême païenne intellectuelle. Attention, je ne suis pas partisan de tout boycott systématique d'Alain de Benoist. J'ai accepté que soit publié dans Krisis (la revue-mère) un débat contre un théoricien libéral de l'économie. Comme Pierre-Alain Taguief, je pense que, dans un débat avec Alain de Benoist, cette droite anti-libérale sophistiquée prend autant de risques que nous, et que sous la pression de notre dialectique, Alain de Benoist lui-même se laisse aller à des propos... anti-racistes ! Mais ce débat doit être maîtrisé. La moindre des choses est de prévenir le lecteur (qui n'est pas forcément spécialiste de la Nouvelle Droite). Silence devait répondre point par point, page par page, dans le même numéro, aux sophismes de Laurent Ozon. Il ne le fait pas, et cela m'inquiète. Car la posture de Silence ("ni Etat, ni libéralisme") ne peut déboucher en positif que sur "vive la communauté organique". Or, cela, c'est la crémère même de la Nouvelle Droite (et des fondements intellectuels de la "droite révolutionnaire" chez les antifonctionnistes des années Trente).

Retisser les communautés à partir de libres individus associés, donc en donnant chair à un lien social actuellement réduit au couple "Etat-Marché" est un vrai problème, lourd de dangers (qu'on n'évacue pas en parlant de "solidarité", car "solidarisme" est aussi un nom du fascisme). Je m'y attèle, comme tous les penseurs de l'écologie politique, depuis plus de vingt ans : réguler le marché par la loi et la démocratie représentative, mériter le tout de don, d'amitié, de face-à-face... Et je sais que je dois me délier de l'aspirateur des "communautés organiques" sans me laisser intimider par les mises en garde dix-huitiémistes de Luc Ferry. Il n'en est que plus dangereux de confier la solution... à la Nouvelle Droite elle-même. Car elle sait y faire ! Il faudrait presque un séminaire pour déconstruire l'habileté diabolique avec laquelle Laurent Ozon (p.34) assimile l'humanisme universaliste à une forme de nationalisme "spéciste (l'égoïsme d'espèce comparable en tout point au racisme)", quid de la biosphère qui nous surplombe et ses "formes d'organisation" naturelles en "communautés, cultures, ethnies" qui "donnent un sens à notre vie sociale".

Qu'une telle tribune ait été offerte à la Nouvelle Droite, et dans de telles conditions, dépasse la simple "erreur de casting". Elle soulève la question des rivages où porte le radicalisme même de Silence. Je ne dis pas que Silence y soit dorénavant échoué...

Il y a quelques années, lors d'une crise douloureuse, Silence m'avait confié la critique des erreurs antisémites de Jean Brière, en sachant que je le ferais sans concession, mais en m'ignorant rien des mécanismes et des ostracismes qui avaient pu acculer Jean Brière, de l'antisionisme à l'antisémitisme. J'avais trouvé ce choix de Silence élégant et loyal, et avais depuis gardé mon estime à ses rédacteurs. Je crois conforme à la même loyauté d'inviter Silence, non seulement à présenter ses excuses devant ses lecteurs, mais à réfléchir plus profondément sur les aspects obscurs de son idéologie implicite.

Alain LIPIETZ
Val-de-Marne

Silence : plutôt qu'une idéologie, nous avons le souci de faire débattre les gens autour des sous-titres de la revue : écologie, alternatives et non-violence. Cette dernière valeur, la non-violence, nous fait refuser, par exemple, la violence étatique et de fait nous rapproche sur ce point des libertaires. Cela nous éloigne des Verts qui ont choisi une autre démarche (parfois complémentaire, parfois en opposition).

Concernant le Recours aux forêts, nous avons lu les numéros parus - et donc des textes d'Alain de Benoist. Alain-Claude Galtié a été en observateur à leur colloque annuel, début 1998. Des quatre intervenants : Serge Latouche, François Terrasson, Edouard Goldsmith et Alain de Benoist, nous avons publié des textes des trois premiers. Nous y avons trouvé des réflexions parfois différentes du discours des Verts, mais rien de choquant.

Cet été, dans la liste des revues, nous avons cité le Recours aux forêts en signalant qu'il faisait de la pub pour Krisis et pour Silence, ce qui nous posait problème. Cela a provoqué une réaction de Laurent Ozon. Nous avons décidé de publier un correctif dans le numéro de novembre (en page 2). Puis, Laurent Ozon nous a proposé le texte en question pour que nous nous fassions une idée plus précise de leur positionnement. Ce texte a été lu par Alain-Claude Galtié, Michel Bernard et Dominique Zanda. Nous avons fait modifier un mot ("anarchique" par "aléatoire"). Et nous avons passé le texte sans précaution particulière.

Mimmo Pucciarelli, avec qui nous préparions à ce moment-là le numéro de janvier (qu'Alain Lipietz n'a pas encore lu au moment où il nous envoie cette lettre), a réagi et a demandé à mettre un encart à la fin de son enquête. Au début, cet encart était intitulé Ecologies de droite... puis ayant lu des numéros de la revue, Mimmo Pucciarelli a changé son titre en L'autre sensibilité écologiste.

On retrouve cette autre sensibilité pas seulement dans Le Recours aux forêts. On la retrouve dans Combat-Nature et autour d'Antoine Waechter. Comme le dit justement Mimmo, il existe une sensibilité conservatrice chez les écologistes particulièrement dans le milieu de la protection de la nature. Mais est-il de droite ? Alain de Benoist, reste un problème. Silence dialogue avec le Recours aux Forêts, avec les Verts, avec beaucoup d'autres... mais pas avec Alain de Benoist. Et personne à Silence n'a publié dans Krisis. Si Alain Lipietz se sent de nous proposer une tribune sur cette autre sensibilité et ce qu'il y voit comme dangers, nous sommes évidemment prêts à la publier.

BON DE COMMANDE

Les anciens numéros et les livres sont à commander uniquement en France. Il est possible de s'abonner en Belgique pour les lecteurs et lectrices Belges. anciens numéros (franco de port)

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> 162 La prison autrement
Forêts tropicales, Indonésie. Argent et pouvoir..... 20 F | <input type="checkbox"/> 203 Sortir du nucléaire
Sites, Déchets, Tchernobyl, Economies, Renouvelables 23 F |
| <input type="checkbox"/> 170 Racisme et environnement
Péniche pour la paix, Bio-Login, Logiques sociales... 20 F | <input type="checkbox"/> 204 G7 : l'argent d'abord
Femmes algériennes. Santé et autonomie (6). Travail 23 F |
| <input type="checkbox"/> 172 Après Rio : un monde à venir
Feuille d'érable, Palestine-Israël. Dérive technologiste 20 F | <input type="checkbox"/> 205 Radiums actifs
G7. Solaire au Népal. Bouteilles. Médias et social... 23 F |
| <input type="checkbox"/> 173 Yougoslavie : ingérence méfiance
Déchets toxiques. Développement et aide, Malville... 20 F | <input type="checkbox"/> 206-207 Face au G7, ouvrons-la !
Presse différente. Internet. Santé et autonomie (7) ... 35 F |
| <input type="checkbox"/> 176 Superphénix : la marche en avant
Transports suisses ? Réduction et ouverture (3)..... 20 F | <input type="checkbox"/> 208 Pour des villes sans voitures
Exportation d'EDF. Tchernobyl. Vallée d'Aspe. G7... 25 F |
| <input type="checkbox"/> 177 Quelle écologie radicale ?
Déchets. AC ? Voile. Développement durable..... 20 F | <input type="checkbox"/> 211 L'équivoque humanitaire
Superphénix. SEL et informel. Tibet. Vache folle 25 F |
| <input type="checkbox"/> 178 Comment démilitariser ?
Reconversion armement. Inesténe. Malville. Mac-dou 20 F | <input type="checkbox"/> 212-213 Ecologisme et Etat
SEL. La Hague. Communication ONG. Palestine 38 F |
| <input type="checkbox"/> 181 Energies douces au Sud (1)
Malville. Pub dans boîtes aux lettres..... 23 F | <input type="checkbox"/> 217 L'impasse nucléaire
Le Carnet. Semaine sans télé. Canal Rhin-Rhône..... 25 F |
| <input type="checkbox"/> 182 Energies douces au Sud (2)
Artisans du monde. Ville-monde et inertie sécuritaire 23 F | <input type="checkbox"/> 218 Alternatives en Alsace
Un traitement d'articles sur la région 25 F |
| <input type="checkbox"/> 184 Breton Wood : 50 ans ça suffit !
Maison de quartier de Neudorf. Bhopal..... 23 F | <input type="checkbox"/> 219 Retrouver les forêts sauvages
Le Carnet. Femmes et santé. SEL et contrat civique 25 F |
| <input type="checkbox"/> 187 Prolifération nucléaire (1).
Israël. Asie. Marcher. Société informatico-policière... 23 F | <input type="checkbox"/> 222 Des ruines du développement
Sortir du nucléaire. Neutralité suisse. Femmes et santé 25 F |
| <input type="checkbox"/> 188 Prolifération nucléaire (2)
Neve Shalom. Solaire en régions froides. Matérialisme 23 F | <input type="checkbox"/> 224 Simplifier sa vie
Ruines (2). Nucléaire change. Téléphones mobiles... 25 F |
| <input type="checkbox"/> 189 Autonomie toujours
Réseau Santé. Cui du Larzac. Servas. Laine de verre 23 F | <input type="checkbox"/> 225 Gandhi aujourd'hui
Développement. Femmes et santé. SEL..... 25 F |
| <input type="checkbox"/> 190 Nicaragua face au marché mondial
Brennells. Malville. Retraite et chômage..... 23 F | <input type="checkbox"/> 226-227 Vivre ensemble
SEL. Santé et autonomie (11). Vélo. Moruroa 38 F |
| <input type="checkbox"/> 191 Santé et autonomie (1)
Climat. Champ d'action. Loi et femmes. Grünen..... 23 F | <input type="checkbox"/> 229 Finances solidaires
AMI et mondialisation. Mais fou. Eourres. Kanaki... 25 F |
| <input type="checkbox"/> 195 Stop Essais
Campagne contre reprise. Israël. Vanunu. Sompart... 23 F | <input type="checkbox"/> 230 Plantes folles en accusation
Eco-Village Los Angeles. Femmes et Santé. Semences 25 F |
| <input type="checkbox"/> 196 Canal Rhin-Rhône
A51 Grenoble-Sisteron. Santé et autonomie (4). Irlande 23 F | <input type="checkbox"/> 231 La télé... visée
Greenpeace. Développement. Sale gueule du travail... 25 F |
| <input type="checkbox"/> 197 La défense par actions civiles (1)
La Hague. Grünen et non-violence. Amiante. Salsigne 23 F | <input type="checkbox"/> 232 EDF ment !
Lait en poudre, eaux minérales. SEL. La Hague 25 F |
| <input type="checkbox"/> 199-200 Ecologie, gauche, droite, ailleurs
Turquie sanglante. Santé et autonomie (5)..... 35 F | <input type="checkbox"/> 237 Alternatives à la mondialisation
Chasse. Val Dieu. Femmes et santé. Avions 25 F |
| <input type="checkbox"/> 201 Marée noire sur droits de l'homme
Monju. Loi de programmation militaire. Déficit Etat 23 F | <input type="checkbox"/> 238 Avancer de l'espérance
Millepattes. Ecologie et libéralisme. Auto. Transgéniques 25 F |
| <input type="checkbox"/> 202 Soyons Réseau-nables
Maaforn. Primevère. L'Impact. Cuseur solaire..... 23 F | <input type="checkbox"/> 239-240 Enquête sur les écologistes
Déchets, réfractaires au plus fort de la guerre, nucléaire... 38 F |

Librairie par correspondance

- | | |
|---|---|
| Nouveautés | <input type="checkbox"/> Société à refaire : une écologie de la liberté 88 F |
| <input type="checkbox"/> Le municipalisme libertaire 85 F | <input type="checkbox"/> Philo écologie et politique de l'anarchisme 38 F |
| <input type="checkbox"/> Tchernobyl 72 F | <input type="checkbox"/> Sociobiologie ou écologie sociale 20 F |
| <input type="checkbox"/> La critique sociale 65 F | <input type="checkbox"/> Le rêve au quotidien 75 F |
| <input type="checkbox"/> Ambiance bois 90 F | <input type="checkbox"/> Pensée sociale d'Elisée Reclus 70 F |
| <input type="checkbox"/> L'habitat écologique 98 F | Ed. Ulovie (Lundès) |
| Hors-série Silence | <input type="checkbox"/> Nous sommes peut-être frères 36 F |
| <input type="checkbox"/> Paris-Dakar : Pas d'accord 25 F | <input type="checkbox"/> L'homme qui plantait des arbres 36 F |
| <input type="checkbox"/> La menace climatique 30 F | <input type="checkbox"/> N'hésite pas à le dire 36 F |
| <input type="checkbox"/> Radioactivité, les faibles doses 30 F | Ed. Courrier du livre (Paris) |
| <input type="checkbox"/> Energies renouvelables 30 F | <input type="checkbox"/> Le solaire pour tous 90 F |
| <input type="checkbox"/> Les métiers de l'écologie 70 F | <input type="checkbox"/> Ed. Jouvence (Geneve) |
| <input type="checkbox"/> Du chômage à l'autonomie conviviale 30 F | <input type="checkbox"/> Découvrez les vraies richesses 96 F |
| <input type="checkbox"/> SEL : pour changer échangeons 50 F | <input type="checkbox"/> Ed. Vinci la Cité (Québec) |
| Editions Silence | <input type="checkbox"/> Les affranchis de l'an 2000 110 F |
| <input type="checkbox"/> Le soleil à votre table 89 F | Ed. Ruralis (Lot-et-Garonne) |
| <input type="checkbox"/> Séphastocle, mon premier cuseur 36 F | <input type="checkbox"/> L'exode urbain est-il pour demain ? 89 F |
| <input type="checkbox"/> Un cuseur solaire facile à faire 20 F | Ed. d'en bas (Lausanne) |
| <input type="checkbox"/> Construisez votre cuisinière solaire 30 F | <input type="checkbox"/> L'énergie au futur 120 F |
| <input type="checkbox"/> Cuseurs solaires pliable 20 F | Ed. Georg (Lausanne) |
| <input type="checkbox"/> Nucléaire ? Non merci 75 F | <input type="checkbox"/> Additifs alimentaires 98 F |
| <input type="checkbox"/> Le nucléaire détrôné 30 F | <input type="checkbox"/> Gestion des déchets 98 F |
| <input type="checkbox"/> La liberté de circuler 70 F | <input type="checkbox"/> Les sols 98 F |
| <input type="checkbox"/> Quelle écologie radicale ? 70 F | <input type="checkbox"/> L'eau 98 F |
| <input type="checkbox"/> Où va le climat ? 40 F | <input type="checkbox"/> La radioactivité 98 F |
| Diffusion Silence | <input type="checkbox"/> L'alimentation 98 F |
| Ed. Ecosystème (Montréal) | <input type="checkbox"/> La diversité biologique 98 F |
| <input type="checkbox"/> La belle vie 65 F | <input type="checkbox"/> L'air 98 F |
| <input type="checkbox"/> Parce que la paix n'est pas une utopie 65 F | <input type="checkbox"/> Le bruit 98 F |
| <input type="checkbox"/> Pour un pays sans armée 65 F | <input type="checkbox"/> Les déchets dangereux 98 F |
| <input type="checkbox"/> Pour que demain soit 65 F | Ed. Ostal del libre (Cantal) |
| <input type="checkbox"/> L'écophilosophie ou la sagesse de la nature 65 F | <input type="checkbox"/> Jouets de toujours 120 F |
| <input type="checkbox"/> Moi, ma santé 65 F | <input type="checkbox"/> Jouets sonores 120 F |
| <input type="checkbox"/> Deux roues, un avenir 80 F | Ed. du Fraysse (Lot) |
| <input type="checkbox"/> L'Ecologie politique 65 F | <input type="checkbox"/> Le guide des alternatives 95 F |
| <input type="checkbox"/> Entre Nous, rebâtir nos communautés 95 F | Ed. Terre Vivante (Mens) |
| <input type="checkbox"/> Et si le Tiers-Monde s'autofinancait 85 F | <input type="checkbox"/> Facteur 4 118 F |
| <input type="checkbox"/> Des ruines du développement 65 F | Ed. Dagorno |
| <input type="checkbox"/> Les carnets d'un militant 80 F | <input type="checkbox"/> Tout nucléaire, une exception française 10 F |
| <input type="checkbox"/> Pierre Kropotkine, prince anarchiste 110 F | <input type="checkbox"/> Rwanda, un génocide français 10 F |
| <input type="checkbox"/> La simplicité volontaire 80 F | Frais de port |
| Ed. Deleatur (Angers) | <input type="checkbox"/> 1 ouvrage 15 F |
| <input type="checkbox"/> La dictature de la croissance 85 F | <input type="checkbox"/> 2 ouvrages 28 F |
| Ed. Atelier de Création Libertaire (Lyon) | <input type="checkbox"/> 3 ouvrages et plus 40 F |
| <input type="checkbox"/> Qu'est-ce que l'écologie sociale ? 35 F | |

Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un

- | | |
|--|---|
| FRANCE METROPOLITAINE | BELGIQUE |
| <input type="checkbox"/> Particulier 12 n° 240 FF | <input type="checkbox"/> Particulier 12 n° 1740 FB |
| <input type="checkbox"/> Institution 12 n° 480 FF | <input type="checkbox"/> Institution 12 n° 2880 FB |
| <input type="checkbox"/> Soutien 12 n° 300 FF et + | <input type="checkbox"/> Soutien 12 n° 1800 FB et + |
| <input type="checkbox"/> Petit futé 24 n° 420 FF | <input type="checkbox"/> Petit futé 24 n° 2520 FB |
| <input type="checkbox"/> Groupés par 3 ex 3 x 12 n° 630 FF | <input type="checkbox"/> Groupés par 3 ex 3 x 12 n° 3780 FB |
| <input type="checkbox"/> Groupés par 5 ex 5 x 12 n° 950 FF | <input type="checkbox"/> Groupés par 5 ex 5 x 12 n° 5700 FB |
| <input type="checkbox"/> Petit budget France 12 n° 190 FF | AUTRES PAYS ET DOM-TOM |
| | <input type="checkbox"/> Dom-tom et étranger 12 n° 290 FF |

Je règle un total de :

NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville

France : Règlement à Silence, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon
Belgique : Règlement à Brabant-Ecologie, Route de Rénipont 33, B 1380 Ohain



primevère 99

13^{ème} salon-rencontres de l'écologie et des alternatives

26, 27, 28 février*, Lyon, Halle Tony Garnier
tél. 04 74 72 89 90

* le vendredi de 17h à 23h, le week-end de 9h à 20h

**50 conférences et animations sur l'actualité
et le thème "les enjeux de l'alimentation"**

300 exposants dont 50% d'associations

alimentation, animaux, artisanat, enfants, environnement, énergies renouvelables,
habillement, habitat, hygiène-santé, jardinage bio, librairie-presse, loisirs, mou-
vements non violents, mouvements sociaux, relations nord-sud, transports.

Si vous désirez recevoir le programme détaillé, recopiez ou renvoyez ce coupon à Primevère, 9 rue Dumenge 69004 Lyon

nom

adresse